

هكذا من الأصل

LE TERRORISME EN ITALIE
Un commissaire de police assassiné à Gènes
LIRE PAGE 38

Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry
Directeur : Jacques Fauvet

1.70 F
Algérie, 1,20 F; Maroc, 1,50 F; Tunisie, 1,30 F; Allemagne, 1,20 F; Belgique, 1,20 F; Espagne, 1,20 F; France, 1,70 F; Italie, 1,20 F; Japon, 1,20 F; Liban, 1,20 F; Luxembourg, 1,20 F; Pays-Bas, 1,20 F; Portugal, 1,20 F; Royaume-Uni, 1,20 F; Suisse, 1,20 F; U.S.A., 1,20 F; Yougoslavie, 1,20 F.
Tarif des abonnements page 21
5, RUE DES ITALIENS
75002 PARIS - CEDEX 08
C.C.P. 4207-23 Paris
TÉLEX Paris n° 650672
Tél. : 246-72-23

LES ENGAGEMENTS EXTÉRIEURS DES ÉTATS-UNIS

Ambiguïtés en Amérique latine

M. Jimmy Carter a-t-il cédé à son penchant pour l'empirisme quand il a affirmé, lors de sa récente visite à Panama, que « les relations entre les États-Unis et tous les pays d'Amérique latine étaient à l'aube d'une ère nouvelle » ? L'Assemblée générale annuelle de l'Organisation des États américains, qui s'ouvre ce mercredi 21 juin à Washington, permettra sans doute, de façon plus modeste, de discerner les effets, positifs et négatifs, des choix politiques de M. Carter sur le fonctionnement du fragile système interaméricain.

JAPON : Les Américains vont livrer près de 150 avions militaires

Tokyo et Washington ont signé mardi 20 juin un accord portant sur plusieurs milliards de dollars pour la livraison au Japon de cent chasseurs F-15 et de quarante-cinq avions détecteurs de sous-marins. Cette décision a été rendue publique quelques jours après l'annonce par Tokyo du renforcement du potentiel militaire soviétique dans le Pacifique.

ANGOLA : Washington souhaite normaliser ses relations avec Luanda

Devant le congrès annuel de la jeune chambre économique des États-Unis à Atlantic-City, M. Cyrus Vance a repris, le 20 juin, les thèmes qu'il avait exposés la veille devant la commission des relations internationales de la Chambre des représentants.

MORT DU CRITIQUE D'AMÉRIQUE FRANK ELGAR

Nous apprenons la mort de Frank Elgar, critique de la presse à la fois incisif et malin. Il était âgé de soixante-dix ans.

Les États-Unis et le Japon ont conclu, mardi 20 juin à Washington, un accord portant sur la vente aux forces de défense japonaises de cent chasseurs F-15 (destinés à remplacer les Phantom F-4) et de quarante-cinq détecteurs de sous-marins P3C Orion. Le contrat porte sur une somme de 2,1 milliards de dollars, mais le montant total des livraisons, qui commenceront en 1981, se monterait à 4 ou 5 milliards de dollars.

Washington. — L'ensemble des propositions de M. Vance visent essentiellement à réaffirmer la bonne volonté de Washington, son souci d'avoir une « stratégie positive » face aux problèmes africains. C'est dans cet esprit que M. Vance a fait une ouverture diplomatique envers l'Angola.

Les Américains ont décidé d'acheter ces équipements le 26 décembre dernier (le Monde du 20 décembre 1977) à la suite de négociations ouvertes en 1976. La France avait, un temps, espéré vendre au Japon des Falcon 20-G ou des Mirage F-1.

La délégitimation de la Chine sur le continent africain, tout en s'abstenant de propos polémiques sur leur intervention.

Washington. — L'ensemble des propositions de M. Vance visent essentiellement à réaffirmer la bonne volonté de Washington, son souci d'avoir une « stratégie positive » face aux problèmes africains. C'est dans cet esprit que M. Vance a fait une ouverture diplomatique envers l'Angola.

LES BANQUES CONFIRMENT LEUR REFUS DES PROPOSITIONS DE M. BOUSSAC

Quand le programme de Blois a annoncé des déductions sur le revenu pour les achats d'actions, certaines dirigeants de la Confédération générale des cadres, et même des articles parus dans les colonnes (1), ont bien voulu suggérer que ce projet était emprunté. L'idée de donner à la partie du revenu qui est éparpillée, ou moment où il est éparpillé, un traitement plus favorable qu'à celle qui est consommée, je n'en

La détaxation de l'épargne

L'Assemblée nationale examinera, mercredi 21 et jeudi 22 juin, le projet de loi sur l'orientation de l'épargne vers le financement des entreprises. M. René Monory, ministre de l'économie, devait être entendu avant le débat par le groupe R.P.R., dont le président, M. Claude Labbé, a déclaré mardi, à propos de ce projet : « C'est un texte qui a de bonnes intentions, mais qui présente des lacunes ».

La caricature d'une idée

par PIERRE URI

refus pas le périmètre. Mais le texte du gouvernement n'en est qu'une caricature.

S DE CONCOURS

Ministère de la Justice, recrute attachés d'administration et d'intendance

JEAN-MARC SALMON

ANDRÉ GLUCKSMANN — LE NOUVEL OBSERVATEUR
"Père antihébraïque et anti-pain dans la mère des commémorations... Le meilleur livre sur 1968 et la suite"
MAX GALLO — L'EXPRESS
"L'analyse de Salmon, fine, originale, Mai 68, simulacre d'une révolution pour en finir avec l'idée traditionnelle de la révolution"
SERGE JULY — LIBERATION
"Un essai original sur le «laboratoire des idées modernes» que fut Mai 68"

HOTEL DE L'AVENIR

PRESSES D'AUJOURD'HUI

AU JOUR LE JOUR

Signe des temps
Dans les plus beaux jours de sa gloire, c'est le travail quotidien des milliers d'ouvriers et d'ouvrières de ses filatures qui a permis à M. Marcel Boussac de s'acheter des journaux, des haras, des immeubles et une prestigieuse maison de couture. Avec les temps difficiles, M. Boussac renonce courageusement à ses biens pour renouer son groupe, et c'est dans le sens inverse que l'exercice le principe des vases communicants : après que le travail des uns avait permis d'acheter le capital de l'autre, l'un devrait entraîner le rachat du travail des autres.

LIBRE ET ENTRAVÉE

Colette

notre contemporaine
Pos de purgatoire pour Colette. Pour une fois, juste revanche, sa condition de femme lo sert et lui vaut, vingt-quatre ans après le mort, un regain d'actualité. Non qu'elle fasse figure, aux yeux des féministes militantes, de sainte patronne de la libération, ni même de pionnière. Trop lucide pour occorder ou deuxième sexe les qualifications qui manquent au premier, elle se méfie de l'animal humain sous toutes ses formes. Mais elle connaît trop ses propres faiblesses pour refuser à son prochain, à sa prochaine, les circonstances atténuantes qui tempèrent son pessimisme d'indulgence. Et c'est son acharnement à découvrir la vérité, son génie à l'exprimer, qui nous l'imposent comme une contemporaine bien plus que comme une oisive.

337 000 candidats au baccalauréat

Trois cent trente-sept mille jeunes se présentent cette année au baccalauréat, dont les épreuves ont commencé, ce mercredi 21 juin, par la composition de philosophie. L'an dernier, sept candidats sur dix avaient réussi. On estime à 80 % la proportion de bacheliers qui s'engagent ensuite dans des études supérieures.

Un trompe-l'œil

La France comptera dans quelques jours deux cent mille bacheliers de plus. Deux cent mille heureux. Voire, faut-il les décourager, alors qu'ils affrontent enfin les épreuves — si bien nommées — d'un examen qu'on agit devant eux comme un épouvantail depuis le début de leur scolarité ? Ce serait une mauvaise action, et les dizaines de milliers de pères et de mères de famille qui attendent avec anxiété la verdict des jurys ne le supporteraient pas.

DU COTÉ DES PARENTS

un reportage de Roger Cans

De quoi parle-t-elle ? D'elle-même, de sa mère, de l'école, des bêtes et des gens qu'elle rencontre.

ADIEU A 1968

Les insaisissables

par ALAIN BARRÈRE (*)

EST-IL encore raisonnable et opportun d'ajouter un nouveau propos à la masse de ceux qui ont été déjà avancés par voie de livres, d'articles et de films sur les événements de mai-juin 1968. Histoire de mai, d'André Frossard, dont la troisième chaîne vient d'achever la projection, m'y incite cependant, car, malgré la puissance suggestive de l'image, ce film n'a pu, lui non plus, saisir, après dix ans, ce que, sur le moment, le général de Gaulle avait déjà appelé l'insaisissable. Je n'y prétends pas moi-même, mais je dois souligner une omission si couramment commise qu'elle finit par déformer le sens de l'événement. Cette déformation réside dans la tendance à privilégier les propos des vedettes, faute de pouvoir sans doute faire parler ce qui n'apparaît plus que comme la pléiade des combats de rue. Ainsi nous avons droit aux dires abondants, souvent rectifiés et embellis après dix ans, des meneurs de «groupuscules», des leaders syndicaux, des responsables politiques, qui, tous, rationalisent et systématisent aujourd'hui ce qu'ils ont vécu autrefois dans l'irrationnel et l'improvvisation. Mais il y manque la dimension essentielle : celle qui apporte ces milliers de jeunes anonymes qui, dans la nuit du 10 au 11 mai où se situe la véritable explosion, ont, en dressant les premières barricades, rejoint

spontanément et sans explication, si ce n'est un certain sens de la solidarité de génération, la petite troupe qui avait commencé à troubler en actes violents les propos tenus à Nanterre et ailleurs depuis quelques mois. Certes, c'est fréquemment une minorité qui exprime et cristallise, même dans ses outrances, la pensée diffuse et confuse du grand nombre ; mais ce serait un erreur grossière de croire que c'est pour mettre en œuvre les intentions de ceux que l'on devait appeler les gauchistes, que la grande masse est subitement mise en mouvement. Ce n'est pas par les leaders du moment, qu'ils soient étudiants, syndicalistes ou politiques, que s'identifie le mouvement de mai, mais par les milliers de jeunes dont personne ne saurait dire eux-mêmes ne pourra dire quelles motivations précises les poussaient à interdire un avenir auquel ils étaient destinés, mais dont nul ne savait leur faire découvrir le probable, sinon possible, contenu. Si d'autres acteurs, syndicalistes et ouvriers, sont venus consciemment et avec opportunisme rejoindre l'événement désormais créé par eux, ils demeurent, en France comme ils l'ont été aux Etats-Unis, au Japon, en Allemagne, en Italie ou au Mexique, les vrais, les seuls insaisissables.

La pensée diffuse du grand nombre

D'où venaient-ils ? D'ailleurs et de partout : de la bourgeoisie comme des milieux populaires, de la gauche comme de la droite, bien que pour la majorité d'entre eux ces classifications sociales et politiques n'aient pas eu, dans l'instant, grande signification. Ils venaient de territoires divers : de la réflexion critique, de l'idéalisme et de la générosité démentés sans emploi, de la réaction suscitée par la pesanteur de structures et d'institutions qui les marginalisaient. Avalaient-ils des inspirations ? Matérialistes et spiritualistes pourraient et cherchent ; des philosophes aux sociologues de Trotski l'anarchiste à de Gaulle le réformateur, de Marx à Saint-Yves. Car leur action était moins suscitée qu'inspirée, moins « télécommandée » que spontanée, moins contestataire qu'interpellatrice. C'était tout cela l'insaisissable. Un des mots les plus écoliers sur la « révolution » de mai est sans doute celui de Michel de Certeau : « En 68, on avait pris la Bastille ; en 68, on a pris la parole ». Etait-ce, à condition de ne pas y voir une dévotion. Oui, on s'est emparé de la parole ! Mais cette parole, à surabondance fut-elle, il eût fallu non seulement l'écouter, mais l'entendre, et l'entendre pour ce qu'elle était : un appel angoissé pour un avenir à mesure d'homme. Aucune réponse ne lui fut donnée. Elle n'est pas venue des politiques, qui ont cru ne devoir traiter que l'épiphénomène politique d'un événement qui, dans son fond, ne l'était pas. Réuni d'urgence au petit matin du 11 mai, le conseil de l'Université de Paris demandait au chef de l'Etat d'entendre les

sept doyens des facultés de Paris, Nanterre et Orsay. L'audience, fixée à 17 heures, fut, vers 15 heures, annulée purement et simplement, sous le prétexte que le général, ne recevant pas de délégation, entendrait chaque doyen individuellement ; ce qui ne se fit pas. Le lendemain, dimanche 12 mai, quatre heures durant, se tint au ministère de l'Éducation nationale une réunion dramatique dont M. Alain Peyrefitte a dû garder le souvenir. Il ouvrit l'entretien par ces mots : « Si je n'ai pas de comptes à rendre à mes supérieurs (les recteurs et chefs de service), je dois des explications à ceux qui sont les élus de leurs pairs (les doyens) ». Nous crûmes un moment que l'annonce indirecte ainsi lancée pourrait se poursuivre et se développer ; mais le ministre était déjà démissionnaire. Le vide politique s'accroît moins par impéritie que par impossibilité et inaptitude à entendre et à voir. Durant ces jours troubles et difficiles, j'ai eu des contacts personnels avec quatre membres du gouvernement ; c'était toujours, de la part de ceux qui gémissaient ailleurs que rue de Grenelle, la même réponse : cette affaire ne relève pas de mon département. A croire que la fameuse solidarité ministérielle n'était qu'un mythe. L'un d'entre eux, Edmond Michelet, m'avait prié de le rencontrer ; nous nous connaissions de longue date. Ce fut la veille du retour de Roumanie. Je plaçai : il ne s'agit pas d'un changement gouvernemental en puissance ; plus encore que d'une crise de régime, c'est d'une crise de génération et de société qu'il s'agit ; il faut entendre et répondre, vite, autrement qu'en essayant de contenir

les troubles de rue pour qu'entre-temps, la situation pourrît d'elle-même. La réponse de cet homme, si compréhensif et passionné par tout ce qui est humain, ne put cependant que traduire le vide de la politique et des esprits : il fallait attendre, car nul ne savait ce que voudrait le général à son retour ; car, me dit-il : « Il y a toujours deux hommes en lui, celui d'avant-hier et celui d'après-demain et dans chaque situation précis, on ne sait jamais à l'avance lequel des deux dominera l'autre ». Je me retirai en d'interrogeant : s'il était l'homme d'après-demain ? Mais n'était-il pas déjà trop tard ? Que les premiers soucis du chef de l'Etat aient été le rétablissement du calme, la fin des grèves et la reprise de l'activité, les institutions menacées, le prestige de la France à l'étranger, on le comprend aisément. Mais le reste : c'est-à-dire l'essentiel insaisissable ? Le discours de fin mai s'adressa au pays et sa jeunesse s'y trouvant ramené à un amalgame méprisant : il eût le résultat électoral que l'on sait. Mais il ne pouvait plus répondre à l'essentiel ; il était déjà plus tard qu'on ne croyait. Faute d'avoir été écoutés, entendus et compris, les jeunes demeurent les insaisissables, non seulement pour les politiques, de droite comme de gauche, non seulement pour les syndicats qui s'efforcent de réintégrer pour n'être pas déborder, mais pour la France elle-même qui, le 30 juin, donna sa réponse en votant pour se libérer de son trouble, sans avoir su, ou pu, comprendre pourquoi sa propre jeunesse l'avait fait naître. La France elle-même, ne l'avait pas entendue.

Autre méprise : pas plus qu'ils n'étaient politiques, les événements n'étaient, quant au fond, universitaires ; l'Université n'a été qu'un lieu de regroupement et de cristallisation d'un cible symbolique, parce que se trouvant à portée immédiate de la main des acteurs. Offrant à la curiosité publique quelques lieux prestigieux, bien faits pour laisser croire qu'elle n'était qu'un théâtre de désor-

(*) Doyen honoraire de la faculté de droit et des sciences économiques de Paris, professeur à l'université Paris-1.

des et d'impuissance, elle devenait le bon émissaire cachant inconsciemment les défailles majeures, à qui ne percevait les événements qu'au travers des colonnes de presse et des étranges lucarnes décrivant à loisir les combats de rue et les excentricités d'amplythéâtre. Sans avoir l'outrecuidance de prétendre qu'en mai-juin 68 elle a réussi là où les autres ont échoué, je dirai que l'Université fut cependant un des rares lieux institutionnels où s'amorça une tentative d'écoute et de réponse. Elle n'en a d'autre mérite que celui qui est lié à l'exercice de sa fonction et à sa tradition même, qui veulent que lorsque des difficultés apparaissent dans une famille, on essaye de les résoudre ensemble sans appeler le gendarme à la rescousse. Aussi ne saurait-on oublier : tous les universitaires, enseignants et administratifs réunis, qui, à longeur de jours et de nuits, ont patiemment et courageusement essayé pour s'efforcer de comprendre, ce qui ne signifiait pas approuver, mais chercher sous la violence, et parfois l'arrogance des propos la pensée de l'humanité et du désarroi. Je ne prétends nullement que l'Université ait réussi à saisir l'insaisissable ; je dis simplement qu'en bien des cas elle s'y est essayée. Car si c'est aux leaders que, par tactique, on a trop souvent accordé intérêt et crédit, c'est aux fils et aux filles de France que, par nécessité, il fallait répondre.

Il faut cependant le reconnaître : et la fête s'est déroulée sans haine et le tapage sans irréparable, la question posée est cependant demeurée pendante et l'appel n'a guère rencontré que des sourds-muets. Les lampions étalés et les rues repavées, la question mal formulée et l'appel mal lancé par la jeune génération n'ont pas reçu de réponse. Faut-il alors s'étonner que depuis dix ans, se retrouvent en état de crise, ces grands corps propres de la société française, dont la durée avait jusqu'ici passé l'éphémère des gouvernements et des régimes, parce que revivifiés à longeur de siècles par l'irruption de chaque génération. Ils ne s'appellent pas seulement Université, mais aussi Église, Armée, Magistrature. Les conséquences de ces occasions perdues seront elles aussi, et pour un long temps, insaisissables.

Universités et grandes écoles

par PIERRE EUVERTE (*)

COMPRENDRE des élèves, plus tout à fait des enfants, pas encore des hommes (même citoyens), est une entreprise pleine de difficultés qui deviendront insurmontables si ces mêmes élèves, torturés quant à l'âge, l'origine, l'intelligence, le tempérament, se trouvent mêlés à des événements qui les submergent et que personne n'est en mesure de calmer. Et de tels événements se sont présentés. C'était en mai 1968. D'abord des analyses, sans recul suffisant, les ont interprétés avec complaisance, comme une révolution à la gloire des élèves et à la honte de l'Université, pendant que d'autres n'y voyaient qu'une pancardade sans gravité. Que reste-t-il de cette flambée de mai ? Étudiants promouvus d'un changement ou d'un projet à l'autre enlevant le précédent, d'une intention à une promesse — non tenue, — tous avaient quelques motifs de mécontentement ; mais vivaient-ils en régime inhumain, terrassés par la crainte d'une absence de débouchés, ou l'inquiétude d'un chômage qui ne dépassait nulle part, ou victimes d'une sélection inévitable, et qui sera le lot de la vie mais instinctivement et volontairement contondue avec la discrimination, regrettable certes, pourtant bien étiquetée, sinon disparue, qu'était la ségrégation sociale d'autrefois ? Ils étaient une foule de garçons, déjà âgés pour la plupart, assez émancipés, chez qui la médiocrité dominait. Faiblement pris en charge par des « camarades », des aînés, peu nombreux, plus expérimentés, d'origine extérieure même, politique, syndicale, ils se sont retrouvés noyés, endoctrinés, manipulés. Ils croyaient à la fête et jouaient à la mascarade. De chahuteurs devenus censeurs, ils se sont montrés surtout platement inconscients d'une préparation quelconque à la vie.

C'est extrêmement important, et on l'oublie trop — elle n'avait le même poids dans l'économie du pays. Par ailleurs, les grandes écoles, réalité spécifiquement française, sont jalousement décriées. On combat la « mette » qu'elles constituent, le « mandarinate » qu'elles exercent, mais on en vit, le dans en vit, et toujours, semble-t-il, dans l'attente d'une nouvelle création, puis qu'en 1968, le demi-réa, l'ENA, n'avait qu'une vingtaine d'années. Ainsi les grandes entreprises publiques ou privées qui assurent le vie économique sous toutes ses formes d'activité, industrielles, commerciales, administratives, recrutent dans une dizaine de très grandes écoles leurs dirigeants et cadres supérieurs. L'Etat y préleve le plus grande partie de ses hauts fonctionnaires responsables des grands corps. La sélection est rigoureuse, implacable, et véridique. Mais telle qu'elle est, elle offre déjà un immense programme de réformes à appliquer sans improviser ni rien démolir — à un régime d'une solidité éprouvée par son allége aux troubles de 1968, ou cours desquels nos étudiants, enfermés à la Sorbonne, ont involontairement écrit tout risque de contagion vis-à-vis de leurs camarades mobilisés par l'effort, en priorité absolue des examens ou concours, en leur de leurs études.

Des crises de vie

Et pour bien poser les problèmes concernant l'école et la jeunesse, revenons à Péguy. « Il n'y a jamais eu, disait-il, de crise de l'enseignement. Les crises de l'enseignement ne sont pas des crises de l'enseignement. Elles sont des crises de vie. » Dès lors, peut-on affirmer que les jeunes révoltés, qui ont fait le « guerre de 68 », ont passé l'avoir gagné, ont cru d'être élargis de toute turlutte, et volent la pollution gagner les esprits, ne vont pas, un jour — encore jeunes, mais déjà adultes, — remettre d'eux-mêmes en honneur le flambeau d'abord, et puis ces valeurs dépréciées dont ils ont subi l'absence, curieusement considérées comme incompatibles avec la vie moderne, et qui s'appellent bon sens, autorité, formel, obéissance ou discipline. Ce qui exerce moins que jamais l'adhésion et la confiance vis-à-vis d'adultes dont ils sont déjés, ou seront bientôt, les pères et les professeurs. (*) Conseil administratif.

DE 1968 A LA NON-VIOLENCE

par JACQUES SEMELIN (*)

DANS un article récent (1), Claude Mauriac écrit que « Daniel Cohn-Bendit a toujours été non violent ». Je ne saurais dire ce que l'intéressé pense d'un qualificatif dont il se voit ainsi affublé. Pourtant, il faut reconnaître que plusieurs commentateurs, dans la même optique que Claude Mauriac, affirment le caractère « non violent » des journées de mai. Malgré tout, il me semble que les non-violents ne peuvent se retrouver dans une telle analyse des faits. Les barricades de la rue Gay-Lussac, les « postes » défensives des étudiants, les raccourcis du style G.R.S. — SS, n'ont pas été — pour le moins — des éléments très probants d'une attitude et d'une stratégie non violentes.

Réplique à... Jean-Paul Sartre

Un lecteur de Paris, M. E. B., nous écrit : « Défenseur de tant de bonnes causes, signataire de tant de manifestes en tout genre, M. Jean-Paul Sartre ne se trompe-t-il pas de poulain en prenant fait et cause, cette fois-ci, pour l'ancien jeune révolutionnaire Daniel Cohn-Bendit ? Né en France de parents réfugiés, l'intéressé est Français, en vertu de notre jus soli. Le Code est formel sur ce point. Peu importe si les parents ont fait une déclaration à la justice de paix ou non. On lui délivrera sa pièce d'identité, à sa première demande, sur vu de l'extrait de naissance. Mais le jeune homme l'a refusé, sa nationalité française. Sur ses vingt ans, l'approche du conseil de révision, il s'est déconvert son cœur teuton. Le « service national » sous le tricolore n'étant pas le son goût, il s'est fait délivrer un passeport de la République fédérale d'Allemagne. Les mauvais souvenirs de ses parents, juifs réfugiés, ayant trouvé abri en France, ne l'ont pas inquiété. En R.F.A. il a échappé au service militaire, grâce aux circonstances.

comme Claude Mauriac : « Pas de violence ! » Encore faut-il inventer l'action non violente. Car non-violence n'est pas synonyme de résignation. La non-violence est un combat qui exige toutes les ressources de notre imagination. Certes, nous ne sommes plus dépourvus d'un passé de non-violence active. Les travailleurs de Lip et les paysans du Larzac, dont les luttes se plaident précisément dans le sillage

de mai, nous apportent quelques idées essentielles de stratégie non violente. Mais nous sommes encore à nous débiter nous-mêmes de cet héritage de violence, caractéristique de notre histoire et de notre culture, qui nous fait admettre, comme vérité première, la nécessité de la « violence libératrice ». Pourtant, la saturation de violence atteint aujourd'hui par nos sociétés démocratiques au contraire la nécessité de la non-violence. Aussi faut-il nous débarrasser de cette idée que la violence est notre seul moyen de libération, siors qu'elle apparaît de plus en plus comme le moyen perdue de nous asservir. C'est pourquoi ma conviction profonde est que si nous savons expérimenter une non-violence politique, dans la cohésion et l'organisation, nous trouverons du même coup les chemins de notre libération. Nous serons en mesure d'atteindre, en parfaite cohérence politique et stratégique, les objectifs de l'écologie et de l'autogestion, autres héritiers de mai. Car ni l'écologie ni l'autogestion ne peuvent supporter quelque idée de violence, au risque sinon de se discréditer elles-mêmes. Une société écologique et autogestionnaire ne peut être portée que par une stratégie non violente. En définitive, ma certitude repose sur l'analyse que, face à des États toujours plus militarisés, une stratégie non violente et non légaliste est possible en Europe. C'est même la seule qui puisse nous permettre d'avancer véritablement vers une société plus libérée, plus juste, plus pacifique. Alors, quand donc ne serons-nous plus traités en « deux réveurs » ? Aujourd'hui, le réalisme oblige à l'action non violente. (*) Membre du Mouvement pour une Alternative non violente.

Guillermo Atlas le sang nous dit éditions rupture

كندا من الأصل

Colombie, Comores, États-U, A TRAVER

كندا من الأصل

étranger

LES TENSIONS AU PROCHE-ORIENT

ISRAËL

VISITANT LA CISJORDANIE

M. Ezer Weizman est applaudi par les populations arabes

Jérusalem. — Alors que le gouvernement israélien vient de déclarer fermement qu'il n'était pas prêt à accepter l'idée d'un retrait définitif de Cisjordanie, un membre de ce gouvernement, le ministre de la Défense, a été applaudi dans cette région le 20 juin. Cet accueil surprenant s'explique par le fait que le visiteur annonçait notamment la suspension de l'arrêt d'expulsion frappant depuis deux ans l'une des personnalités politiques de Cisjordanie, et davantage encore par la personnalité de M. Weizman, qui a désapprouvé avec éclat l'attitude de M. Begin et qui fait désormais figure de « colombe » au point d'être très sévèrement critiqué par ses collègues et par les députés à la Knesset, parfois même par des membres de l'opposition travailliste.

De notre correspondant

actuel plus modéré. Connus pour ses sympathies à l'égard de l'O.L.P., il n'a pas réduit, son activité politique durant son exil. A Hébron, comme dans les autres villes, M. Weizman s'est gardé de faire allusion à l'avenir de la région et à son futur statut, mais il a fait droit à plusieurs requêtes présentées par l'administration locale. A Naplouse, le ministre de la Défense a mis fin à un différend « de principe » qui opposait depuis longtemps la municipalité à l'administration militaire israélienne. Il a autorisé le maire à acheter des groupes électrogènes pour une installation indépendante de la ville en électricité, alors que le commandement militaire voulait que Naplouse soit rattachée au réseau israélien. M. Weizman a aussi accepté d'examiner favorablement un projet de reconstruction des maisons dynamitées par l'armée israélienne en représailles après des attentats.

Un climat plus détendu

Comme le maire de Naplouse, M. Bassam Chakka, se plaignait devant lui de la sévérité des forces de sécurité, M. Weizman a déclaré : « La population ne doit être humiliée en aucune façon, mais il faut que l'ordre soit maintenu ». Il a ajouté : « Ce n'est pas le dialogue que nous refusent pas le dialogue, elles n'ont pas coupé tous les ponts et demeurent groupées autour du commandant Sami Chidich. 2) De Addaysse jusqu'à Marjayoun — secteur plus large mais beaucoup plus court que le précédent — les milices refusent toute discussion ; on n'entre pas chez elles ». « Que Chidich et Haddad (l'autre officier libanais de la région), fassent ce qu'ils veulent, que Chidich et Haddad soient arrêtés par les miliciens comme le dernier Palestinien et que le dernier Palestinien aient quitté le pays jusqu'au nord ; non pas le nord du Liban mais le nord tout court ». M. Bassam Chakka, l'un des maires de Cisjordanie avec lequel les autorités militaires ont toujours eu les rapports les plus difficiles, a alors déclaré : « Un nouveau chapitre a été ouvert dans nos relations ».

ÉGYPTE

Le président Sadate entend codifier l'exercice de la saine démocratie

En cours de discours qu'il a prononcé mardi 20 juin devant les membres du comité central de l'Union socialiste arabe, le président Sadate s'est déclaré fermement déterminé à reprendre le dialogue avec Israël en dépit de la réponse « floue et non positive » que Jérusalem a donnée aux questions de Washington sur l'avenir de la Cisjordanie. Il a posé toutefois une condition : le dialogue direct ne pourra reprendre que si Israël apporte un « élément nouveau » au vu du règlement du conflit israélo-arabe. Sur le plan intérieur, le président Sadate s'est lancé, à nouveau, dans une vive critique du parti Wafd et du parti de la gauche. « Que tout le monde sache, a-t-il dit, que nous ne permettrons jamais aux dirigeants marxistes d'exercer une activité politique par le truchement d'une organisation égyptienne de gauche et cela quelles que soient les circonstances ».

De notre correspondant

Le Caire. — Le président Sadate n'ayant pas cessé depuis le 27 mai dernier d'attaquer deux des trois formations de l'opposition, provoquant l'autodissolution du néo-Wafd (nationalistes libéraux) et le gel des activités du Rassemblement progressiste (marxistes nassériens), d'aucuns attendaient qu'il continue mardi sur cette voie. En fait, si les « réactionnaires » du Wafd et les « communistes » du Rassemblement ont eu droit à leur volée de bois vert habituelle, le ton du discours a radicalement changé par rapport à celui de ses précédentes déclarations, et il n'a échappé à personne tel que le « bon débarras » lancé par le président Sadate mardi aux politiciens wafdistes et progressistes était sur-tout dicté par le dépit. Il est clair aussi que M. Sadate ne se propose pas de voir se créer en Égypte une opposition « débarrassée des anciens pachas et de la gauche importée ». En quelque sorte, une opposition sur mesure, déléguée à voir se créer en Égypte une opposition « débarrassée des anciens pachas et de la gauche importée ».

Des crises de vie

El pour bien vivre les années concernent l'école et la vie professionnelle à l'étranger. Mais en ce qui est de la vie de tous les jours, les crises de vie ne sont pas des crises d'investissement. Elles sont liées à la vie. « Dès lors, peut-on dire que les jeunes générations, qui ont grandi au sein de la société libérale, ont cru s'être faite toute seule, et vont à l'avenir gagner les esprits, non pas à l'heure — encore jeunes, mais adultes — remettre l'accent en honneur la famille et le pays ces valeurs dépréciées par nos aînés ? »

SUD-LIBAN

APRÈS LE RETRAIT DES FORCES ISRAËLIENNES

Les « casques bleus » s'efforcent de grignoter la résistance des chrétiens

Beirut. — La parcellisation du Sud-Liban continue. Quand on se penche sur la dernière phase de l'opération israélienne, on peut distinguer nettement deux secteurs qui échappent au contrôle de la FINUL (Force trinitaire des Nations unies au Sud Liban) : 1) De la mer à Addaysse, une bande de terre étroite et longue et étroite comprenant les anciennes enclaves de Ain-Ebel, Rmeiche et Alma-Chaab, aujourd'hui reliées entre elles et prolongées de part et d'autre tout le long de la frontière avec Israël. A tous les accès, les milices chrétiennes ont pris position, succédant aux troupes libanaises du Sud auxquelles Israël, en se retirant, avait passé la main. Des troupes — six cents hommes au total — au statut bien particulier, puisqu'elles collaborent avec Israël depuis deux ans, mais que le gouvernement de Beyrouth ne désavoue pas, sont en leur campement de refuge dans leurs casernes. Au barrage de Sarf-El-Hawa, les hommes en poste ne sont pas les mêmes qu'il y a une semaine, mais ces milices ne refusent pas le dialogue ; elles n'ont pas coupé tous les ponts et demeurent groupées autour du commandant Sami Chidich.

De notre correspondant

de revenir sur nos pas et nous engageant de prendre une voie chrétienne ? Leurs responsables le croient, en soulignant qu'ils disposent encore de l'ancien mandat pour imposer leur autorité dans la zone d'opérations qui leur est impartie. 2) Au-Ebel, le commandant Chidich, l'adjoint de Haddad, déplorait que la prise de position du chef du gouvernement, M. Hoss, ait sapé les accords qu'il avait conclus avec la FINUL, et qui comportait un statut de « zone de non-occupation » de la zone d'opérations du Sud et les « casques bleus ». « Il faut comprendre, dit-il, que nous refusons de nous en remettre à la FINUL. Nous supposons qu'elle a fait de son mieux, mais les résultats restent décevants, et nous sommes prêts à obéir aux ordres de Beyrouth, sauf si notre sécurité est en jeu ». « Nous ne sommes pas en danger d'être attaqués par les Palestiniens, malgré les 30 kilomètres de la FINUL, ce peut-être même à cause du fait continuel de sécurité qu'ils procurent. La FINUL a montré qu'elle était incapable d'arrêter qui que ce soit, d'autant plus que les Palestiniens ont plein de caches d'armes par ici et qu'ils peuvent donc se présenter désormais avec de fausses cartes d'identité libanaises. Les Israéliens ont détruit des tas de caches, et nous avons récupéré plus de deux mille pièces. Mais il y a tellement de grottes dans la région... »

Lucien George

— et ils sont sur le point d'être de nouveau branchés au réseau électrique libanais dont ils étaient coupés depuis un an et demi : « En gros, nous nous procurons à présent au Liban, à travers les villages musulmans, ce qui est moins cher qu'en Israël et imposable », explique un villageois d'Ain-Ebel. A l'instar du médecin Rmeiche, tous les habitants protestent d'un « libanisme » visiblement sincère, malgré leurs relations avec Israël. Jannas porteur du territoire n'a été aussi parsemé de drapeaux libanais que ce Sud profond, baloté et incertain.

Colombie

Espagne

Tchad

Etats-Unis

LE CANDIDAT CONSERVATEUR A L'ELECTION PRESIDENTIELLE du 4 juin en Colombie, M. Belisario Betancur, a reconnu officiellement, mardi 20 juin, la victoire de son adversaire, M. Julio Cesar Turbay (libéral). M. Betancur a affirmé son opposition au futur gouvernement. Dans un communiqué, il a souligné qu'il n'entendrait « aucun lien avec le nouveau gouvernement ». Jusqu'à présent, M. Betancur contestait la victoire de son rival. — (A.F.P.)

LES MILITANTS DU PARTI NAZI AMERICAIN ont été autorisés mardi 20 juin par un juge fédéral de Chicago (Illinois) à défilé dans un parc de la ville sans avoir à verser la caution de 50 000 dollars que demandait la municipalité. Cette décision aura sans doute pour effet d'annuler la manifestation que le parti nazi devait organiser le dimanche 25 juin à Skokie, dans la banlieue de Chicago, où vivent de nombreux survivants des camps de concentration (le Monde du 14 juin), bien décidés à s'opposer par la force à ce qu'ils considèrent comme une provocation. Les dirigeants du groupe nazi avaient déclaré que si la manifestation projetée à Skokie rencontrait trop d'obstacles, elle aurait lieu à Chicago même. — (U.P.I.)

SECON LE GENERAL MALLOUM, chef de l'Etat tchadien des militaires subains opérant non seulement au nord du Tchad, dans le Borkou-Ennedi-Tibesti, mais également au centre-ouest et à l'est, dans les régions de Salal et d'Aradé. « Nous avons pu capter des communications radio à caractère militaire en espagnol », a affirmé le président tchadien dans une interview accordée, mardi 20 juin, à un envoyé spécial d'Antenne 2. Le président Malloum a d'autre part déclaré que l'accroissement des moyens militaires mis à sa disposition par la France est due à l'« agression caractérisée » dont le Tchad est victime, « malgré la détermination du gouvernement tchadien de ramener la paix et la concorde par des voies pacifiques ». — (A.F.P.)

Comores

Comores

Comores

Comores

LE GOUVERNEMENT DE MORONI a « déploré » mardi 20 juin l'attitude « inamicale » des autorités malgaches qui ont décidé d'interdire la circulation des personnes entre Madagascar et les Comores (le Monde du 21 juin). D'autre part, une délégation de l'île de Mayotte est arrivée lundi 19 juin à Moroni pour présenter ses félicitations aux nouveaux dirigeants des Comores, a rapporté, lundi soir, Radio-Comores captée à Antananarivo. — (A.F.P., Reuter.)

LES MILITANTS DU PARTI NAZI AMERICAIN ont été autorisés mardi 20 juin par un juge fédéral de Chicago (Illinois) à défilé dans un parc de la ville sans avoir à verser la caution de 50 000 dollars que demandait la municipalité. Cette décision aura sans doute pour effet d'annuler la manifestation que le parti nazi devait organiser le dimanche 25 juin à Skokie, dans la banlieue de Chicago, où vivent de nombreux survivants des camps de concentration (le Monde du 14 juin), bien décidés à s'opposer par la force à ce qu'ils considèrent comme une provocation. Les dirigeants du groupe nazi avaient déclaré que si la manifestation projetée à Skokie rencontrait trop d'obstacles, elle aurait lieu à Chicago même. — (U.P.I.)

SECON LE GENERAL MALLOUM, chef de l'Etat tchadien des militaires subains opérant non seulement au nord du Tchad, dans le Borkou-Ennedi-Tibesti, mais également au centre-ouest et à l'est, dans les régions de Salal et d'Aradé. « Nous avons pu capter des communications radio à caractère militaire en espagnol », a affirmé le président tchadien dans une interview accordée, mardi 20 juin, à un envoyé spécial d'Antenne 2. Le président Malloum a d'autre part déclaré que l'accroissement des moyens militaires mis à sa disposition par la France est due à l'« agression caractérisée » dont le Tchad est victime, « malgré la détermination du gouvernement tchadien de ramener la paix et la concorde par des voies pacifiques ». — (A.F.P.)

Violence

Violence

Violence

Violence

de mal, nous apprenions qu'il y avait eu une violente manifestation de protestation. Mais nous ne savions pas que c'était la dernière phase de l'opération israélienne, on peut distinguer nettement deux secteurs qui échappent au contrôle de la FINUL (Force trinitaire des Nations unies au Sud Liban) : 1) De la mer à Addaysse, une bande de terre étroite et longue et étroite comprenant les anciennes enclaves de Ain-Ebel, Rmeiche et Alma-Chaab, aujourd'hui reliées entre elles et prolongées de part et d'autre tout le long de la frontière avec Israël. A tous les accès, les milices chrétiennes ont pris position, succédant aux troupes libanaises du Sud auxquelles Israël, en se retirant, avait passé la main. Des troupes — six cents hommes au total — au statut bien particulier, puisqu'elles collaborent avec Israël depuis deux ans, mais que le gouvernement de Beyrouth ne désavoue pas, sont en leur campement de refuge dans leurs casernes. Au barrage de Sarf-El-Hawa, les hommes en poste ne sont pas les mêmes qu'il y a une semaine, mais ces milices ne refusent pas le dialogue ; elles n'ont pas coupé tous les ponts et demeurent groupées autour du commandant Sami Chidich.

de revenir sur nos pas et nous engageant de prendre une voie chrétienne ? Leurs responsables le croient, en soulignant qu'ils disposent encore de l'ancien mandat pour imposer leur autorité dans la zone d'opérations qui leur est impartie. 2) Au-Ebel, le commandant Chidich, l'adjoint de Haddad, déplorait que la prise de position du chef du gouvernement, M. Hoss, ait sapé les accords qu'il avait conclus avec la FINUL, et qui comportait un statut de « zone de non-occupation » de la zone d'opérations du Sud et les « casques bleus ». « Il faut comprendre, dit-il, que nous refusons de nous en remettre à la FINUL. Nous supposons qu'elle a fait de son mieux, mais les résultats restent décevants, et nous sommes prêts à obéir aux ordres de Beyrouth, sauf si notre sécurité est en jeu ». « Nous ne sommes pas en danger d'être attaqués par les Palestiniens, malgré les 30 kilomètres de la FINUL, ce peut-être même à cause du fait continuel de sécurité qu'ils procurent. La FINUL a montré qu'elle était incapable d'arrêter qui que ce soit, d'autant plus que les Palestiniens ont plein de caches d'armes par ici et qu'ils peuvent donc se présenter désormais avec de fausses cartes d'identité libanaises. Les Israéliens ont détruit des tas de caches, et nous avons récupéré plus de deux mille pièces. Mais il y a tellement de grottes dans la région... »

SECON LE GENERAL MALLOUM, chef de l'Etat tchadien des militaires subains opérant non seulement au nord du Tchad, dans le Borkou-Ennedi-Tibesti, mais également au centre-ouest et à l'est, dans les régions de Salal et d'Aradé. « Nous avons pu capter des communications radio à caractère militaire en espagnol », a affirmé le président tchadien dans une interview accordée, mardi 20 juin, à un envoyé spécial d'Antenne 2. Le président Malloum a d'autre part déclaré que l'accroissement des moyens militaires mis à sa disposition par la France est due à l'« agression caractérisée » dont le Tchad est victime, « malgré la détermination du gouvernement tchadien de ramener la paix et la concorde par des voies pacifiques ». — (A.F.P.)

ROLAND BACRI
Un livre qu'il faut lire avec l'accent pied-noir
Le beau temps perdu
Bab-el-Oued retrouvé
Un volume de 208 pages - 38F.t.c.
J. LANZMANN & SEGHERS, EDITEURS

EUROPE

Union soviétique

Plusieurs contestataires vont être jugés

Une série de procès commencent ce mercredi 21 juin en U.R.S.S. par celui de Mme Ida Nudel, inculpée de "hostilité pré-méditée"...

Irlande du Nord

UNE SÉRIE D'INCIDENTS FAIT SIX MORTS ET PLUSIEURS BLESSÉS

Belfast (A.F.P., Reuters). — Une série de violents incidents a fait six morts et plusieurs blessés depuis le dernier week-end à Belfast...

DANS UN MESSAGE AU CONGRÈS DE BELGRADE

Le P. C. chinois fait l'éloge du socialisme yougoslave

Belgrade (A.F.P.). — La Chine et l'U.R.S.S. ont été chaleureusement applaudies mardi 20 juin au XIV congrès de la Ligue des communistes yougoslaves...

Italie

UN COLLOQUE A FLORENCE

Comment la presse parle du terrorisme

Florence. — Le terrorisme moderne a une dimension publicitaire évidente. Il vise souvent moins à nuire qu'à éduquer...

AFRIQUE

Namibie

Les puissances occidentales tentent de renouer le dialogue avec les nationalistes

M. Andreas Shipanga, ancien secrétaire à l'information de l'Organisation du peuple du Sud-Ouest africain (SWAPO), récemment exclu de cette organisation...

De notre correspondant

Johnannesburg. — Les difficiles négociations engagées, il y a déjà quinze mois, par cinq pays occidentaux (France, États-Unis, Grande-Bretagne, Canada et République fédérale d'Allemagne)...

Revolte par le raid sud-africain sur ses camps en Angola, au début du mois dernier, qui a fait plusieurs centaines de victimes...

Washington souhaite normaliser ses relations avec Luanda (Suite de la première page.)

Washington souhaite normaliser ses relations avec Luanda

« Nous accusons les volontiers, a-t-il déclaré, les concours politiques — que nous regrettons de n'avoir pas eu — dans la recherche d'une gouvernance pacifique... »

Pornographie idéologique

Les dirigeants des démocraties occidentales ont refusé d'imposer le silence à la presse. Et ce silence lui-même perdrait toute efficacité si, hors des frontières, d'autres journaux poursuivaient l'exercice de leur liberté de presse...

Maroc

CORRESPONDANCE

Mohammed V et les mesures antijuwé de Vichy

À la suite de l'article concernant la communauté juive au Maroc (Le Monde du 1er juin), nous avons reçu la lettre suivante :

AU PALACE HOTEL DE MILAN ou cours de la présentation de la Chambre de Commerce Européenne « APOLLO D'OR 1978 » Oscar Européen pour les activités économiques

مركزنا من الأصل

Le voyage de M. E. ... Le président Baoumedienne ... Le second tronçon de la « ro... »

مكذوب من الأصل

AFRIQUE

Namibie

identales tentent de renouer avec les nationalistes

ancien secrétaire à l'information de la SWAPO, a annoncé dimanche 18 juin...

notre correspondant

de l'Afrique du Sud, qui elle-même a déjà accepté le plan sous sa forme actuelle...

vous souhaitez normaliser les relations avec Luanda

nant les conflits entre le Zaïre, sans mentionner la situation dans le Sahara espagnol...

Maroc CORRESPONDANCE

Mohammed V et les messieurs anti-juifs de Vichy

La suite de la conférence de presse de Mohammed VI...

Algérie

Le président Boumediène a inauguré à Tamanrasset le second tronçon de la « route de l'unité africaine »

Tamanrasset. — La célébration du treizième anniversaire du « redressement révolutionnaire » du 19 juin 1965 a donné lieu, cette année...

Devant une foule nombreuse et colorée où dominaient les Touaregs, dont un millier étaient venus de 60 kilomètres à la ronde...



à symboliquement la forme d'un A. A comme Alger, comme Afrique, comme Amis. Les travaux ont commencé le 16 septembre 1971 à El-Goléa...

De notre envoyé spécial

ans et neuf mois pour venir à bout de l'ensemble en raison des difficultés de toutes sortes...

« Le tribut de la sueur »

Le président Boumediène a rendu hommage aux jeunes en rappelant que, si leurs aînés ont payé le tribut du sang pour la liberté et l'indépendance du pays...

mètres de Tamanrasset, sont à la fois fières et satisfaites : la Transsaharienne était pour eux une école où ils se sont trempés...

Au cours de la visite, le chef de l'Etat et ses collaborateurs ont également procédé à la pose de la première pierre d'un village socialiste à Amzell, au sud de Tamanrasset...

PAUL BALTA.

DIPLOMATIE

Le voyage de M. Ecevit à Moscou illustre le rapprochement turco-soviétique

Ankara. — MM. Bülent Ecevit, premier ministre, et Güler Ökçün, ministre des affaires étrangères, sont partis ce mercredi 21 juin pour Moscou...

De notre correspondant

de la coopération économique avec Moscou, tout en demeurant au sein de l'alliance atlantique. Les responsables de la diplomatie turque insistent sur leur refus de « toute espèce de linéarisation »...

Le refus de « finlandisation »

Voilà plus de dix ans que les contacts turco-soviétiques se sont intensifiés. M. Kossyguine s'est rendu à Ankara en 1967, en 1975, et M. Podgorny en 1972, en qualité de chef de l'Etat soviétique...

des armes soviétiques. Jusqu'à présent, l'assistance technique soviétique a porté sur la réalisation de projets industriels et est accompagnée de crédits à très faible taux d'intérêt...

La délimitation des eaux territoriales en mer Egée préoccupe tout autant les Soviétiques que les Turcs. Les uns et les autres souhaitent le maintien du statu quo des 6 milles, alors qu'Athènes entend porter la limite à 12 milles...

ARTUN UNSAL.

Curiosité: citations d'auteurs. Parmi les curiosités d'une langue: la manière dont les écrivains, les célébrités s'en servent. Avec dégroupement des homonymes, regroupement des dérivés et composés...

A FONTENAY/BOIS (94) du 1er Juin au 1er Juillet

AUCHAN Casser les prix, c'est notre métier.

Canon... Minolta... Olympus... Nikon... Sanyko... Kodak... Polaroid... Konica... Fujica... Pentax... Praktica...

Table of camera prices: NIKON FM 1.545,00 F, CANON AE1 1.799,00 F, CANON 514 XLS 2.095,00 F, PENTAX ME 1.675,00 F, Reflex MINOLTA XG 2 1.875,00 F, Reflex MAMIYA MSX 1000 1.050,00 F, Kit MAMIYA Non Reflex avec flash 590,00 F, Reflex NIKON FE chromé nu 2.190,00 F, Reflex CANON AE 1 avec 1,4/50 et sac 2.215,00 F, Agrandisseur AHEL 24x36 sans objectif 449,00 F

Ces appareils sont garantis un an, pièces et main-d'œuvre. FONTENAY/BOIS AVENUE DU MAL. JOFFRE - TEL 876.47.95 RER:VAL de FONTENAY ouvert du mardi au samedi de 9h à 22h; le lundi de 14h à 22h.

AMÉRIQUES

Pérou

Plusieurs députés à l'Assemblée constituante sont en exil ou en prison

Selon les résultats encore officieux des élections du 18 juin, l'Alliance populaire révolutionnaire américaine (APRA) obtiendrait trente-six des cent sièges de la nouvelle Assemblée constituante. Le parti populaire chrétien (P.P.C.) en aurait vingt-sept et le FOCEP (Front populaire ouvrier, paysan et étudiant) une douzaine. Les autres formations se partageraient les sièges restants.

Mais on observe à Lima que la représentation effective de l'Assemblée risque d'être restreinte si

le gouvernement maintient les mesures d'exil ou d'emprisonnement prises à l'encontre de plusieurs dirigeants politiques, dont certains ont été élus dimanche. C'est le cas, en particulier, de M. Hugo Blanco, leader du parti socialiste des travailleurs (de tendance trotskiste), ancien dirigeant des syndicats paysans de la Convention, actuel secrétaire de la Confédération des paysans du Pérou et tête de liste du FOCEP, une coalition qui regroupe plusieurs formations d'extrême gauche.

Hugo Blanco : éternel errant et député trotskiste

Peut-on être en même temps député et proscrire politique? C'est la question que se pose M. Hugo Blanco, dirigeant du Parti socialiste des travailleurs, trotskiste. Exilé manu militari du Pérou à la veille des élections du 18 juin, en compagnie de plusieurs autres leaders politiques et syndicaux, il a été élu dimanche membre de la nouvelle Assemblée constituante, qui doit se réunir pour la première fois le 28 juillet.

Il s'est réfugié, une nouvelle fois, en Suède, sa « seconde patrie ». Il attend avec impatience « Dès que possible je rentre à Lima... » Il a gardé intact, malgré les prisons, les exils, un goût viscéral pour la lutte. Une force de la nature : solide, bien campé sur ses jambes, tout en force comme les rudes paysans de l'Altiplano courbant le dos sous le grand vent froid des Hautes Terres, mais infatigable.

C'est en luttant avec eux, près de Cuzco, dans la vallée de la Convention, qu'il a, dans les années 60, commencé à faire parler de lui. Il a organisé des syndicats de paysans, remettant en cause le pouvoir séculaire des terratenants et des contremaîtres métis. Pourchassé, il a pris le maquis. Arrêté, conduit à Lima, impliqué dans l'assassinat de deux gendarmes et condamné à mort, sa peine est commuée en vingt-cinq ans de détention, et il est incarcéré au pénitencier de Fronton, au large du Callao. Amnistié à la fin de 1970 par le gouvernement du général Velasco, il reste neuf mois à Lima (interdiction de quitter la capitale), puis est exilé au Mexique. Réfugié et incarcéré en Argentine, il vit ensuite au Chili jusqu'à la chute d'Allende. Il s'échappe aux milices qui diffusent sa photo, se terre à l'ambassade de Suède. Brûlé retour au Pérou en 1975, nouvel exilé suédois.

« La seule issue, c'est le socialisme »

L'amnésie décrétée en avril 1978 par le gouvernement Morales lui permet de revenir, le temps d'une candidature sur une liste du FOCEP, le Front populaire ouvrier, paysan et étudiant qui vient, à la surprise générale, de recueillir près de 13 % des voix aux élections. Tête de liste, Hugo Blanco, l'éternel errant, dont l'itinéraire haléant depuis vingt ans est symbolique d'un certain combat. L'âge a échaudé une méchante dalle à l'abondance chevêche.

Satisfait de sa victoire? « Sur-tout content d'être vivant. Quand j'ai débarqué d'un avion militaire péruvien à Juyuy, dans le Nord argentin, j'ai cru à la fin. L'Argentine, c'est l'abîme. Ils ont tué le Châlién Prats, le Bolivien Torres, et tant d'autres. Mais la presse locale a parlé de notre expulsion. Nous avons alors encore passé dix jours dans un commissariat de Buenos-Aires, puis l'avion pour Stockholm... » Ce succès électoral inattendu du FOCEP? « Une conséquence de la dramatique crise économique. Dans les barriadas, les immenses et envahissantes bidonvilles de

« La dette extérieure péruvienne dépasse actuellement 8 milliards de dollars, a indiqué le ministre de l'économie, M. Javier Silva Ruete. Elle se ventille entre 2,12 milliards de dollars de dette privée à court terme, 1,33 milliard de dette privée à moyen et long terme et 4,51 milliards de dette publique à moyen terme. Selon le ministre, Lima va s'efforcer d'obtenir une modification de l'accord de crédit de 110 millions de dollars signé en novembre avec le F.M.I. qui fixe « des objectifs économiques impossibles et absurdes ». — (A.G.F.)

« Dans le système actuel, dit-il, il n'est évidemment pas possible de résister aux pressions du Fonds monétaire. La seule issue, c'est le socialisme, ce que nous proposons. Je crois à l'espérance et à la contagion. Un Pérou socialiste accélérerait le dégel ailleurs en Amérique du Sud. Et les Etats-Unis sont aujourd'hui hors d'état de nous envoyer des « marines... »

« La situation est explosive »

M. Hugo Blanco estime que la réforme agraire n'a pas sérieusement amélioré le niveau de vie des masses paysannes, pour la plupart analphabètes et n'ayant, par conséquent, pas le droit de vote. « Ils ont le droit, dit-il, de parler péruvien et non pas la langue des conquérants espagnols. Les paysans luttent maintenant contre la bureaucratie de l'Etat, occupée à copier les mises en place par la réforme. » Selon

le leader trotskiste, « les nationalisations décrétées pendant la première période du gouvernement Velasco ont été vidées de toute signification par exemple dans la pêche industrielle, le pétrole, le cuivre ».

A moyen terme, il est pessimiste. « La situation est explosive. L'armée est disposée à laisser l'APRA jouer au Parlement, mais elle garde les rênes. Mais dans moins de trois mois ils auront envie de le nettoyer et d'en expulser l'extrême gauche d'une manière ou d'une autre... »

MARCEL NIEDERGAANG.

Canada

M. Trudeau a présenté son projet de réforme constitutionnelle

M. Pierre Elliott Trudeau, premier ministre fédéral, a présenté, le mardi 20 juin, à la Chambre des communes d'Ottawa, le projet de loi portant sur la réforme constitutionnelle qu'il souhaite voir adopter avant l'été 1981. Le projet révisé, selon le projet, souverain du Canada et exercerait ses pleins pouvoirs lorsqu'elle serait présentée sur le territoire canadien. La fonction de gouverneur fédéral serait redéfinie : le titulaire l'exercerait d'abord en son nom propre tout ce qui représente de la souveraineté britannique.

Le projet reconnaît le drapeau rouge et blanc trappé de la feuille d'érable comme emblème du Canada et consacre « O Canada » comme hymne national et le « God save the Queen »

comme « hymne royal ». Une chambre de la fédération remplacerait l'actuel Sénat; les provinces de l'ouest de l'Atlantique y seraient mieux représentées. La nouvelle Assemblée serait notamment chargée de faire respecter le bilinguisme et les droits des minorités. Une charte des droits et des libertés compléterait la Constitution.

M. Trudeau a indiqué mardi que le référendum sur l'indépendance préparé par le gouvernement québécois n'avait pas d'implications sur le processus constitutionnel. Les dirigeants québécois se trouvent devant des choix difficiles en raison du regain de vigueur des fédéralistes au sein même de la province.

Partie de cache-cache électoral au Québec

Les partisans d'un fédéralisme renouveau, même si les solutions qu'ils proposent sont si souvent divergentes, voire contradictoires, reprennent espoir à Québec depuis quelques mois. Le travail est et minutieux de M. Claude Ryan, à la tête du parti libéral de la Belle Province commence à porter ses fruits. L'ancien directeur du Desoir, de tempérament austère et peu communicatif, multiplie les meetings dans de petites villes devant des auditoires un peu clairsemés mais attentifs. Il est curieux de noter que ce sont deux anciens journalistes, M. Ryan et M. René Lévesque, l'actuel premier ministre de la province, favorable à l'indépendance, qui s'affrontent actuellement. Ce dernier a acquis sa réputation en tant que commentateur de radio : le « style »

des deux hommes s'oppose comme celui de la presse écrite et de la presse parlée. Tous les sondages — les « péquistes » ou parti québécois ne le contestent pas — font apparaître que le thème de l'indépendance ne séduit qu'un quart ou un cinquième des habitants de la province. Cette proportion n'a pas varié depuis les élections législatives du 15 novembre 1976 qui ont vu le triomphe du P.Q. (un ras de marée au Parlement provincial, provoqué par 43 % des électeurs, en raison du scrutin majoritaire). Le parti de M. Lévesque a incontestablement conquis les cœurs mais il n'a pas depuis novembre 1976 « passé le seuil décisif ». L'issue du référendum, promis pour 1978, sur la question de l'unité canadienne, est toujours aussi incertaine.

Devant cette situation, les stratèges indépendantistes ont recouru à ce qui apparaît à leurs adversaires libéraux comme un artifice ou une manipulation : les référendums en série. Un document « format » on politique, destiné aux associations de comités de P.Q. et dont la presse québécoise a eu connaissance à la mi-juin, rappelle que le référendum est une stratégie politique et non une obligation juridique. Il affirme : « Rien n'empêche qu'il y ait plusieurs référendums successifs. Ces consultations pourraient porter sur le même point jusqu'à ce que l'on obtienne un oui majoritaire. Elles pourraient aussi porter sur des points différents : par exemple, une première sur le principe même de la souveraineté, qui déboucherait la situation actuelle et enclencherait le processus, et une seconde sur la future Constitution et éventuellement sur les accords avec le Canada. »

Les fédéralistes, en Québec et dans le reste du Canada, avaient objecté à cette hypothèse, déjà largement évoquée en 1976, que si le P.Q. n'était pas décidé à tenir compte, en cas d'échec, du résultat du référendum, il n'y avait pas de raison pour que le gouvernement fédéral de son côté se sente lié par cette consultation. M. Pierre-Elliott Trudeau, le premier ministre fédéral, l'avait alors fait savoir à M. Lévesque. L'idée des référendums successifs semblait oubliée, même si elle n'avait pas été formellement abandonnée.

Un problème de stratégie

Elle refait actuellement surface. Les différentes échéances électorales, provinciales et fédérales, posent en effet un problème difficile à résoudre aux stratèges politiques du P.Q. La Chambre des communes d'Ottawa doit être renouvelée avant l'été 1978. L'Assemblée nationale du Québec (le Parlement provincial) pourrait l'être en 1980. Les indépendantistes ont en visée plusieurs hypothèses. Dans tous les cas de figure, ils souhaitent laisser l'initiative au gouvernement fédéral; donc ne rien faire avant les élections à la Chambre des communes d'Ottawa.

Et ensuite? Ils pensent avoir intérêt à faire coïncider élections et référendum. Une victoire sur les deux tableaux comblerait naturellement leurs espoirs. Si en revanche ils subissaient une défaite totale, ils devraient admettre que leur entreprise était vaine. Mais on peut aussi imaginer qu'ils perdent les élections et gagnent le référendum, ce qui mettrait en position très inconfortable le gouvernement qui leur succéderait. Ou qu'ils perdent ce référendum et gagnent les élections, ce qui laisserait l'avenir ouvert, en particulier s'ils ont recours aux référendums successifs. Les institutions permettent au premier ministre de manœuvrer. M. Lévesque est libre de choisir la date de la dissolution du Parlement provincial et, bien entendu, celle du référendum.

Curieusement, le P.Q. a affirmé récemment qu'il n'était pas question d'effectuer simultanément les deux consultations. Buse de guerre, pour tromper l'adversaire fédéral? M. Claude Ryan, lui, pose tranquillement ses jalons : il pense avoir le temps pour lui. Il espère tirer profit de la partie de cache-cache entre M. Lévesque et Ottawa, qui risque à la longue de fatiguer les électeurs. Il se consacre d'abord à rehausser l'image de son parti, telle par les années au pouvoir de M. Bourassa et les scandales économiques qui ont accompagné sa fin. DOMINIQUE DHOMBRES.

L'ARGENTINE A L'HEURE DU « MUNDIAL »

Football - famille - patrie

C'est avec un éclat tout particulier qu'a été célébré, le 20 juin en Argentine, le Jour du drapeau. Les membres de la Junte militaire, le général Jorge Rafael Videla, l'amiral Emilio Eduardo Massera et le général Orlando Riquelme ont respectivement présidé les trois plus importants défilés militaires à Rosario, à

San-Juan et à Morón. La population argentine avait été invitée par le général Videla, président de la nation, à célébrer le cent cinquante-huitième anniversaire de la mort du général Manuel Belgrano, créateur du drapeau argentin, « meilleur symbole de notre identité nationale ».

De notre envoyé spécial

Buenos-Aires. — Suspendu aux fenêtres, exposé dans les vitrines des magasins, autocollé sur les parades des voitures, le drapeau argentin fait partie du décor de la Coupe du monde. Les soirs de matches, il est omniprésent dans tous les défilés pédestres ou motorisés. A Rosario, c'est entre deux hélicoptères de personnes de tous âges, agitant fiévreusement des bouts d'étoffe bleu céleste et blanc, que les journalistes devaient se frayer un chemin jusqu'au stade avant la rencontre Argentine-Bราซิล. Les journalistes de sport sont certes habitués à voir des supporters brandir les fanions de leurs clubs, voire des drapeaux nationaux. Jamais pourtant nous n'avions vu une population entière, femmes et vieillards inclus, se livrer à de telles manifestations.

Ce soir du drapeau s'était son paroxysme, mardi 20 juin, sur les quatre chaînes de la télévision argentine. La cérémonie religieuse et militaire était retransmise en direct depuis le gigantesque monument au drapeau de Rosario. Dans l'après-midi, le plupart des émissions pour les jeunes racontaient comment les troupes du général Manuel Belgrano avaient été galvanisées par le drapeau pour repousser l'invasion des Espagnols venus par le rio Parana. Tous les quarts d'heure, le drapeau argentin se « mettait en protection » : apparissait sur l'écran avec des commentaires dithyrambiques. « Je te salue, je t'aime et te respecte », « Je suis Argentin », ou « Pense, peuple argentin, ce que tu pourrais perdre ». Un seul drapeau : céleste et bleu pour toute la vie ».

« Argentine champion ! »

Peuple d'émigrés venus de tous les horizons européens, la jeune nation argentine souffre d'un mal depuis ses origines de deux frustrations : l'absence d'identité nationale et d'histoire commune. « Nous sommes les parias du monde, a dit l'érudit Mura. Nous sommes des dépossédés parce qu'en quittant l'Europe ou l'Asie, nous avons quitté l'histoire. » Ce sentiment de frustration est d'autant plus difficilement supportable,

ici, que les Argentins ne peuvent même pas se raccrocher au présent. Les gouvernements, comme le monnaie, donnent toujours l'image de l'instabilité.

Cheque jour, il apparaît que le gouvernement argentin a choisi de faire de cette Coupe du monde un instant privilégié de rassemblement de tous les Argentins. Si les manifestations populaires perdent un caractère spontané, les premiers soirs de matches, l'ambiance a bien changé depuis. Après la victoire sur la Pologne à Rosario, les voitures munies de puissants haut-parleurs ont parcouru Buenos-Aires, repassant inlassablement les deux « goals » de Kempes hurlés à la manière brésilienne.

La fièvre nationaliste monte au fur et à mesure que le finale approche. La veille du match contre le Brésil, plusieurs centaines de jeunes ont passé le plus grand partie de la nuit à proximité de l'hôtel des visiteurs à scander « Argentine champion ! » sans être dispersés. Le chef de la délégation brésilienne et d'ailleurs porté plainte à ce sujet.

Le général Jorge Rafael Videla, qui évoque publiquement ne pas aimer le football, n'hésite pas à se dédicacer chaque fois à Rosario pour se faire applaudir au stade et se montrer ensuite en compagnie des joueuses.

Depuis plusieurs mois, des effluves de la Coupe du monde ont été « osées » partout : « Avec vous, jouons tous Argentine ». Avec les me-ages télévisés qui exaltent plusieurs fois par jour l'importance de la famille réunie autour du père, « en Argentine, la famille c'est tout », on repasse désormais les bus de l'équipe nationale avec cette exhortation : « Allons ! Argentine ». Au soir du 20 juin, le général commandant le 2^e corps d'armée a pu se féliciter dans un long discours télévisé « de la revitalisation du sentiment national dans le pays ».

Football-famille-patrie. C'est la trilogie célébrée par le télévision argentine en ce mois de juin 1978.

GÉRARD AUBERT.

A LA TELEVISION
MERCREDI 21 JUIN
Italie - Pays-Bas, TFI, 18 h. 35 (différé).
Brazill - Pologne, A2, 21 h. 40 (différé).
JEUDI 22 JUIN
Autriche - R.F.A., A2, 12 h. (différé).
Argentine - Pérou, TFI, 14 h. (différé).

l'application du « droit d'option » pour les prisonniers argentins qui ont des membres de leur famille en France et que le gouvernement français est prêt à recevoir. Le droit d'option, en vigueur en Argentine, permet à des détenus non jugés d'être exilés.

Le porte-parole de l'ONU a démenti, mardi 20 juin, que le secrétaire général, M. Kurt Waldheim, ait l'intention de se rendre à Buenos-Aires le 25 juin pour assister à la finale du Mundial. « Le secrétaire général n'a reçu aucune invitation à cet effet », a dit le porte-parole, qui attribue cette rumeur à une confusion avec la visite de M. Waldheim doit effectuer en Argentine à partir du 30 août. — (A.F.P.)

Rien ne vaut...
Les Soldes de Selfridges
 Oxford Street, Londres
 Du 6 au 15 juillet

كنا من الأصل



politique

LE DÉBAT AU SEIN DU PARTI

M. Claude Poperen : nous devons clairement expliquer que l'entreprise dirigée contre nous de l'extérieur a ses ramifications intérieures

Dans le rapport qu'il a présenté lundi 19 juin devant le comité central du P.C.F., réuni pour quarante-huit heures, M. Claude Poperen s'est surtout attaché à illustrer les orientations présentées il y a deux mois par M. Georges Marchais. Faute de pouvoir renouer, dans un avenir prévisible, l'alliance qui avait été conclue entre les directions des partis de gauche sur un programme commun de gouvernement, le P.C.F. milite à présent pour une union « à la base ».

En outre, il s'efforce de relancer la mobilisation de ses cellules et les incite notamment à s'opposer à la politique, tant intérieure qu'extérieure, du gouvernement. L'objectif de la direction du P.C.F. est aussi, par ce biais, de tenter d'en finir avec un débat interne qui a semé un trouble profond chez les militants.

M. Claude Poperen s'attache à distinguer, parmi les communistes qui ont critiqué certains aspects de la politique de leur parti, ceux qui se sont simplement égarés et ceux qui animent « l'entreprise fractionnelle ». La volonté d'isoler les contestataires ne se relâche pas. Au passage, le rapporteur reconnaît toutefois que la pétition de la cellule Jacques-Duclos, d'Alx-en-Provence, a bien recueilli mille deux cent vingt-huit signatures, anthémiant ainsi les neuf cents nouvelles adhésions signalées dans « le Monde » le 6 juin et qui avaient été, le lendemain, dans

« l'Humanité », qualifiées par René Andrien « d'opposition en voie de devenir fanfane ». Le P.C.F. continue de centrer le débat sur la responsabilité du P.S. dans la rupture de l'union de la gauche. La direction du parti cultive ainsi les sentiments anti-socialistes qui existent chez nombre de ses militants et accente les opposants de trahir dans cette bataille en faisant le jeu des amis de M. Mitterrand. THIERRY PFISTER.

Dans le rapport qu'il présente au comité central du P.C.F., M. Claude Poperen, membre du bureau politique, estime que l'évolution des événements « confirme les appréciations portées lors de la précédente session du comité central, au mois d'avril, dans le rapport de M. Marchais. Après avoir dénoncé la politique économique et sociale du gouvernement, M. Poperen s'oppose notamment à l'élargissement de la Communauté économique européenne. Il note : « Pour notre part, nous nous refusons à une telle perspective qui engendrerait des difficultés et des maux, et conduit à l'affaiblissement de la France. Nous nous opposons à ce que nous considérons comme un comportement de la politique actuelle (...). »

« Nous devons aussi clairement expliquer au parti que l'entreprise dirigée contre lui de l'extérieur a ses ramifications intérieures. Il y a, c'est indéniable, un travail fractionnel, il y a la volonté d'organiser des tentatives. C'est politiquement que nous entendons entre les tentatives. Nous rejetons toute complaisance à l'égard de ceux pour qui le parti est responsable de tout, et devons parfois l'indiquer. Mais nous nous refusons à toute pratique de l'amalgame entre les amateurs de cette entreprise et les camarades qui posent des questions sur la politique de leur parti, qui expriment des désaccords, ou bien même qui ont pu donner leur signature au texte, en croyant ainsi — à tort — servir les intérêts de la politique du XXII^e congrès, qu'ils déclarent soutenir. Nous devons répondre à toutes les interrogations, être réceptifs à celles de leurs critiques, qui sont valables, sans les ignorer ou les rejeter en bloc. Nous devons conduire un travail patient et opiniâtre de conviction politique. »

Après avoir insisté sur le fait que « les intellectuels de toutes disciplines, dans leur immense majorité, sont en accord avec la politique de leur parti », le rapporteur ajoute : « Nous devons aussi clairement expliquer au parti que l'entreprise dirigée contre lui de l'extérieur a ses ramifications intérieures. Il y a, c'est indéniable, un travail fractionnel, il y a la volonté d'organiser des tentatives. C'est politiquement que nous entendons entre les tentatives. Nous rejetons toute complaisance à l'égard de ceux pour qui le parti est responsable de tout, et devons parfois l'indiquer. Mais nous nous refusons à toute pratique de l'amalgame entre les amateurs de cette entreprise et les camarades qui posent des questions sur la politique de leur parti, qui expriment des désaccords, ou bien même qui ont pu donner leur signature au texte, en croyant ainsi — à tort — servir les intérêts de la politique du XXII^e congrès, qu'ils déclarent soutenir. Nous devons répondre à toutes les interrogations, être réceptifs à celles de leurs critiques, qui sont valables, sans les ignorer ou les rejeter en bloc. Nous devons conduire un travail patient et opiniâtre de conviction politique. »

L'objectif : 700 000 adhérents avant la fin de l'année

Le comité central a approuvé, outre le rapport de M. Claude Poperen, une résolution dans laquelle sont soulignées « la faiblesse et l'importance de l'analyse et des décisions du comité central des 25, 27 et 28 avril dernier ». Ce texte relève en outre : « Sa présence dans la délégation de Valéry Giscard d'Estaing à l'ONU, son approbation de la force d'intervention inter-africaine, l'élaboration d'un programme commun des partis socialistes-démocrates européens, sont autant de faits qui confirment le virage à droite du parti socialiste. »

« Si nous avons cédé le 22 septembre dernier aux abandons socialistes du programme commun, nous aurions accepté de masquer la vérité aux travailleurs ; nous aurions accepté de pratiquer un double langage, promis le changement alors que la continuation de la même politique était envisagée par nos partenaires une fois installés au gouvernement. Nous aurons eu raison. »

« La majorité des cellules s'est aussi réunie. Sur vingt-sept mille cellules, quatre-vingt-dix à cent ont adopté une position critique. Mille deux cent vingt-huit membres du parti sur cent trente mille sont toujours signataires du texte émanant d'une cellule d'intermédiaires d'Alx. »

« Nous devons aider ceux qui accordent leur confiance au P.S. à prendre conscience de sa responsabilité, pour mettre en échec la stratégie de la grande bourgeoisie. »

« Un parti communiste ouvert, démocratique, uni, porteur de la grande politique nationale définie par son vingt-deuxième congrès, c'est l'espérance d'une France démocratique. »

« La préface de « ouverture sociale » est utilisée pour obtenir le plus large « consensus social » : un soutien élargi. »

« Nous devons aider ceux qui accordent leur confiance au P.S. à prendre conscience de sa responsabilité, pour mettre en échec la stratégie de la grande bourgeoisie. »

« Nous devons aider ceux qui accordent leur confiance au P.S. à prendre conscience de sa responsabilité, pour mettre en échec la stratégie de la grande bourgeoisie. »

« Nous devons aider ceux qui accordent leur confiance au P.S. à prendre conscience de sa responsabilité, pour mettre en échec la stratégie de la grande bourgeoisie. »

« Nous devons aider ceux qui accordent leur confiance au P.S. à prendre conscience de sa responsabilité, pour mettre en échec la stratégie de la grande bourgeoisie. »

« Nous devons aider ceux qui accordent leur confiance au P.S. à prendre conscience de sa responsabilité, pour mettre en échec la stratégie de la grande bourgeoisie. »

« Nous devons aider ceux qui accordent leur confiance au P.S. à prendre conscience de sa responsabilité, pour mettre en échec la stratégie de la grande bourgeoisie. »

« Nous devons aider ceux qui accordent leur confiance au P.S. à prendre conscience de sa responsabilité, pour mettre en échec la stratégie de la grande bourgeoisie. »

« Nous devons aider ceux qui accordent leur confiance au P.S. à prendre conscience de sa responsabilité, pour mettre en échec la stratégie de la grande bourgeoisie. »

« Nous devons aider ceux qui accordent leur confiance au P.S. à prendre conscience de sa responsabilité, pour mettre en échec la stratégie de la grande bourgeoisie. »

« Nous devons aider ceux qui accordent leur confiance au P.S. à prendre conscience de sa responsabilité, pour mettre en échec la stratégie de la grande bourgeoisie. »

« Nous devons aider ceux qui accordent leur confiance au P.S. à prendre conscience de sa responsabilité, pour mettre en échec la stratégie de la grande bourgeoisie. »

« Nous devons aider ceux qui accordent leur confiance au P.S. à prendre conscience de sa responsabilité, pour mettre en échec la stratégie de la grande bourgeoisie. »

« Nous devons aider ceux qui accordent leur confiance au P.S. à prendre conscience de sa responsabilité, pour mettre en échec la stratégie de la grande bourgeoisie. »

« Nous devons aider ceux qui accordent leur confiance au P.S. à prendre conscience de sa responsabilité, pour mettre en échec la stratégie de la grande bourgeoisie. »

« Nous devons aider ceux qui accordent leur confiance au P.S. à prendre conscience de sa responsabilité, pour mettre en échec la stratégie de la grande bourgeoisie. »

M. Mitterrand : restituer le socialisme à la France

M. François Mitterrand, qui était mardi 20 juin l'invité du journal d'Antenne 2, a critiqué la politique économique du gouvernement en soulignant le caractère inflationniste des hausses de tarifs publics. « L'ensemble de ces mesures », a-t-il noté, « est déploré, a-t-il noté, comme ne... »



(Dessin de PLANTU.)

« J'aurais pas voulu M. Barre mais comme il l'a fait... »

« J'ai la confiance de l'immense majorité des socialistes, sinon d'un peu plus. Je ne l'exige pas. Ils ont le droit de me contacter. Si on ne me contactait pas je finis par m'en aller ou bien par m'écarter, ou bien par me scier. J'ai besoin de vous de façon permanente que représente la discussion au sein du P.S. »

« M. Mitterrand a rappelé que c'est M. Pierre Mauroy, « homme solide et de qualité » qui présente la conduite du parti s'il lui arrivait quelque chose et qu'en vue d'échéances nationales comme les élections présidentielles, le maire de la ville, comme M. Michel Rocard et « quelques autres » seraient « capables de mener tous les combats après moi ». « Moi, je suis là pour essayer de restituer le socialisme à la France et la France au socialisme », a conclu le premier secrétaire.

Dans l'Humanité du 31 juin, Laurent Salini écrit, à propos de cette intervention : « Rien de bien neuf dans les propos tenus par François Mitterrand. Le parti... »

DES CANDIDATS UNIQUES DE LA GAUCHE EN SEINE-SAINT-DENIS ET DANS LE GERS

Le parti communiste avait proposé comme candidats uniques de la gauche aux élections législatives partielles qui auront lieu dans la Seine-Saint-Denis et le Gers, après invalidation des scrutins des 12 et 19 mars, les députés qui avaient été proclamés élus : Mme Marie-Thérèse Goussmann, P.C. et M. André Cellard, P.S.

Le bureau exécutif du P.S. devait se prononcer mercredi 21 juin sur cette proposition. Le secrétariat national a recommandé une réponse positive qui ne devrait pas dans son esprit de se limiter à l'admission de candidatures partielles qui pourraient survenir : il n'approuve le principe de la candidature unique dès le premier tour que dans le cas où l'élu invalide appartient à un parti de gauche ou communiste et l'union restant ouverte dans les autres cas, s'il s'en présente.

Mlle GASPARD (P.S.) ENVISAGE DE RENCONTRER DES FEMMES COMMUNISTES

Mlle Françoise Gaspard, maire de Dreux, membre du bureau exécutif du P.S., a envisagé mercredi 21 juin au micro de Radio-Monte-Carlo la possibilité d'une rencontre avec des femmes communistes.

« Pourquoi pas ? a-t-elle déclaré. Nous souhaitons de toute façon que le dialogue prenne entre le parti communiste et le parti socialiste (...). Aujourd'hui les femmes des différents partis représentatifs de la classe ouvrière ressentent le besoin d'entendre. En ce sens, nous avons quelque chose de commun et c'est cela que nous devons chercher à nous dire. Ce n'est pas un hasard si les femmes de l'intérieur du parti communiste et à l'intérieur du parti socialiste. »

Préparation à l'entrée en Médecine

Stages scientifiques de préparation en septembre au quartier latin

« L'HUMANITÉ » : une preuve du caractère fractionnel de l'entreprise.

Dans l'éditorial de l'Humanité du 21 juin, René Andrien évoque le premier des deux articles de MM. Marc Abeles et David Kalsberger (le Monde du 21 juin) sur le second article (page 9). Il estime qu'en voulant faire la synthèse du débat au sein du P.C.F. les auteurs manifestent « une ambition qui dépasse visiblement leurs moyens ». Il ajoute : « Un article dont il faut dire, en pesant ses mots, que s'il risque de déshonorer quelqu'un, ce n'est pas le parti communiste et ses dirigeants (...). »

« Les voix qui nous expriment, en effet, qu'ils se sont livrés à une « enquête » — le mot paraît justifié en effet — d'après des renseignements au magnéphone ». Ces enregistrements, si j'ai bien compris, ont été réalisés dans le Nord, dans les Yvelines, dans les Hauts-de-Seine, à Paris chez les étudiants communistes, à Villeneuve, à Auxonne, dans le XI^e arrondissement de Paris et dans « une section provinciale », ce qui prouve à l'évidence le caractère fractionnel de l'entreprise. »

bonne nuit !

ÉPÉDA
matelas, sommiers, ensembles
au nouveau centre
CAPÉLOU
37, av. de la République (11)
Métro Parmentier - 357 45.33
livraison très rapide

La Véritable Anisette des Frères Gras

Elle revient à la mode.

COMMUNISTE FRANÇAIS

Ce qui se dit

II. - Communisme

BUCHET/CHASTEL

YOGA DIPIKA

Lumière sur le yoga

BUCHET/CHASTEL

كندا من الأصل

POLITIQUE

Les députés renforcent la répression de la conduite en état d'ivresse

• Contrôles préventifs • Alcootests perfectionnés • Annulation automatique du permis dans les cas graves

Sous la présidence de M. Stasi (U.D.F.), l'Assemblée nationale examine, mardi 20 juin, en deuxième lecture, la proposition de loi de M. Boudet concernant la prévention et la répression de la conduite d'un véhicule sous l'empire d'un état alcoolique (« Le Monde » du 10 juin).

Le Sénat, relève le rapporteur M. BOURSON (U.D.F.), élargit de façon notable la portée du texte initial en opérant un réajustement entre les mesures répressives (annulation du permis de conduire) et les mesures préventives, permettant à la fois un dépistage plus systématique de l'état d'imprégnation alcoolique et une amélioration des constatations de l'infraction que constitue la conduite sous l'empire de l'alcool.

S'interrogeant sur l'efficacité de la loi du 9 juillet 1970 qui institua un taux légal d'alcoolémie, il constate une augmentation continue des condamnations prononcées par les tribunaux correctionnels. Il précise qu'en 1977 les accidents de la route ont coûté 25 milliards de francs à la collectivité, dont 14 peuvent être imputés à l'alcool. Ce texte, conclut-il, constitue une nouvelle tentative pour dissocier deux notions radicalement incompatibles : la consommation d'alcool et la conduite d'un véhicule.

Pour M. PEYREFFITE, garde des sceaux, ce texte est sans doute le plus important de la session. Toutes les quarante minutes, précise-t-il, un homme, une femme ou un enfant meurent sur les routes françaises : si l'alcoolémie

so volant n'existait pas, il y aurait moitié moins de victimes. A son avis les dépistages doivent pouvoir être effectués en tout points du réseau routier. Ce qui concerne les alcootests, il insiste pour que l'Assemblée accepte, après le Sénat, l'utilisation d'appareils nouveaux, tout en indiquant que seuls les appareils très fiables seront homologués, qu'un échantillon de contrôle sera conservé et que tout conducteur pourra demander une prise de sang à titre de contre-expertise.

M. LA COMBE (R.P.R.) souhaite que le gouvernement étudie des dispositions spéciales afin d'assouplir les mesures de suspension en faveur de ceux pour qui le permis est indispensable à l'exercice de leur profession.

Ayant émis des doutes sur leur degré de précision, la commission du Sénat qui autorisait l'emploi de nouveaux types d'appareils mesurant le taux d'alcoolémie par analyse de l'air expiré. Position défendue en séance publique par M. HAUTECEUR (P.S.) et M. PONTAINE (non-inscrit).

La garde des sceaux estime, au contraire, que les alcootests ont fait leurs preuves à l'étranger où cinquante mille fonctionnaires à la satisfaction de tous et qu'il est beaucoup plus aisé de s'en servir que de recourir à une prise de sang. Il précise qu'il ne s'agit pas de les importer mais de les fabriquer en France. Il reconnaît que leur prix est peut-être élevé mais observe qu'il s'agit avant tout de réduire le nombre des victimes.

Opinion partagée par le rapporteur. Finalement l'Assemblée décide de ne pas supprimer l'article.

Sur proposition de la commission, et avec l'accord du gouvernement, l'Assemblée adopte ensuite l'amendement suivant : toute personne qui conduit un véhicule pourra être soumise à des épreuves de dépistage de l'imprégnation alcoolique par l'air expiré, même en l'absence d'infraction préalable ou d'accident, dans le cadre d'opérations ordonnées par le procureur de la République. Ces épreuves préviendront la date et les votes publiques sur lesquelles elles pourront avoir lieu. Ces vérifications devront s'opérer sous la responsabilité d'un officier de police judiciaire.

Toujours à l'initiative de la commission, l'Assemblée décide que l'annulation du permis de conduire sera prononcée obligatoirement en cas de récidive ou de cumul d'une infraction de conduite en état d'ivresse avec celle de délit d'homicide ou de blessure par imprudence. Il appartiendra toutefois au juge de décider, dans la limite maximale prévue par la loi, si l'annulation est justifiée en cas de récidive, c'est au juge qu'il appartient d'en décider.

Les socialistes avaient estimé pour leur part que toute mesure d'annulation devait être laissée à l'appréciation du juge. Opinion partagée par le groupe communiste pour qui, si l'annulation est justifiée en cas de récidive, c'est au juge qu'il appartient d'en décider.

Annouçant le vote positif de leurs groupes respectifs, M. KALINSKY (P.C.) estime qu'une véritable lutte contre l'alcoolisme nécessiterait une politique sociale propre à supprimer le chômage, la misère, et M. HAUTECEUR (P.S.) se demande si, pour

essayer de diminuer le nombre des accidents, on ne va pas empêcher sur un certain nombre de libertés.

L'ensemble de la proposition ainsi modifiée est adoptée à l'unanimité.

Au cours de la séance de mardi, l'Assemblée a également examiné : les propositions de la commission mixte paritaire (députés et sénateurs) sur les dispositions restant en discussion du projet de loi portant réforme de la procédure pénale sur la police judiciaire et le jury d'assises. En ce qui concerne ce dernier point, l'Assemblée a décidé que la réforme entrerait en vigueur à l'occasion de la constitution de listes de jurés appelés à composer les cours d'assises à compter du 1^{er} janvier 1980.

Elle a également décidé d'abroger un article du code de procédure pénale afin d'harmoniser les dispositions de ce code avec la réforme du régime pénitentiaire, introduite par le décret du 23 mai 1975, qui supprime le régime progressif à l'intérieur de chaque établissement pénitentiaire, et crée des quartiers de sécurité renforcés dans les maisons centrales. La C.M.P. n'avait pas jugé cette proposition opportune. Le Conseil d'Etat devant se prononcer inamovablement sur ce point, l'Assemblée en a décidé différemment à la demande de M. PEYREFFITE, qui a obtenu l'assentiment de la commission mixte paritaire (députés et sénateurs) chargée de proposer un texte sur les trois articles restant en discussion du projet de loi de finances pour 1978. M. Icart (U.D.F.), rapporteur général, en présente les conclusions. L'article 4 réduisait à 0,1 % le pourcentage de 0,3 % affecté au logement des immigrés au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction. Adopté par l'Assemblée, il avait été rejeté par le Sénat.

Alors que les modifications proposées par le gouvernement avaient un caractère permanent, la C.M.P. a décidé de le rendre temporaire, limitant leur durée d'application aux exercices 1978 et 1979.

A l'article 5 bis, destiné à ne pas réduire l'assiette de la taxe communale, mais en limitant leur durée d'application aux exercices 1978 et 1979.

Le groupe communiste ayant décidé de poser la question préalable (il n'y a pas lieu à débattre) dont l'adoption aurait entraîné un rejet du texte.

M. Vivien (R.F.), président de la commission des finances, émet les plus expresses réserves quant à l'orthodoxie d'une telle procédure et parle d'obstruction politique à l'égard du ministre du budget, et voit pour sa part une « diversion ». M. Brocard (U.D.F.), qui préside la séance, rappelle alors qu'il y a déjà eu trois précédents.

Justifiant la démarche de son groupe, M. Andrieux (P.C.) dénonce « la politique d'austérité dont les collectivités locales vont à nos yeux faire une fois de plus les frais ».

A la majorité de 286 voix contre 197, l'Assemblée rejette la question préalable.

Après avoir protesté contre l'absence de l'opposition au sein des C.M.P., M. Fabius (P.S.) observe que l'ensemble du secteur

de l'enseignement supérieur. Liberté pour quoi faire ? a-t-il demandé avant de répondre : « Pour changer l'éducation de ce pays, pour créer l'émulation, l'autogestion, nous nous le faisons », a-t-il conclu. Puis M. CLEMENT a indiqué que son groupe voterait le texte. Ce dernier a été adopté par 285 voix contre 197.

Le projet de loi relatif à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle.

L'Assemblée a adopté de nombreux amendements visant notamment :

— A faciliter, par le biais des stages de perfectionnement des connaissances, la participation à la vie associative ;

— A accorder aux salariés un congé de formation non seulement pour passer, mais aussi pour préparer un examen ;

— A ne pas introduire une détermination du personnel d'encadrement

à l'article fixant les conditions de la rémunération par l'employeur d'absences dues à un congé de formation ;

— A fixer un plafond à l'augmentation des charges résultant de l'application du texte pour les entreprises de moins de dix salariés ;

— A prévoir l'ouverture d'un droit au congé pour les moins de vingt ans pendant les deux premières années d'activité professionnelle ;

— A préciser les conditions dans lesquelles les organismes paritaires peuvent être associés à la procédure d'agrément ;

— A indiquer, contre l'avis du gouvernement, que les stages proposés par les établissements publics d'éducation ou de formation sont agréés par priorité ;

— A préciser que l'Etat peut intervenir financièrement à tout moment et non seulement au début du stage ;

— A ne pas déroger au principe du rattachement des stagiaires au régime général pour le risque accident du travail.

L'ensemble du texte ainsi modifié a été adopté par l'Assemblée au scrutin public, les communistes votant contre, les socialistes s'abstenant.

Le collectif budgétaire pour 1978

Mardi 20 juin, en séance de nuit, l'Assemblée nationale a examiné le rapport de la commission mixte paritaire (députés et sénateurs) chargée de proposer un texte sur les trois articles restant en discussion du projet de loi de finances pour 1978. M. Icart (U.D.F.), rapporteur général, en présente les conclusions. L'article 4 réduisait à 0,1 % le pourcentage de 0,3 % affecté au logement des immigrés au titre de la participation des employeurs à l'effort de construction. Adopté par l'Assemblée, il avait été rejeté par le Sénat.

Alors que les modifications proposées par le gouvernement avaient un caractère permanent, la C.M.P. a décidé de le rendre temporaire, limitant leur durée d'application aux exercices 1978 et 1979.

A l'article 5 bis, destiné à ne pas réduire l'assiette de la taxe communale, mais en limitant leur durée d'application aux exercices 1978 et 1979.

Le groupe communiste ayant décidé de poser la question préalable (il n'y a pas lieu à débattre) dont l'adoption aurait entraîné un rejet du texte.

M. Vivien (R.F.), président de la commission des finances, émet les plus expresses réserves quant à l'orthodoxie d'une telle procédure et parle d'obstruction politique à l'égard du ministre du budget, et voit pour sa part une « diversion ». M. Brocard (U.D.F.), qui préside la séance, rappelle alors qu'il y a déjà eu trois précédents.

Justifiant la démarche de son groupe, M. Andrieux (P.C.) dénonce « la politique d'austérité dont les collectivités locales vont à nos yeux faire une fois de plus les frais ».

A la majorité de 286 voix contre 197, l'Assemblée rejette la question préalable.

Après avoir protesté contre l'absence de l'opposition au sein des C.M.P., M. Fabius (P.S.) observe que l'ensemble du secteur

de l'enseignement supérieur. Liberté pour quoi faire ? a-t-il demandé avant de répondre : « Pour changer l'éducation de ce pays, pour créer l'émulation, l'autogestion, nous nous le faisons », a-t-il conclu. Puis M. CLEMENT a indiqué que son groupe voterait le texte. Ce dernier a été adopté par 285 voix contre 197.

Le projet de loi relatif à la promotion individuelle, au congé de formation et à la rémunération des stagiaires de la formation professionnelle.

L'Assemblée a adopté de nombreux amendements visant notamment :

— A faciliter, par le biais des stages de perfectionnement des connaissances, la participation à la vie associative ;

— A accorder aux salariés un congé de formation non seulement pour passer, mais aussi pour préparer un examen ;

— A ne pas introduire une détermination du personnel d'encadrement

à l'article fixant les conditions de la rémunération par l'employeur d'absences dues à un congé de formation ;

— A fixer un plafond à l'augmentation des charges résultant de l'application du texte pour les entreprises de moins de dix salariés ;

— A prévoir l'ouverture d'un droit au congé pour les moins de vingt ans pendant les deux premières années d'activité professionnelle ;

— A préciser les conditions dans lesquelles les organismes paritaires peuvent être associés à la procédure d'agrément ;

— A indiquer, contre l'avis du gouvernement, que les stages proposés par les établissements publics d'éducation ou de formation sont agréés par priorité ;

— A préciser que l'Etat peut intervenir financièrement à tout moment et non seulement au début du stage ;

— A ne pas déroger au principe du rattachement des stagiaires au régime général pour le risque accident du travail.

L'ensemble du texte ainsi modifié a été adopté par l'Assemblée au scrutin public, les communistes votant contre, les socialistes s'abstenant.

la fonction fichier dans votre entreprise

Création, mise à jour, exploitation, tri par critères, sauvegarde, modifications, classement, fusion, automatisation, texte/fichier, bases, réseaux, critères de sélection.

MSL

SECRETARIAT GENERAL
130/150.000 F.
Négoce
Banlieue Sud

Filiale d'un groupe européen diversifié, une société française principalement spécialisée dans l'importation, la vente de matières premières et les activités portuaires, fait un chiffre d'affaires supérieur à 250 millions de F. et emploie 200 personnes. Elle recherche un cadre supérieur qui, en fonction de son dynamisme personnel deviendra rapidement membre du comité de direction. Il prendra en charge toutes les questions juridiques et administratives (litiges, contentieux, assurances, droit des sociétés...). Il dirigera en outre les services généraux et supervisera les achats de fournitures. Ce poste qui devrait à court terme déboucher sur de plus hautes responsabilités, conviendrait à un cadre de formation universitaire, âgé de 32 ans au moins ayant des aptitudes commerciales certaines et connaissant très bien l'anglais. Le candidat aura tenu pendant plusieurs années un poste similaire ou comparable au sein d'une société commerciale, internationale si possible et pratiquant les méthodes modernes de gestion. Ecrire à P. Vinet, réf. B.3.859. (Paris).

CHEF DU SERVICE DES METHODES
120.000 F.
Matériel Agricole
Dijon

Une société française filiale d'un groupe international fabriquant et distribuant du matériel agricole recherche son chef du service des méthodes. Sous l'autorité du directeur de production, il dirigera et animera un service de 40 personnes. Il interviendra plus particulièrement dans le développement et l'amélioration des procédés de fabrication, l'aménagement et l'organisation des postes de travail, les études et la définition des outillages ainsi que l'analyse des prix de revient. Il sera d'autre part chargé de la surveillance de investissements prévus au plan. Le candidat retenu, âgé de 35 ans au moins, ingénieur AM ECAM, aura acquis une expérience de plusieurs années dans la fonction méthodes. La connaissance de l'anglais est nécessaire. Ecrire à M.O. Jeanclaude, réf. B.10.130 (Lyon).

RESPONSABLE DE CLIENTELE
Assurances
Paris

Une société française (plus de 50 personnes - C.A. en progression constante de plus de 25 % l'an) intégrée dans une organisation internationale de courtage spécialisée dans les assurances toutes branches destinées aux entreprises de tailles variées, recherche un responsable de clientèle. Faisant partie d'une équipe de professionnels, mais dans le cadre d'une large autonomie, le titulaire du poste aura un rôle commercial auprès d'une clientèle existante ou nouvelle, sera le conseil de ses clients dans le choix des contrats les mieux adaptés aux besoins et aux moyens de l'entreprise et apportera au groupe toute idée de produits nouveaux dans un esprit de diversification des services. Ce poste sera confié à un diplômé de l'enseignement commercial (HEC, ESSEC, Sup. de Co. ou équivalent), âgé d'au moins 25 ans, ayant déjà, si possible, une expérience en matière d'assurances et désirant faire carrière au sein d'un groupe international. La connaissance de l'anglais est nécessaire. Poste à Paris avec de courts déplacements. Ecrire sous réf. M.180. (Paris).

Pour chacun de ces postes adresser un bref curriculum vitae à Paris ou à Lyon en spécifiant bien la référence. Pour les annonces portant les références B aucune information ne sera transmise sans l'autorisation préalable des candidats données au cours d'un entretien personnel avec le consultant. Pour l'annonce portant la référence M, les réponses seront transmises directement à notre client pour suite à donner sauf si l'enveloppe porte la mention "conditionnelle" signifiant que la lettre porte en tête le nom des sociétés auxquelles elle ne doit pas être communiquée.

73, 84 HAUSMANN 75008 PARIS - Tél. 266.04.93 - 11, Pl. A. BRIAND 69003 LYON - Tél. (78) 62.08.33
Europe - Amériques Nord et Sud - Afrique - Australie - Moyen et Extrême Orient

la fonction texte dans votre entreprise

Création, édition, copie, gestion, stockage de l'information, automatisation, Association automatique de périphériques, Gestion et report, Révision, mise à jour, et bas de données, Visualisation sur écran.

La réforme de...

la fonction dans votre entreprise

vos besoins particuliers

PREPAREZ LES DIPLOMES D'ETAT

DE COMPTABILITE
Accueil limite d'âge
Aucun diplôme exigé
Début des cours à votre convenance
Possibilité de séminaires
de regroupement
Demande la brochure gratuite

ECOLE PREPARATOIRE
d'ADMINISTRATION
Etablissement privé
d'enseignement à distance
et de formation permanente
fondé en 1973
4, rue des Petits-Champs,
75008 PARIS CEDEX 04
Etudes gratuites pour les bénéficiaires de la formation continue.

la fonction dans votre entreprise

هكذا من الأصل

كندا من الأصل

POLITIQUE

La réforme des collectivités locales passe par celle de l'État

ESTIMATION DE NOMBREUX SÉNATEURS

Avant l'ouverture du débat sur les collectivités locales, M. ALAIN POHER, président du Sénat, a déclaré...

une rénovation de la taxe professionnelle et une adaptation de la taxe d'habitation, ainsi que de la recherche de nouvelles assiettes fiscales...

quant par les subventions sectorielles d'équipement. Le ministre traita ensuite du développement de la solidarité. Le statut de la libre coopération intercommunale...

la taxe foncière sur les terrains à bâtir. M. MAINTIEN d'une taxe foncière basée sur les valeurs locatives pour le reste du patrimoine foncier, urbain et rural...

Diversification des ressources fiscales allouées aux collectivités locales. Avec reclassement des affectations des droits de mutation, des taxes sur l'affichage et des droits indirects...

communale. M. BRIVES (Gauche dém. Tarn) demande: « Accordera-t-on enfin aux maires ruraux le SMIC des gens de maison? »

M. LUCOTTE (R.I., Saône-et-Loire) souhaite que l'on arrive à concilier la liberté de choix des élus locaux avec la planification des investissements...

M. PINTAT (R.I., Charente) estime que les activités électorales municipales ne peuvent être salariales: le mandat local doit demeurer précaire.

M. MILLAUD (Un. cent., Polynésie) demande que les maires français du Pacifique soient des maires à part entière et critique l'action de retardement des services administratifs des ministères.

M. RAUSCH (Un. centriste, Moselle) exprime son désaccord avec ce qui a été dit en faveur des décrets et des centimes additionnels. Les ressources des grandes villes, pense-t-il, doivent rester modulables et non s'alimenter avec les imbrications des ministères.

M. GERIN (non-inscrit Rhône) demande à l'État de renoncer à imposer aux communes « des projets sophistiqués et vains ». M. SALVI (Un. cent. Val-d'Oise), a deux soucis: une claire définition des responsabilités et des compétences et l'instauration de garanties pour le personnel communal.

M. MICHEL GIRAUD (R.P.R., Val-de-Marne), demande, lui aussi, un clair partage des compétences, au lieu de l'enchevêtrement de la réforme de la politique foncière et de l'annulation économique par les municipalités. Cela ne signifie nullement que l'État cherche à se désemparer, mais qu'il veut modifier d'année en année leur barème d'imposition. Cela ne signifie nullement que l'État cherche à se désemparer, mais qu'il veut modifier d'année en année leur barème d'imposition.

En 1970, les transferts VRS, subventions de fonctionnement et subventions d'équipement représentèrent, précise-t-il, 20 milliards, soit 39,5 % des ressources locales. En 1975, 45 milliards, soit un doublement en cinq ans, et 40 % des ressources locales. Quant à l'État touchant 100 F, en 1970, les collectivités locales recevaient 1070 F, et en 1975 10 F. De 1970 à 1977, le VRS n'a crû de 173 %, contre 125 % seulement pour le PIB, 132 % pour l'I.V.A. et 82,5 % pour les recettes de l'État. Nous envisageons de créer un fonds qui globaliserait l'actuel VRS avec l'indemnité sur la T.V.A., référence plus favorable aux collectivités locales que celle de la taxe sur les salaires. En effet, ce sont en moyenne 40,2 % de la T.V.A. des collectivités locales qui ont été remboursées.

M. MOINET (Gauche dém., Charente-Maritime) craint que le gouvernement ne soit pas animé d'une véritable volonté politique. car, souligne-t-il, ce dont il s'agit, en définitive, c'est d'une refonte de l'État.

M. GUY PETIT (R.I., Pyrénées-Atlantiques) plaide en faveur des communes touristiques et des stations classées. M. GOETSCHY (Un. cent., Haut-Rhin) réclame l'instauration d'une véritable fonction publique communale.

ALAIN GUICHARD.

État d'ivresse

ennuis dans les cas graves

Le projet de loi relatif à la réforme des collectivités locales, présenté par le gouvernement, a été adopté par l'Assemblée nationale le 14 juin 1978. Le projet de loi relatif à la réforme des collectivités locales, présenté par le gouvernement, a été adopté par l'Assemblée nationale le 14 juin 1978.

budgetaire pour 1978

Le budget de l'État pour 1978 a été adopté par l'Assemblée nationale le 14 juin 1978. Le budget de l'État pour 1978 a été adopté par l'Assemblée nationale le 14 juin 1978.

vos besoins particuliers

la fonction texte dans votre entreprise

la fonction fichier dans votre entreprise

Advertisement for IBM systems, showing various computer models and text describing their capabilities for text and file functions in a business environment.

Advertisement for IBM systems, featuring the headline 'pour le traitement des textes systèmes de bureau IBM' and a list of products and services.

la fonction texte dans votre entreprise

la fonction fichier dans votre entreprise

IBM toute une gamme de systèmes de bureau

POLITIQUE

LE PREMIER MINISTRE EN VISITE JEUDI A PAU, ORTHEZ ET HASPARREN

M. Barre commence dans les Pyrénées-Atlantiques une nouvelle série de voyages < d'informations >

M. Raymond Barre devait se rendre mercredi soir 21 juin à Pau pour la visite qu'il se propose de faire, le jeudi 22 juin, dans les Pyrénées-Atlantiques.

Le premier ministre doit participer, jeudi matin, au palais du Parlement de Navarre, à une réunion de travail avec les parlementaires, les conseillers généraux, les représentants des organismes consulaires et professionnels, les dirigeants des organisations agricoles, les délégués du patronat, les présidents des organismes de tourisme et les responsables des principaux services administratifs du département. Y seront évoqués les problèmes économiques et sociaux de la partie sud de la région aquitaine.

Plusieurs personnalités civiles et militaires doivent également participer à cette réunion, notamment M. Jean Seris, chargé de mission à l'Elysée, qui préside le bureau de développe-

ment économique des Pyrénées-Atlantiques. Le chef du gouvernement s'entretiendra ensuite avec les dirigeants des syndicats et du mouvement, puis avec M. André Labarrère (P.S.), député, maire de Pau, qui lui a demandé audience.

Dans l'après-midi, M. Barre doit se rendre à Orthez, où il aura un échange de vues sur les problèmes communs avec les membres du conseil municipal qui compte vingt-trois élus - divers majorités - et deux socialistes. Son voyage se terminera à Hasparren, où le premier ministre a été convié à inaugurer une usine « la campagne », en occurrence une unité du groupe Leroy-Sommer spécialisée dans la fabrication de pompes à chaudière. Avant de regagner Paris, M. Barre sera l'hôte de l'émission télévisée « Cartes sur table », qui sera réalisée par Antenne 2 en direct de Bayonne.

La rencontre avec le maire de Pau (P.S.)

Le maire de la ville, M. André Labarrère (P.S.) — qui est le seul parlementaire de gauche dans le département —, les trois autres députés élus R.P.R., et d'autres élus de gauche ont accueilli le premier ministre au palais municipal de Pau.

M. Labarrère a estimé, au moment du voyage de M. Barre dans les Pyrénées-Atlantiques, que le département n'était pas en mesure de faire face à la hausse des prix que par l'aggravation du chômage, et plusieurs députés ont exprimé leurs réserves sur ce point.

M. GISCARD D'ESTAING S'EST ENTRETENU AVEC M. MAURICE FAURE DES PERSPECTIVES D'ÉLARGISSEMENT DE LA C.E.E.

Le président de la République a reçu, mardi matin 20 juin, M. Maurice Faure, député du Lot, président d'honneur du Mouvement des radicaux de gauche. Le président de la République, selon le porte-parole de l'Elysée, a demandé à M. Faure « de lui faire part de son sentiment sur les incidences de l'élargissement du Marché commun aux pays méditerranéens nouvellement candidats ».

Après l'entretien, M. Faure a indiqué que la conversation avait porté sur les trois problèmes posés par l'élargissement de la C.E.E. :

- 1) Le problème particulier des problèmes agricoles méditerranéens ;
- 2) Le problème des institutions qui se trouve posé en termes nouveaux à partir du moment où, de fait, la Communauté européenne est une démocratie européenne ;
- 3) Et enfin, le problème de la distorsion entre les conditions économiques et sociales de l'Europe du Nord et de l'Europe du Méditerranée.

M. BERNARD STASI : refuser la Communauté et la démocratie européennes, c'est insulter l'européen.

M. Bernard Stasi, vice-président et porte-parole du Centre des démocrates-sociaux, a rendu public, mardi 20 juin, la déclaration suivante :

« Le grand débat public sur l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel vient de rouvrir. Le C.D.S. souhaite qu'il se fasse dans la clarté et l'objectivité. Il ne s'agit pas de se prononcer pour ou contre l'élection européenne : elle aura lieu le 10 juin 1979 sur la base de textes en vigueur qui donnent à l'Assemblée des pouvoirs limités mais réels. Il ne s'agit pas non plus de remettre en cause la Communauté européenne, celle-ci existe. Mais elle a besoin de se fonder sur une assise démocratique et de puiser des forces nouvelles dans le suffrage populaire. »

« Refuser la Communauté et la démocratie européennes, c'est, au nom du passé, refuser le présent et insulter l'européen. Cette attitude est stérile. (...)

« Il s'agit de ses positions au sein de l'U.D.F. et avancera des propositions concrètes pour le renforcement de la souveraineté européenne (...)

M. Michel Debré s'est adressé, mardi 20 juin, aux élèves de l'école d'artillerie de Dragunhan (Var), avant de rencontrer les militants R.P.R. du Var. A cette occasion, l'ancien premier ministre a réaffirmé son opposition à l'élection de l'Assemblée européenne au suffrage universel. Il a déclaré : « Je crois que la France ne doit pas obligatoirement accorder des concessions, notamment sur le plan des marchés européens et réintégrer l'O.T.A.N. »

ERRATUM

La commission chargée d'étudier les affaires européennes, que préside M. Jean-François Deniau, ministre du Commerce extérieur, n'a pas été mise en place par le P.R. comme nous l'avons écrit par erreur dans nos éditions du 21 juin, mais par l'U.D.F. Les vice-présidents en sont Mme Scrivener pour le P.R., M. Dallet (C.D.S.) et M. Rossignol (rad.).

La détaxation de l'épargne

(Suite de la première page.)

Quant à l'avoir fiscal, il repose sur un mécanisme compliqué : l'impôt sur le revenu est réduit d'un revenu brut supérieur de 50 % à son cotillon, cet excès représentant une partie de l'impôt payé sur les bénéfices de la société ; ces 50 % lui sont déduits ; il en résulte que si son taux d'impôt personnel est inférieur à 50/100, c'est-à-dire un tiers, il a droit à un remboursement ; s'il se situe dans une tranche d'impôt plus élevée, il paie la différence.

Dans tous les cas, l'avantage des déductions sur le revenu des épargneurs est abatement ou des plafonnements est d'autant plus grand que les contribuables disposent de revenus plus faibles. Seul l'avoir fiscal n'est pas contraire à la progressivité ; on incite les gros porteurs à investir en obligations, les petits en actions ; équilibrer le marché financier.

Les relations abondent de remplacer par un système simple et cohérent un ensemble aussi distordu, aussi inefficace aussi injuste.

Elle est en est un pourcentage, cependant que le barème reste progressif. Il en résulte que la réduction est proportionnellement plus forte, par rapport à l'impôt normalement dû, dans les tranches d'imposition les plus faibles ; l'incitation est d'autant plus grande que le revenu est plus bas et l'épargne plus méritoire.

Deuxième idée : on peut éventuellement faire varier la réduction d'impôt suivant que le contribuable a plus d'épargne au moins ; ou pourrait même, et on la souhaite, la rendre plus forte pour les actions que pour les obligations, c'est-à-dire qu'aussitôt que le contribuable a une épargne plus élevée que le revenu est plus bas et l'épargne plus méritoire.

Troisième idée : la désinvestissement devrait payer une taxe égale à la réduction d'impôt sur l'accumulation d'épargne ; en seraient éventuellement exonérées les retraites et les chômeurs.

Enfin, l'avantage doit être réservé à ceux qui travaillent les moyens de connaître l'accroissement de leur patrimoine, c'est-à-dire qui acceptent de le déclarer en début et en fin d'année et de payer une taxe, qui n'aura pas à dépasser 0,5 %, sur la valeur de leur capital.

Quatre idées

La proposition que l'on présente bien des fois consiste à abolir toutes les déductions actuelles, sauf peut-être l'exonération des intérêts du livret A, et à substituer un principe unique : la fraction du revenu qui est épargnée donnerait droit à une réduction d'impôt qui soit un pourcentage de cette épargne. Seuls les accroissements de patrimoine par des achats supplémentaires ou l'excess des ventes sur les ventes sont une épargne. Pour ne pas le méler avec l'effet des plus-values et des moins-values, les actifs doivent être appréciés à la valeur de début d'exercice ou de l'achat en cours d'année.

Première idée : la réduction vaut pour cette épargne nette globale.

Un principe mal conçu

Point par point, le projet du gouvernement présente le contrepoint de ce plan cohérent.

Il détaxe les achats d'actions, et le seule condition qu'il excède la vente d'actions, mais sans

L'irritation du R.P.R. à l'égard du gouvernement va croissant

La réunion du groupe parlementaire R.P.R., mardi 20 juin en présence de M. Jacques Chirac, président du mouvement, a été marquée par un net durcissement de l'attitude des députés gaullistes, qui reprochent de leurs circonscriptions. Trois sujets — la situation économique, les projets du président de la République et le voyage que M. Chirac doit effectuer en juillet dans le Pacifique — ont fourni autant d'occasions aux élus R.P.R. de valoir leur comportement et d'exprimer leurs propos à l'égard du gouvernement.

Les élus se sont ainsi montrés particulièrement inquiets de l'aggravation de la situation économique et sociale qu'ils ont pu mesurer concrètement dans les provinces et dont ils accusent la capitale et le pouvoir central de ne pas prendre une juste conscience. C'est pour faire le point sur l'ensemble de cette situation et pour fixer plus soigneusement leur attitude qu'ils ont décidé de tenir, mardi 21 juin, une réunion commune au bureau du groupe parlementaire et du conseil politique du mouvement, qui sera suivie le lendemain soir par un débat de l'Assemblée nationale.

Le ministre ne partage pas ce point de vue. Il estime qu'un échange personnel avec les élus, les professionnels et les fonctionnaires locaux se révèle souvent plus instructif que le terrain, que l'étude de dossiers. C'est d'ailleurs uniquement pour « financer » que M. Barre se rend à Pau, Orthez et Hasparren, non pour annoncer des décisions gouvernementales, ou faire du « sponsoring » de crédits, souligne-t-on à l'hôtel Matignon.

Il est peu probable, toutefois, que cette attitude réponde à l'attente des organisations syndicales du département, qui ont fait savoir qu'elles souhaitent au chef du gouvernement des questions « très précises », et qu'elles attendent évidemment des réponses qui le soient tout autant. A. R.

« Trop, c'est trop »

L'irritation des députés R.P.R. envers le pouvoir s'est surtout manifestée avec des accents à la fois plus vifs et plus désolés à l'évocation du voyage que M. Jacques Chirac doit effectuer en Nouvelle-Calédonie et en Polynésie, du 15 au 30 juillet. M. Gaston Flosse, député R.P.R. de Tahiti, s'est en effet indigné des conditions de préparation de ce voyage : « Il a assuré que M. Paul Dijoud, secrétaire général du DOM-TOM, a écrit donné des directives précises aux autorités locales pour que ne soient pas mis à la disposition de M. Chirac les moyens habituellement offerts à l'importeur quel visiteur, et avait exercé des pressions sur les militants et les cadres R.P.R. pour qu'ils ne recourent pas à leur premier ministre avec enthousiasme ».

Rappelant que M. Alain Vivien, député socialiste de Seine-et-Marne, avait récemment été reçu par M. Chirac à la Nouvelle-Calédonie, avec les égards normalement dus à sa qualité, il a indiqué que le président du R.P.R. ne pourrait pas reconnaître les autorités administratives du territoire, qu'aucun avion ou bateau ne serait à sa disposition et que la station FR 3 de télévision avait reçu consigne de passer localement les messages de ce voyage. M. Claude Labbé, exprimant les sentiments de ses collègues, a déclaré : « Trop, c'est trop ! Nous voulons encore espérer que le chef du voyage de M. Chirac en Polynésie, M. Chirac sera vite réprimé, sinon nous en tirerons les conséquences. Je vais en parler au premier ministre, il est en effet inacceptable que l'on nous coupe le chef de notre premier parti de France de se rendre dans un territoire pour y prêcher une parole qui, de surcroît, est celle de « nous considérons que cette affaire est grave ».

Une réponse de M. Dijoud

M. Dijoud a déclaré mercredi matin 21 juin : « Aucune pression n'a été faite auprès de la presse en général pour empêcher de publier le voyage de M. Chirac en Polynésie. M. Chirac sera reçu dans le DOM-TOM, en tant que président d'un parti politique comme il l'est dans les départements français. »

Dans les départements métropolitains, les membres du corps préfectoral ont reçu des instructions orales pour organiser avec un accueil ni réception lorsque

M. Chirac effectuait des déplacements. C'est ainsi que les choses se sont passées pendant la campagne législative et depuis lors. À l'issue de cette réunion, les députés R.P.R. ne cachent ni leur déception ni leur agacement. Plusieurs d'entre eux, et d'abord le président de leur groupe, se précipitent à vouloir jouer depuis l'installation de la nouvelle Assemblée la carte de la coopération avec l'hôtel Matignon, d'avoir prêché la conciliation et rempli plusieurs missions de « bons offices », au risque d'être accusés parfois d'être allés trop loin. Ils expriment — et M. Labbé le premier — leur amertume de n'avoir pas été payés de retour. Ceux-ci se demandent même s'ils n'auraient pas été dupés, et à ce point, par exemple que M. Barre ait assisté à l'Elysée au déjeuner offert par le chef de l'Etat au bureau du groupe U.D.F. et non à celui réservé au groupe R.P.R. remarquant que les représentants de M. Barre et Jean-François Deniau, respectivement M.M. Bardion et Moule, soient demeurés députés et non inscrits alors qu'ils sont des adhérents du R.P.R. en tant que militants. Ils ne cachent plus qu'ils doutent de l'impartialité politique de M. Barre en laissant entendre qu'il entendait que le premier ministre penchait en faveur de l'U.D.F. et se laissait forcer la main dans la cabale dirigée contre M. Chirac et le R.P.R. à travers quelques jours de la fin de cette première session de la nouvelle législature, la nervosité, l'agacement des élus gaullistes, réchauffés par le R.P.R., était, comme l'avait dit M. Chirac, « en réserve » par la force des choses. Il avait aussi des velléités de sortir de celle-ci. Les journées d'épuration parlementaire prévues du 27 au 29 septembre à Biarritz, permettront de mesurer la fermeté de ces intentions.

M. Chirac et effectués des déplacements. C'est ainsi que les choses se sont passées pendant la campagne législative et depuis lors. À l'issue de cette réunion, les députés R.P.R. ne cachent ni leur déception ni leur agacement. Plusieurs d'entre eux, et d'abord le président de leur groupe, se précipitent à vouloir jouer depuis l'installation de la nouvelle Assemblée la carte de la coopération avec l'hôtel Matignon, d'avoir prêché la conciliation et rempli plusieurs missions de « bons offices », au risque d'être accusés parfois d'être allés trop loin. Ils expriment — et M. Labbé le premier — leur amertume de n'avoir pas été payés de retour. Ceux-ci se demandent même s'ils n'auraient pas été dupés, et à ce point, par exemple que M. Barre ait assisté à l'Elysée au déjeuner offert par le chef de l'Etat au bureau du groupe U.D.F. et non à celui réservé au groupe R.P.R. remarquant que les représentants de M. Barre et Jean-François Deniau, respectivement M.M. Bardion et Moule, soient demeurés députés et non inscrits alors qu'ils sont des adhérents du R.P.R. en tant que militants. Ils ne cachent plus qu'ils doutent de l'impartialité politique de M. Barre en laissant entendre qu'il entendait que le premier ministre penchait en faveur de l'U.D.F. et se laissait forcer la main dans la cabale dirigée contre M. Chirac et le R.P.R. à travers quelques jours de la fin de cette première session de la nouvelle législature, la nervosité, l'agacement des élus gaullistes, réchauffés par le R.P.R., était, comme l'avait dit M. Chirac, « en réserve » par la force des choses. Il avait aussi des velléités de sortir de celle-ci. Les journées d'épuration parlementaire prévues du 27 au 29 septembre à Biarritz, permettront de mesurer la fermeté de ces intentions.

M. CHIRAC : nous avons pour vocation de peser à l'intérieur de la majorité.

M. Jacques Chirac, interrogé par l'Élysée, mardi 20 juin, a notamment déclaré : « Au R.P.R. nous sommes membres de la majorité et nous sommes aujourdh'hui un peu en réserve. Nous avons pour vocation de peser à l'intérieur de la majorité pour que dans tous les domaines nos objectifs soient pris en considération. Nous sommes le premier parti de France par le nombre de ses suffrages recueillis, par le nombre de nos adhérents et de ses députés et nous avons tout de même la possibilité de faire connaître notre sentiment, qu'il soit approbatif ou réservé. »

de soumettre nos propositions constructives et efficaces visant à inscrire une subvention d'équilibre permettant d'épargner aux Parisiens une nouvelle hausse fiscale. L'initiative de la Fédération socialiste s'inscrit bien dans la démarche actuelle du parti socialiste au plan national.

Après la tentative de rassemblement international néo-nazi au château de Blandy-les-Tours (Seine-et-Marne), du 16 au 18 juin (le Monde du 20 juin), l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre (ARAC) s'indigne, dans une lettre adressée au ministre de l'Intérieur, de la recrudescence des activités des groupes néo-nazis. La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) et la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (F.N.D.I.R.P.) s'indignent de leur côté des menées récentes de groupes néo-nazis.

PROTESTATION CONTRE UN MEETING DE L'EURODROITE A LA MUTUALITÉ

Après la tentative de rassemblement international néo-nazi au château de Blandy-les-Tours (Seine-et-Marne), du 16 au 18 juin (le Monde du 20 juin), l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre (ARAC) s'indigne, dans une lettre adressée au ministre de l'Intérieur, de la recrudescence des activités des groupes néo-nazis. La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) et la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (F.N.D.I.R.P.) s'indignent de leur côté des menées récentes de groupes néo-nazis.

La querelle financière entre l'État et Paris pourrait s'aggraver

Le Conseil de Paris siégeant en formation de conseil général, pourrait être prochainement saisi de la création d'impôts départementaux afin de faire face aux frais de transports et d'équipement social qui sont à la charge du département de Paris.

Telle est l'opinion des milieux administratifs de la capitale qui relèvent que l'État doit être inscrit au budget départemental de Paris de 375 millions de francs d'arriérés au titre des dépenses de transports et de 300 millions de francs pour la participation de la Ville au déficit des transports en commun. Ce dernier chiffre comprend 294 millions correspondant aux sommes non inscrites dans les budgets antérieurs et 71 millions pour 1978. (Le Conseil de Paris avait, en décembre 1977, ramené sa participation de 596 millions, somme demandée par l'État, à 525 millions de francs.)

de soumettre nos propositions constructives et efficaces visant à inscrire une subvention d'équilibre permettant d'épargner aux Parisiens une nouvelle hausse fiscale. L'initiative de la Fédération socialiste s'inscrit bien dans la démarche actuelle du parti socialiste au plan national.

PROTESTATION CONTRE UN MEETING DE L'EURODROITE A LA MUTUALITÉ

Après la tentative de rassemblement international néo-nazi au château de Blandy-les-Tours (Seine-et-Marne), du 16 au 18 juin (le Monde du 20 juin), l'Association républicaine des anciens combattants et victimes de guerre (ARAC) s'indigne, dans une lettre adressée au ministre de l'Intérieur, de la recrudescence des activités des groupes néo-nazis. La Ligue internationale contre le racisme et l'antisémitisme (LICRA) et la Fédération nationale des déportés et internés résistants et patriotes (F.N.D.I.R.P.) s'indignent de leur côté des menées récentes de groupes néo-nazis.

ERRATUM

Une coquette nous a fait écrire, dans nos éditions du 21 juin : « M. Barre a évalué à 25 % le taux d'augmentation de la fiscalité parisienne pour 1979. » Il fallait lire : M. Georges Barra, président du groupe socialiste, comme l'indiquait le contexte de l'article.

TROIS CENT

Un h...

quel...

PECHINEY U

Une fédération d'entreprises

UTILITÉ À LA COMMUNAUTÉ

هكذا من الأصل

SOCIÉTÉ

TROIS CENT TRENTE-SEPT MILLE CANDIDATS AU BAC

Un trompe-l'œil

(Suite de la première page.)

C'est peu dire que le baccalauréat n'est plus ce qu'il était. La garantie de réussite sociale ultérieure qu'il offrait jadis s'est amoindrie au fil des ans, chacun le sait bien. Mais on observe toujours un décalage, dans le temps, entre le moment où une réalité change et celui où on prend conscience de ce changement pour s'y adapter. C'est ainsi que, pour le baccalauréat, dans les milieux modestes et les classes moyennes (ces dernières ayant le plus bénéficié du boom des bacheliers), l'illusion est tenace. Le baccalauréat reste un objectif majeur de l'éducation des familles. Ne pas le réussir, c'est déchoir et même trahir l'effort des parents et les sacrifices consentis.

d'entrer. Comme beaucoup de parents vivent encore sur les schémas de l'époque où ils étaient eux-mêmes sur les bancs de l'école, l'embarquement est grand à l'heure des comptes. Dans un ouvrage récent, M. Jean Repussieu résume ainsi l'évolution récente de la société française et de ses chimères à cet égard : « A partir des années 70, le nombre des carrières offertes dans le secteur tertiaire augmente moins vite que le nombre de ceux qui, naguère, avec les diplômes qu'ils possèdent, essaient de se faire une place. La correspondance entre le haut niveau d'instruction et l'assurance d'un emploi bien rémunéré cesse d'être normale. L'enseignement secondaire français se réorganise peu à peu autour de cet objectif : le bac C ou le mort. »

et, dans ces familles informées, on sait que cette étape est plus décisive que celle du baccalauréat, qui intervient deux ans plus tard (2). Seul le bac C permet d'envisager toutes les orientations ultérieures. Les autres ne le permettent plus. Au point que bien des parents préconisent un redoublement en première C à un passage dans une classe terminale d'une autre section. Résumons la situation : le baccalauréat est devenu un phénomène de masse ; il ne dégage plus les élites ; celles-ci se forment dans les sections C ; les mathématiques font le décalage ; les candidats au baccalauréat ont leur avenir derrière eux. L'enseignement secondaire français se réorganise peu à peu autour de cet objectif : le bac C ou le mort.

Le supprimer ?

Depuis que Jules Ferry a institué en France l'obligation scolaire, le niveau culturel de la nation s'est, à l'évidence, élevé. Mais les indicateurs - du niveau atteint ont subi, avec le temps, une inexorable dévaluation. Au dix-neuvième siècle, avoir lire, écrire et compter était un exploit comparable au fait d'être bachelier en 1900. Le titulaire du certificat d'études d'avant guerre avait un prestige comparable à celui du bachelier des années 50. Le licencié d'aujourd'hui est le bachelier d'il y a vingt ans. Constater ce phénomène n'est pas le regretter ; il aurait été dramatique pour la société que l'évaluation du niveau des vies de Français ne s'accompagne pas d'une élévation du niveau culturel de l'ensemble.

Faussement unique dans les espérances qu'il autorise, insuffisant à garantir un emploi correct, le baccalauréat mérite-t-il encore de vivre ? Est-il honnête de mettre sous cette

DU CÔTÉ DES PARENTS

« C'est quand même un bagage »

De notre envoyé spécial

Langres (Haute-Marne). — Voilà un siècle que les villages de Culmont et Chalindrey ont l'air de sortir du chemin de fer. Autant dire qu'ils ne font plus qu'un aujourd'hui puisque la vie de leurs quatre mille habitants tourne presque exclusivement autour du dépôt et de la gare S.N.C.F. de Culmont-Chalindrey, important nœud ferroviaire situé à une dizaine de kilomètres de Langres. Dans cette cité ouvrière et des camps, une dizaine de lycéens — et surtout des lycéennes — tentent cette année leur chance au baccalauréat. Ils font partie des cent quarante-cinq élèves de terminale du lycée Diderot de Langres qui composent en philosophie, ce 21 juin, au lycée polyvalent de Chusmont. Leurs parents sont-ils dans les affaires à la veille de la première épreuve ? Nullement. « Moi, je n'ai que le certificat d'études », explique un ancien cultivateur devenu ouvrier cheminot. Alors il fait bien qu'elle se déroule seule le matin.

est pris par les examens et concours de sa fille, qu'elle note soigneusement sur le calendrier de la cuisine. « Aujourd'hui, c'est mon père qui a pris une journée pour l'emmener à un concours d'infirmières à Dijon. Demain, c'est moi qui le conduis à Chusmont pour le bac. » Mais elle reconnaît aussi que « ce qui compte, c'est avoir un métier ». Sa fille aurait voulu être pharmacienne ; elle l'a déseussée : « Faire sept années d'études pour devenir vendeuse dans une pharmacie, ce n'est pas la peine. On n'a pas les moyens d'acheter une officine. » Chez un couple d'employés de bureau de la S.N.C.F., on est encore plus préoccupé. Le fils se présente au bac C, et ce serait une grande déception s'il échouait, car « il a eu 72,75 de moyenne » cette année, et

QUELQUES CHIFFRES

• LE BACCALAUERAT 1978 : 335 991 candidats dont 238 587 dans les séries du baccalauréat « général » et 100 424 dans les séries du baccalauréat de techniciens. Pour les séries générales 33,2 % des candidats dans la série D et la série O, 26 % en A, 19,6 % en C, 17,5 % en B et 3,7 % en E. • LES RESULTATS EN 1977 : Il y avait eu 325 827 admis (224 000 candidats) dans les séries générales (81,1 %) et 36 290 admis (33 300 candidats) dans les séries de techniciens (88,1 %).

L'ORIGINE SOCIO-PROFES-SIONNELLE

Pour 1976, la répartition des candidats en fonction de milieu socio-professionnel d'origine était la suivante : professions libérales et cadres supérieurs, 22,3 % ; cadres moyens, 14,8 % ; ouvriers, 14,3 % ; patrons de l'industrie et du commerce, 11,5 % ; employés, 11,5 % ; agriculteurs, 7,8 % ; autres, 13,4 %.

LA DEMOCRATISATION DE L'UNIVERSITÉ

Le fait très lentement, 1969 : 6,4 % de fils d'ouvriers ; 1976 : 13,3 % (contre 41,6 % et 44,6 % pour les enfants de cadres supérieurs, patrons et membres des professions libérales. Plus on s'élevé dans l'université, plus la proportion d'enfants de ces catégories favorisées s'accroît : 37,3 % dans le premier cycle, 44,9 % dans le second et 52 % dans le troisième. Pour les fils d'ouvriers, on observe le phénomène inverse.

UN ÉTUDIANT IRANIEEN EST EXPULSÉ DE FRANCE

Grenoble. — M. Chosroobeh Foroughi, étudiant iranien en première année de sciences économiques, a été expulsé mardi après-midi 20 juin du territoire français. Convoqué le matin même à l'hôtel de police, où lui fut notifiée son interdiction de séjour, il a été aussitôt conduit à l'aéroport de Lyon-Satolas. L'étudiant, qui était inscrit depuis trois ans en première année et ne cachait pas ses opinions politiques hostiles au régime iranien, aurait dû être conduit dans un avion à destination de Téhéran. Des démarches effectuées dans la journée par plusieurs organisations syndicales et politiques auprès des services de la préfecture de l'Isère ont permis de modifier en dernière minute l'ordre d'expulsion, et M. Foroughi s'est envolé pour Bruxelles. Le 16 mai dernier, un étudiant toulinois résidant à Grenoble, M. Mahjoub Minjili, avait déjà été expulsé (Le Monde du 20 juin).

UN ÉTUDIANT IRANIEEN EST EXPULSÉ DE FRANCE

(De notre correspondant.)

Tous les parents ont-ils ainsi désabusés à l'égard du bac ? Non, bien sûr. Ainsi, la mère d'une candidate au bac D — qui est inscrite à Culmont depuis vingt ans — avoue que tout son mois de juin

Les chimères des parents

Où l'illusion se défile, c'est bien après le baccalauréat. Lorsque chacun, passés les effres de l'examen, franchit les obstacles (saisés, puisque 70 % y parviendront, bon an mal an), se retrouvera confronté avec la dure réalité de l'enseignement supérieur, où 80 % des bacheliers continuent

ANDRÉ FASSERON

M. CHIRAC : nous sommes

vocal de peser à l'heure de la majorité. M. Jacques Chirac, député R.P.R. de la région de la Seine-Saint-Denis, a déclaré à l'Assemblée nationale que le R.P.R. n'est pas un parti de gouvernement, mais un parti de majorité. Il a souligné que le R.P.R. n'a pas de programme, mais qu'il a une ligne politique. Il a également mentionné que le R.P.R. n'est pas un parti de gauche, mais un parti de droite.

Protestation contre un meeting de l'Europe à la municipalité

Après la manifestation de mardi 20 juin, les militants de l'Europe ont organisé un meeting de protestation à la municipalité. Ils ont dénoncé le rôle de la municipalité dans la mise en œuvre de la directive européenne sur l'immigration.

Une fédération d'entreprises

Pechiney Ugine Kuhlmann plonge ses racines, souvent plus que centennaires, dans de nombreuses régions françaises. Il pourra, à lui seul, résumer l'histoire industrielle de notre pays. Pechiney Ugine Kuhlmann ne s'est pas constitué en un jour mais par mariages successifs d'entreprises. Souvent petites ou moyennes à l'échelle mondiale, elles se sont rapprochées pour des raisons de complémentarité industrielle. Ce regroupement a rendu possibles des investissements qu'aucune de nos sociétés n'aurait pu envisager seule. Il a aussi créé une solidarité que les difficultés économiques actuelles nous permettent de mieux mesurer.

Utile à la communauté

Pour nos maisons, nos transports, nos équipements, notre santé, nous ne pouvons nous passer d'aluminium.

quelques mots sur PECHINEY UGINE KUHLMANN

- Points de repère
- 100.000 personnes salariées environ (dont plus de 80 % en France)
- 230 usines en France et 60 à l'étranger (dont 23 aux États-Unis)
- Présence commerciale dans plus de 120 pays
- Quelque 300.000 actionnaires
- Chiffre d'affaires consolidé 1977 : 26 milliards de francs. En augmentation de 17 % sur 1976.

Dans laquelle un salarié sur trois travaille pour l'exportation

On connaît le lien entre les ventes à l'extérieur d'un pays comme le nôtre — qui doit acheter à l'étranger la plupart de ses matières premières — et le niveau de vie de ses habitants. Cette année, les sociétés françaises du Groupe ont réalisé 35 % de leur chiffre d'affaires à l'exportation. Elles ont ainsi couvert 13 % de la facture pétrolière de notre pays.

A la pointe de la recherche

Les 1550 brevets déposés cette année, en France et à l'étranger, témoignent de notre volonté d'innover. Plus de 3.500 personnes travaillent dans nos laboratoires et centres de recherche. Elles préparent des produits utiles et non pas superflus. Notre souhait est de donner au progrès matériel un sens respectueux de l'homme.

Une fédération d'entreprises

Pechiney Ugine Kuhlmann plonge ses racines, souvent plus que centennaires, dans de nombreuses régions françaises. Il pourra, à lui seul, résumer l'histoire industrielle de notre pays. Pechiney Ugine Kuhlmann ne s'est pas constitué en un jour mais par mariages successifs d'entreprises. Souvent petites ou moyennes à l'échelle mondiale, elles se sont rapprochées pour des raisons de complémentarité industrielle. Ce regroupement a rendu possibles des investissements qu'aucune de nos sociétés n'aurait pu envisager seule. Il a aussi créé une solidarité que les difficultés économiques actuelles nous permettent de mieux mesurer.

Utile à la communauté

Pour nos maisons, nos transports, nos équipements, notre santé, nous ne pouvons nous passer d'aluminium.

Sur simple demande de votre part, nous vous enverrons notre brochure "Objectif Avenir". Direction de l'Information et des Relations extérieures - 23, rue Balzac - 75008 PARIS

Le Monde DE L'EDUCATION NUMERO DE JUIN QUE FAIRE APRES LE BAC? Les chances de réussite selon les études. En vente partout : 6 F

Publicité

Centre I.S.T.H. Centre AUTEUIL - TOLBIAC
Institut privé des Sciences et Techniques humaines
EXPERTISE COMPTABLE DECS
trois certificats
Préparation intensive complète par certificat. Début juillet 1978.
Encadrement 136 16 heures hebdo. par certificat.
Groupes de 12 à 15 étudiants

AUTEUIL 8, Av. Leclapart
75016 Paris - Tél. 224.10.72
TOLBIAC 83, Av. d'Italie
75013 Paris - Tél. 889.63.91

Se perfectionner, ou apprendre la langue anglaise
LES COURS D'ANGLAIS DE LA BBC
Cours avec explications en français
Documentation gratuite :
EDITIONS DISQUES BSCM
8, rue de Saint - 75008 Paris

Préparation d'été au
CAPA
Certificat d'aptitude à la prof. d'avocat
CEPES
Emploi de la prof. de préparation
37, rue St-Jacques, 75014 Paris
Tél. 722.94.94 ou 745.09.19

« M V LIBAN »
paquet mixte (14.000 T.)
Lignes régulières : MARSEILLE, ALEXANDRIE, BEYROUTH
WORMS PARIS 260-35-20 - WORMS MARSEILLE 91-80-22

encore plus douces...
Lentilles de contact souples
On ne les sent plus sur l'œil
Un pas considérable vient d'être franchi dans la technique des lentilles de contact : fabriquées dans une nouvelle matière souple et perméable à l'eau (donc aux larmes et à l'air), spécialement destinées aux yeux sensibles, elles apportent une solution parfaite aux problèmes de tolérance. Elles sont encore plus agréables à porter et encore plus invisibles...
Essayez YSOPTIC
80, Bd Malesherbes
75008 PARIS Tél. 522.15.52
Documentation et liste des correspondants français et étrangers sur demande.

ECOLE SUPERIEURE DE TOURISME ET DE SECRETARIAT MODERNE
EST ESM
ENSEIGNEMENT TECHNIQUE PRIVE
4, Place Saint-Germain des Prés - 75006 PARIS
Tél. : 548-42-31 / 222-66-29
PRÉPARATION AU BACCALAUREAT DE TECHNICIEN
• Secrétariat médical BAC P8 • Secrétariat commercial BAC G1
• Gestion et Techniques commerciales BAC G3
• BTS TOURISME • BTS Distribution et Gestion
• BTS Secrétariat de Direction et Trilingue
pan à découper et à retourner
EST / ESM 4, Place Saint-Germain des Prés 75006 PARIS
demande de documentation sans engagement
NOM _____
Adresse _____

COLLÈGE SÉVIGNÉ
ÉTABLISSEMENT D'ENSEIGNEMENT PRIVÉ LAÏQUE MIXTE
28, rue Pierre-Nicole - 75005 PARIS - Tél. : 03-53-94 et 03-96-53
Externat - Demi-Pension - Etudes surveillées
DU JARDIN D'ENFANTS AUX BACCALAURÉATS
Préparation CAPES et AGREGATIONS présents et correspondants
Formation JARDINIÈRES D'ENFANTS ET INSTITUTRICES
Directrice : Mlle MONTADES, agrégée de l'Université

COMPTABILITÉ
Lycéens, étudiants,
Quel que soit le résultat obtenu au Baccalauréat, une possibilité vous est offerte : celle de vous diriger vers les examens et les carrières comptables.
Afin de préparer ces épreuves, contactez rapidement le C.E.C., Centre spécialisé dans les préparations aux examens comptables menant à l'expertise Comptable.
C.E.C. ENSEIGNEMENT PRIVE A DISTANCE
31, rue du Bois-de-Boulogne
92010 Nanterre-sous-Bois - France
Tél. Paris : 447-00-80

NOTRE Télex
POUR VOS COMMUNICATIONS
Venez nous téléphoner vos messages. Nous les télétransmettons aux correspondants par télex : sans vous téléphoner.
Service Télex
345.21.62-1 / 345.80.28
88, Avenue Daumesnil, 75012 PARIS

ÉDUCATION

LES ÉTUDIANTS SANS MÉMOIRE

II. - Les bienfaits de la misère

par PHILIPPE BOGGIO

Dix ans après mal sa (voir par ailleurs notre page idées) la morosité règne sur les campus de plus en plus désertés par les étudiants. Une seule règle semble guider les rapports des étudiants d'aujourd'hui avec leur université : « Y passer le moins de temps possible, tout en se donnant les chances d'obtenir un diplôme. » (Le Monde du 21 juin).

« J'ai de la chance », dit Jérôme, étudiant à l'université Paris-VI. « J'ai trouvé un emploi de pion dans un internat de banlieue les jours d'absence. Il attaque à grands coups de marteaux un sandwich au jambon transparent. La bière est trop froide. Il faut attendre. Dans cinq minutes, il devra planter la Lydie dans ce café de la place Jussieu en face de la « fac ». Pas de soirée commune en perspective : il part à faire ses heures », après sa journée de cours, et surveiller des lycéens remuants qui le « prennent pour un fils ».

Dix ans plus tôt, on aurait dit de lui qu'il était parmi les étudiants pauvres. Parmi les orphelins, canards boiteux méritants d'une Université surtout peuplée de nantis. On l'aurait regardé partir vers son internat, tandis que ses camarades seraient allés refaire le monde, aux frais de leurs villages, dans les cafés du quartier Latin. Aujourd'hui, Jérôme fait figure de privilégié. Il était généralement admis jusqu'à ces toutes dernières années que l'inconfort psychologique des étudiants était surtout dû à l'ambiguïté de leur statut marginal. Faute de pouvoir, le temps de leurs études, les rattacher à une catégorie sociale précise, on les assimilait à celle de leur origine ou de leur devenir : des bourgeois. Cette ambiguïté a même été cause d'incompréhension : les syndicats de travailleurs, les communistes des usines ont prudemment repoussé les névroses demandées d'alliance des grévistes des campus.

« Je ne suis pas un bourgeois », dit un étudiant, « et je ne veux pas l'être ». Mais, dit un autre, « si on ne se défend pas, on se fait passer pour bourgeois ». Les étudiants ont donc une double tâche : celle de ne pas être bourgeois, et celle de ne pas l'être. C'est la tâche de la misère.

Après l'échec de la contestation, le travestissement est-il la dernière arme en usage sur les campus ? Le misérabilisme prétend des conditions de vie agit comme une défense contre l'accroissement régulier depuis 1976 — des horaires de cours contre la complexité d'un enseignement que, dans leur majorité, les étudiants comprennent de plus en plus mal. L'argument du travail l'extérieur permet, désormais, de refuser l'innovation pédagogique, le superflu, tout ce qui n'est pas strictement nécessaire à l'obtention du diplôme. La ruse est un peu grosse ? Qu'importe : la force de cette nouvelle techn-

Proletarianisation

Faut-il remettre ces soupçons ? Bien que selon les statistiques officielles, 60 % des tout cent dix mille étudiants français soient toujours issus des couches favorisées de la population, les « enfants riches », inactifs et insoucients, semblent à l'arrière les légions d'étudiants salariés à Cor à l'entendre, les étudiants travaillent tous — ou ont travaillé, ou risquent de devoir le faire pour payer les études. Jeunes gens pleurés malgré eux dans le monde actif, on les dit désormais contraints, pour survivre, de multiplier les apparences de grande pauvreté. L'université finit le temps des jobs d'été qui permettaient à de futurs cadres de faire une brève incursion, sans risque, dans l'univers de la production. Les étudiants de 1978 sont en permanence bibliothécaires, fonctionnaires, employés de maison, secrétaires, vendeurs de milk, caissiers de grande épicerie à ses heures. Ils travaillent souvent la nuit, parfois le week-end, réduisant leurs loisirs à la portion congrue. Mort apparente de la participation, les étudiants aujourd'hui le camp des travailleurs à activités multiples, de ces paysans obligés de laisser leurs champs pour aller à l'usine.

Manipulations

Ces affirmations pourraient bien relever davantage du mythe que de la réalité. Avant son soixante-troisième congrès, en mai 1976, l'UNEF avait fait paraître un sondage sur les étudiants adhérents. Sur mille réponses, il apparaissait que 60 % des étudiants étaient contraints de travailler dans un internat ou de travailler à temps plein ou à mi-temps pendant les vacances. Deux ans plus tôt, après une enquête de même nature, l'UNEF estimait que 54 % des étudiants étaient salariés, 11 % en quête de travail et que 85 % — soit 16 % de plus qu'en 1976 — devaient prendre des jobs d'été. Plus tard, M. Robert Morvan, dans Clarité, le mensuel de l'Union des étudiants communistes (U.E.C.), estimait, lui, que 40 % des étudiants sont contraints de travailler pour payer leurs études. Les chiffres varient. Il est toujours délicat, il est vrai, de définir avec précision le statut étudiant souvent clandestin, rarement garanti par les lois sociales. Peut-on mettre sur le même plan les vingt-cinq heures de « pionnat » de Jérôme, les six heures de cours d'anglais de Véronique, étudiante parisiennne, les trente heures d'Alain, aide de nuit dans un hôpital de Montpellier ? Cette confusion entraîne-t-elle une surestimation du travail parallèle aux études ? Une autre enquête publiée par le Centre d'études et de recherches sur les qualifications (CERQ) accorde au salariat une grande importance : près de 60 % de fils d'ouvriers et 42 % des enfants de cadres exercent une activité rémunérée à plein temps en première année de lettres. Quarante pour cent des garçons (28 % des filles) travaillaient à plein temps en troisième année de droit.

LES LENTEURS DE LA DÉMOCRATISATION

L'enseignement supérieur français se démocratise pas vite. Malgré les apparences, il demeure le domaine presque réservé de la petite et moyenne bourgeoisie. Selon les statistiques du ministère des universités, 33,2 % des inscrits de 1976-1977 étaient issus des milieux de professions libérales et de cadres supérieurs, 11,4 % étaient fils ou filles de patrons de l'industrie et du commerce, 17 % de cadres moyens. En 1960, ces trois catégories représentaient respectivement 29,4 %, 18,2 % et 18,8 % des inscrits à l'université.

Cette relative stabilité s'explique surtout par l'intérêt croissant des enfants de cadres pour les grandes écoles. Les fils d'agriculteurs ne sont toujours que 5,6 % (contre 5,7 % en 1960) des inscrits. Les fils de commerçants, 9,3 % (contre 8,4 %), ceux d'ouvriers, 12,4 % (contre 5,5 %).

Les professions libérales et les patrons de l'industrie sont représentés à 45,5 % en droit (contre 45,8 % en 1960), à 54,8 % en médecine (contre 59,7 % dix ans plus tôt). Tandis que les fils d'ouvriers ne sont respectivement que 11,8 % (contre 4,8 % en 1960) et 7,1 % (contre 2,4 % en 1960) dans ces mêmes disciplines.

Les étudiants sont-ils pauvres ? Une enquête publiée par le CERQ (Centre d'études et de recherches sur les qualifications) montre que, parmi ceux qui n'exercent aucune activité rémunérée, 25 % des inscrits en première année de lettres vivent avec le seul aide familiale, 17 % bénéficient d'une bourse. En droit, les proportions sont de 29 % et de 17,5 % ; 20 % des étudiants du premier cycle sont boursiers, 17 % dans le second et 5 % dans le troisième.

La profétisation du milieu intermédiaire la perception professionnelle du statut étudiant. Elle influence — à la baisse — l'estimation des charges de travail, des révisions, des devoirs, des efforts de création et de participation, réclamés dix ans plus tôt par leurs aînés. Le pilier de l'ancienne contestation de l'université de 1968, la dénonciation des cours magistraux, est en train de céder. Déjà, la revendication s'organise : n'ayant plus le temps — puisqu'ils affirment devoir travailler à l'extérieur — de courir d'un « T.D. » (travaux dirigés) à l'autre, de se livrer à des enquêtes ou de préparer des exposés, les étudiants demandent le retour des cours en amphithéâtre. Quand les enseignants seront-ils sommés de redevenir des mandarins ?

de survie réside dans la répétition. « Tous les cours sont permis, estime Marc, dès lors qu'on nous évite au chômage. » Ainsi se trouvent annulés, rejetés par l'inertie des étudiants de 1978 les efforts de création et de participation, réclamés dix ans plus tôt par leurs aînés. Le pilier de l'ancienne contestation de l'université de 1968, la dénonciation des cours magistraux, est en train de céder. Déjà, la revendication s'organise : n'ayant plus le temps — puisqu'ils affirment devoir travailler à l'extérieur — de courir d'un « T.D. » (travaux dirigés) à l'autre, de se livrer à des enquêtes ou de préparer des exposés, les étudiants demandent le retour des cours en amphithéâtre. Quand les enseignants seront-ils sommés de redevenir des mandarins ?

Prochain article :
LE DIPLOME AVANT TOUTE GHOSE
(Publié)

AVIS DE CONCOURS
Université Claude Bernard (Lyon I)
INSTITUT DE SCIENCE FINANCIÈRE ET D'ASSURANCES
L'Institut de Science Financière et d'Assurances, créé en 1930, a pour but la formation d'actuels.
Le recrutement a lieu par voie de concours ouverts aux étudiants du D.E.U.G. (Sciences des Structures et de la Matière) ainsi qu'aux élèves de Classes de Mathématiques Spéciales.
Prochain Concours : le 11 septembre 1978.
Inscriptions reçues jusqu'au 3 juillet 1978.
Enseignement à la fois scientifique, économique, comptable et juridique.
Débouchés dans l'Assurance, la Banque, la Finance.
Durée des études : 3 ans.
Pour tout renseignement s'adresser à :
I.S.F.A. - B.P. 2037
69603 VILLERBANNE CEDEX
Tél. : (78) 58-74-92

merveille : la profétisation du milieu intermédiaire la perception professionnelle du statut étudiant. Elle influence — à la baisse — l'estimation des charges de travail, des révisions, des devoirs, des efforts de création et de participation, réclamés dix ans plus tôt par leurs aînés. Le pilier de l'ancienne contestation de l'université de 1968, la dénonciation des cours magistraux, est en train de céder. Déjà, la revendication s'organise : n'ayant plus le temps — puisqu'ils affirment devoir travailler à l'extérieur — de courir d'un « T.D. » (travaux dirigés) à l'autre, de se livrer à des enquêtes ou de préparer des exposés, les étudiants demandent le retour des cours en amphithéâtre. Quand les enseignants seront-ils sommés de redevenir des mandarins ?

esd école des secrétaires de direction
15, rue Soufflot - 75005 Paris
enseignement privé
Téléphone: 325.44.40

IL Y A PEU DE PROFESSIONS OÙ L'OFFRE D'EMPLOI DÉPASSE À CE POINT LA DEMANDE

مكتبة من الأصل

MÉDI
Les irradiations gamma restent extrêmement...
SCIENCES
D
C
F
L

هكذا من الأصل

MÉMOIRE

isère

peu d'heures de travail ? Toi qui nous envoies directement au chômage ?

DE LA DÉMOCRATISATION

Les professions libérales et les patrons de l'industrie sont représentés à 45,5 % en 1950, à 64,8 % en 1960, à 68,7 % en 1970.

LE DIPLOME AVANT TOUTE CHOSE

AVIS DE CONCOURS

INSTITUT DE SCIENCE FINANCIÈRE ET D'ASSURANCES

Prochain article : LE DIPLOME AVANT TOUTE CHOSE

LE DIPLOME AVANT TOUTE CHOSE

AVIS DE CONCOURS

INSTITUT DE SCIENCE FINANCIÈRE ET D'ASSURANCES

Prochain article : LE DIPLOME AVANT TOUTE CHOSE

LE DIPLOME AVANT TOUTE CHOSE

AVIS DE CONCOURS

INSTITUT DE SCIENCE FINANCIÈRE ET D'ASSURANCES

Prochain article : LE DIPLOME AVANT TOUTE CHOSE

LE DIPLOME AVANT TOUTE CHOSE

AVIS DE CONCOURS

INSTITUT DE SCIENCE FINANCIÈRE ET D'ASSURANCES

Prochain article : LE DIPLOME AVANT TOUTE CHOSE

LE DIPLOME AVANT TOUTE CHOSE

AVIS DE CONCOURS

INSTITUT DE SCIENCE FINANCIÈRE ET D'ASSURANCES

Prochain article : LE DIPLOME AVANT TOUTE CHOSE

MÉDECINE

L'HOSPITALISATION DE QUATRE ENFANTS ALGÉRIENS

Les irradiations graves restent extrêmement rares

Contrairement aux informations initialement recueillies (le Monde du 15-19 juin), ce ne sont pas trois, mais quatre enfants algériens qui sont actuellement hospitalisés à la Fondation Curie.

SCIENCES

DES CRIQUETS PÉLERINS ONT ÉTÉ REPÉRÉS AU KENYA

Nairobi (A.F.P., U.P.T.). - Des vols de criquets pèlerins ont été repérés au Kenya, dans la région d'El-Wak, située à 600 kilomètres au nord-est de Nairobi, près de la frontière somalienne.

ERRATUM

Une erreur a dénaturé le titre de l'article de Nicolas Beau, relatif à la médecine de groupe, dans les premières éditions du Monde du 21 juin.

Le procès en appel de M. Georges Marchais contre deux directeurs de journaux

Y aller ou pas ?

MM. Auguste Lecœur, directeur du mensuel « La Nation socialiste », et Jean Boizeau, qui dirige l'hebdomadaire « Minute », se sont-ils rendus coupables d'usage de faux documents au tribunal de grande instance de Paris ?

Car les « obstacles » semblent de taille. Il n'y a pas, en l'espèce, de faux judiciairement répréhensibles, a soutenu l'avocat général.

Intérêt suspect

Peut-être, mais pas comme cela, lui a lancé le chef du ministère public, au banc d'accusé se trouvaient M. Yves Lescoc, substitut du procureur général, et les défenseurs des prévenus.

Sur appel du secrétaire général du parti communiste et appel incident formé par le parquet, la 1^{re} chambre de la cour d'appel de Paris a de nouveau examiné l'affaire, mardi 20 juin, sous la présidence de M. Roland Defontaine.

mande donc que la première relaxe soit confirmée.

Michel Kajman.

Des appartements exceptionnels dans un quartier exceptionnel.



Un environnement très privilégié... au cœur du patrimoine culturel de Paris : le Panthéon, le lycée Henri IV, la Sorbonne, le lycée Louis Le Grand... Studios et 2 pièces de très grand confort.

L'ESTRAPADE-CLOTILDE

14, rue de l'Estrapade/4, rue Clotilde Paris 5^e

VISITEZ SUR PLACE LE STUDIO DÉCORÉ

Tous les jours de 11 h à 13 h et de 14 h à 19 h. Tél. 329.05.41



3, avenue Kleber 75116 Paris. Tél. 500.72.00

Ancien directeur de la prison de la Santé

M. HUBERT BONALDI S'ESTIME « PROMU »

Pour répondre aux commentaires qu'a provoqués l'annonce de sa prochaine nomination comme chargé de mission auprès du directeur de l'Administration pénitentiaire...

M. Bonaldi a souligné que cette nomination était une « promotion », dans la mesure où lui-même demandait, depuis plusieurs années, que siège à la chancellerie un représentant de l'Administration pénitentiaire...

Après avoir constaté un « divorce profond » entre ceux qui conduisent la politique judiciaire et ceux qui, à la base, doivent l'appliquer dans les prisons...

Le directeur de la maison d'arrêt de la Santé n'a pas caché qu'il ressentait « un peu d'amertume » à l'idée de quitter son poste.

SEPT PERSONNES INTERPELLÉES EN CORSE

Sept personnes ont été interpellées, le mardi 20 juin, en Corse - quatre à Ajaccio et trois dans la plaine orientale - dans le cadre d'une enquête sur les activités du Front de libération nationale de la Corse (F.L.N.C.)...

JUSTICE

LA PRÉSENCE POLICIÈRE A LA GOUTTE-D'OR

Un quartier « difficile » sous surveillance

« Ils ont bloqué la rue. D'un coup, ils ont crié et demandé à tout le monde de remonter la rue de la Goutte-d'Or. Les clés de mon étalage se sont retrouvées par terre. Ils faisaient courir tout le monde. » « Ils », ce sont les C.R.S. Tout cela se passait le 10 juin. C'est un épicier de la Goutte-d'Or (Paris-18^e) qui raconte cette histoire.

Le 11 juin, à l'angle des rues de Chartres et de la Charbonnière, une autre scène. « Ils ont matraqué plusieurs personnes en pleine figure, raconte Salié, commerçant du quartier. Ils étaient une dizaine sur un type, et cognaient. Un flic lui avait mis sa matraque sur la bouche. »

Judi 15 juin, un Noir, qui vient d'être interpellé, attend tranquillement sur le banc du poste de police de la rue Fleury. Il est soudain pris à partie par un gardien de la paix. Cris, injures. Pour rien.

Depuis bientôt quinze jours, la Goutte-d'Or vit sous la surveillance redoublée de la police. Aux rondes traditionnelles des gardiens de la paix du quartier, se sont ajoutées des patrouilles de C.R.S. « Ils arrivent sur le coup de midi, explique un habitant, et

ils repartent vers 19 ou 20 heures. » Par groupes de trois, des équipes déambulent alors dans le quartier.

Pistolets à la hanche, ils contrôlent les identités, « tournent » autour des voitures, observent les queues qui se forment devant les maisons de passe. « Ils entretiennent les meilleures relations avec les gars des échiquiers des bordels, raconte Michel. De temps en temps, ils discutent avec les filles, ils font circuler, ou ils font accélérer le mouvement. » Le cireur de chaussures et les petits vendeurs de manne fraîche n'ont qu'à bien se tenir.

« Vous savez, explique un diaculaire, les gens ne réagissent pas parce qu'ils ont peur de l'expulsion. Ils ont peur d'être amendés à la préfecture, et puis au-delà de la frontière. »

« Il y a du bon et du mauvais », note de son côté un restaurateur marocain qui peste contre l'encombrement des trottoirs, les pickpockets et les déçus.

Pourtant, chacun constate que les patrouilles cessent vers vingt heures, c'est-à-dire lorsque le quartier devient effectivement moins sûr. Les maisons de passe ont alors tout le loisir de pro-

pérer, les jeux de hasard aussi (bonneteau, tochi-tochi, etc), et les bagarres de café d'éclater. L'effort de la police apparaît dès lors bien partiel et inefficace, en tout cas bien incapable de neutraliser cette « faune la plus souvent étrangère » dont parlait, en mars 1978, le journal électoral de l'actuel député U.D.F. du dix-huitième arrondissement, M. Jean-Pierre Pierre-Bloch.

Dans un communiqué, daté du 14 juin, le comité local du MRAP (Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples) indique ne pas vouloir « accepter de voir le quartier en état de siège et les étrangers humiliés ». La préfecture de police se contente de déclarer que cette surveillance de la Goutte-d'Or par des C.R.S., vient de ce que le quartier a été signalé comme « difficile ».

LAURENT GRELSAMER.

Le Syndicat C.G.T. de la police précise que ce n'est pas lui, mais l'union des syndicats C.G.T. des services publics de la ville et du département de Paris qui a appelé à une semaine d'action revendicative, du 19 au 23 juin, portant sur les problèmes de salaires et de conditions de travail (le Monde du 20 juin).

FAITS ET JUGEMENTS

Procès de trente-quatre antimilitariste à Lyon.

Le tribunal correctionnel de Lyon a examiné, mardi 20 juin, trois affaires concernant au total trente-quatre militants antimilitaristes. Ceux-ci étaient inculpés soit pour avoir renvoyé leur livret militaire par mesure de soutien aux paysans du Larzac, soit pour avoir refusé, en ce qui concerne cinq objecteurs de conscience, d'effectuer leur service national à l'Office national des forêts, soit enfin, pour vingt-huit autres, d'avoir, le 29 août 1977, interrompu les émissions régionales de FR3 pour faire diffuser un communiqué en faveur d'un objectif de conscience gréviste de la faim. Les jugements seront rendus le 3 juillet.

Une cinquantaine de militants qui défilait dans les rues de Lyon, au terme de procès, ont été interpellés par la police puis relâchés après vérification d'identité. Le Groupement d'intervention lyonnais a, d'autre part, revendiqué un attentat au cocktail Molotov commis, dans la nuit du lundi 19 au mardi 20 juin, contre les bâtiments du tribunal militaire de Lyon, ainsi que diverses inscriptions à la peinture tracées sur plusieurs bâtiments officiels.

Diffamation envers une association franco-arabe.

Maurice Biège, directeur de V.S.D., et M. Philippe Bernier, auteur d'un article publié le 23 octobre dans ce magazine, ont été condamnés, respectivement, à 3 000 F et à 2 000 F d'amende, mardi 20 juin, par la dix-septième chambre correctionnelle de Paris, qui a, d'autre part, alloué 8 000 F de dommages-intérêts à l'Association de solidarité franco-arabe (ASFA).

L'article incriminé évoquait un voyage d'industriels bretons en Irak, organisé par l'ASFA. Le jugement déclare notamment : « Présenter ce voyage, qui n'était en réalité qu'un voyage d'observation de la partie civile, que d'établir des contacts permettant de développer les exportations bretonnes vers l'Irak ou les pays voisins de cet Etat, dans un article consacré exclusivement aux réseaux français du terrorisme international, incite manifestement le lecteur à assimiler l'Association de solidarité franco-arabe à l'un de ces réseaux. L'auteur de l'article laisse entendre que l'Association s'est associée, en parfaite connaissance de cause, à une entreprise qui ne pouvait tendre qu'à faire subventionner le séparatisme breton par un pays arabe... »

Vingt ans de réclusion après une fusillade électorale.

Le cour d'assises des mines du Nord a condamné, mardi 20 juin, au terme de deux jours de procès à huis clos, à huit ans d'emprisonnement, pour cinq avec sursis probatoire, un jeune homme qui avait participé à l'attaque de la permanence électorale de M. Norbert Segard le 11 février 1977 (le Monde a daté le 13-14 février 1977). L'insouciant de l'arrestation, Daniel Waroquier, quarante-six ans, a été condamné à vingt ans de réclusion. Daniel Waroquier, qui avait participé à plusieurs campagnes électorales comme responsable des collecteurs d'affiches, ne supportait pas d'être supplanté par Roger Mureau, quarante-cinq ans, ancien catibeur, surnommé « le bourreau de Béthune ». Il avait donc organisé contre celui-ci une expédition punitive, à l'accompagner, armé d'un 22 long rifle, de tirer. Roger Mureau avait été grièvement blessé. — (Corresp.)

Les Douanes condamnées pour perquisitions irrégulières.

Le tribunal correctionnel de Dijon a condamné, mardi 20 juin, l'administration des douanes pour perquisitions irrégulières chez un industriel, M. Pierre Millère, domicilié à Annonay (Côte-d'Or), soupçonné de fraude à l'importation. Le tribunal a estimé que les visites domiciliaires et la saisie de documents effectuées par les douanes étaient de nature à porter atteinte au droit de la liberté individuelle et au secret des correspondances. De nombreux documents ne concernant pas du tout les activités commerciales de l'industriel lui avaient été retirés, notamment des lettres personnelles. Les perquisitions ayant été déclarées nulles, cette nullité a été étendue à toute la procédure.

Gatastrophes de Liévin : le chef de fosse renvoyé en correctionnelle.

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Douai a rendu, mardi 20 juin, un arrêt sur les suites judiciaires à donner à la catastrophe minière de Liévin qui le 27 décembre 1974, avait fait quarante-deux morts (le Monde a daté le 29-30 décembre 1974). M. Augustin Coquidé, chef de la fosse de Liévin, dont dépendait la fosse de Liévin, inculpé d'homicide et de blessures involontaires par imprudence, maladresse, inattention, négligence ou inobservation des règlements, comparaitra devant le tribunal correctionnel de Béthune. Le rapport des services des mines remis en octobre 1975 avait conclu que « l'accident n'était pas imputable à une infraction au règlement général ». Cette affaire, à l'origine, avait été confiée à M. Henri Pascal, premier juge d'instruction à Béthune, mais ce dernier était dessaisi du dossier le 25 juillet 1975. La chambre d'accusation reprenait en charge l'instruction et ordonnait, le 4 février 1976, l'inculpation de M. Coquidé « ainsi que de toutes personnes qui étaient sous ses ordres et contre lesquelles des charges seraient retenues au cours de l'instruction ». M. Coquidé comparaitra seul au tribunal de Béthune.

Pompes funèbres et « charognards ».

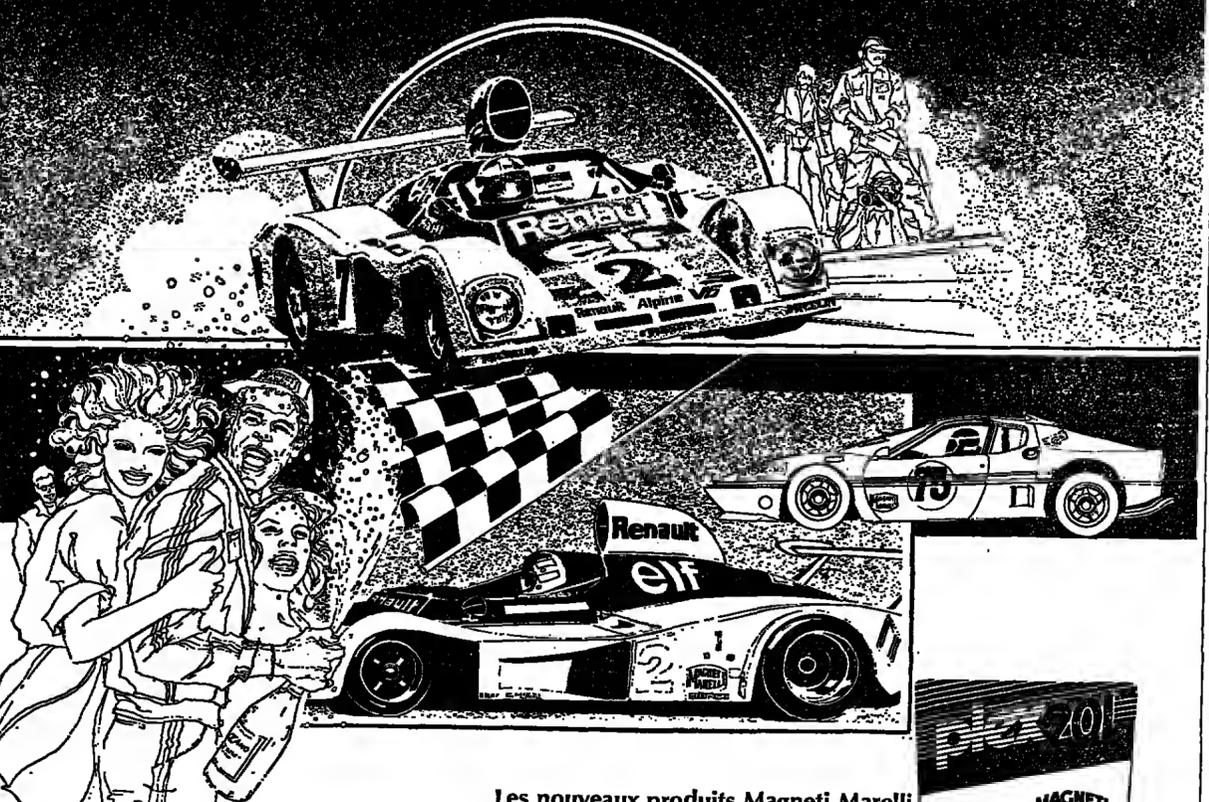
Une information a été ouverte lundi 19 juin par Mlle Marie-Chantal Coux, juge d'instruction à Marseille, après le dépôt d'une plainte par la ville contre plusieurs entreprises privées de pompes funèbres. Bien que les pompes funèbres municipales disposent d'un monopole en matière de fournitures, des entreprises privées peuvent exercer la profession, à Marseille, moyennant le paiement d'une taxe à la ville. Leurs bénéfices se réalisent alors sur des fournitures échappant au monopole. Il apparaît que la concurrence que se livrent ces entreprises privées les a amenées, depuis des années, à pratiquer une « course aux mourants » pour le moins délicate, grâce à un réseau de « rebailleurs » constitués principalement par des agents hospitaliers, notamment dans les centres de réanimation ou d'urgence et les cliniques, qui avisent les entreprises de pompes funèbres de l'imminence de certains décès et leur indiquent nom et adresse de la famille du mourant. Les conclusions de l'enquête de la brigade financière récemment déposées au parquet révèlent une très grande extension de ces pratiques. — (Corresp.)

Plusieurs engins incendiaires ont été lancés, mardi 20 juin, vers 18 h. 15 par des inconnus sur la façade de l'ambassade de l'Équateur, 42, avenue de Messine à Paris. Un début d'incendie à l'extérieur de l'ambassade a été rapidement maîtrisé par les sapeurs-pompiers qui ne signalent aucune victime. Aucune organisation n'a revendiqué cet attentat.

Magneti Marelli au Mans

Aux "24 heures"

Renault Elf turbo a gagné avec les équipements électriques et électroniques Magneti Marelli.



Les nouveaux produits Magneti Marelli pour l'automobile de série dérivent de l'expérience des courses:

Plex 201, allumage électronique "sans contacts" peut être monté en quelques minutes en garantissant:

- un démarrage immédiat à partir de moteur arrêté
- aucune nécessité d'entretien • une longue durée des bougies d'allumage
- un meilleur rendement du moteur même en ville.

MAGNETI MARELLI

contribue technologiquement au progrès de l'automobile

هكذا من الأصل

Retrospective

LAURENT VON HIRSCH

La collection

Collection of various articles and images, including a portrait of a man and a photograph of a group of people.

تخذ من الأصل

Le Monde DES ARTS ET DES SPECTACLES

L'ARCHITECTURE DU NOUVEAU MUSÉE DE WASHINGTON

Retrouver un certain cérémonial

UX Etats-Unis, Washington est une ville unique et dans le monde elle reste un des grands accomplissements de l'urbanisme volontaire et concerté. Les Américains la voient comme un monument historique. Dans cette ville dessinée en 1791 par l'entant, architecte français, dévoué à George Washington, la tradition des beaux-arts qui avait marqué l'architecture de bien des cités du Nouveau Monde régnait en maître. A Chicago et à New-York, elle a accompagné l'émergence de la puissance américaine. A Washington, elle le symbolise.

C'est la ville du pouvoir inscrit dans la pierre blanche, et aussi de la culture. On y trouve huit musées dont deux tout à fait récents : le musée d'art moderne Hirshorn et le musée de l'espace. Le premier est un cercle de béton autour d'un creux, il manque tellement d'allure qu'on l'a appelé le « doughnut », le beignet. Le second fait penser, malgré ses parois de marbre rose et ses parois de verre fumé en forme de parallépipède, à un bâtiment provisoire de foire internationale. Aucun n'a atteint le sens de la permanence tranquille et sûre d'elle-même qui émane de l'architecture néo-classique washingtonienne, intégrée à la forme urbaine.

Aucun, sauf un nouveau venu ; le bâtiment de l'île est de la National Gallery que son architecte, J. M. Pei (Américain né à Pékin en 1917), a mis trois ans à dessiner et sept ans à construire pour agrandir un musée qui n'a que trente-sept ans d'âge mais ressemble à un bâtiment du Siècle des Lumières.

Si Saebourg passait pour le bâtiment culturel du siècle, ouvert aux grandes foules de la ère des loisirs, mais bryani et vite saisi, l'East Building de la National Gallery n'a voulu travailler que dans l'excellence. Jamais, on n'a élaboré avec autant de minutie l'architecture d'un musée, qui semble un palais et qui, comme Beaubourg, ne ressemble à aucun autre. Du dehors, c'est un morceau d'architecture abstraite, tout en triangles, en profils fuyants, monolithique, d'une élégance sans faille.

Contemporain, on ne saurait s'y tromper du dehors. Si, à Beaubourg, le spectacle architectural est à l'extérieur, à la National Gallery, c'est l'intérieur qui provoque l'étonnement avec un espace d'accueil comme on n'en a jamais vu dans un musée.

de Washington, où le lumière vient toujours d'en haut, uniforme et douce, enveloppant les œuvres de calme et de silence. Ici le musée est aimable, mais grave. Le visiteur peut chaque fois quitter les salles d'exposition pour « prendre l'air » et se réorienter dans le grand hall central.

Un double triangle

Le bâtiment s'intègre à son environnement monumental, s'accorde harmonieusement à l'ample orchestration des formes géométriques de la ville de l'entant, fils des Boullée et des Ledoux, avec ses dômes, les arcs de ses pièces, ses lignes droites et ses grandes diagonales. Il forme un triangle — en fait un double triangle, l'un isocèle, l'autre rectangle, — parce que le terrain — la dernière qui fut disponible à Washington — était triangulaire.

L'urgence du développement de la National Gallery (il n'est pas l'extension des musées, dont le public a plus que doublé durant ces dix dernières années. Comme le dit son directeur, M. Carter-Brown, « ne guère on voyait dans les murs de ce palais-musée quelques rares visiteurs qui pouvaient encore bénéficier de la colline pour voir des tableaux. Les temps ont changé. C'est la foule qui vient au musée, et particulièrement à Washington ».

L'ancien musée était conçu comme un palais, pour la décoration des ambassadeurs. Le nouveau s'ouvre au public, tout en conservant l'esprit traditionnel du musée intime, qui veut favoriser la rencontre d'un

Dans l'excellence

Aujourd'hui, son fils Paul Mellon continue la tradition familiale de constructeur donateur de musées : il vient de faire achever un musée de peinture anglaise à Yale (architecte : Louis Kahn, mort avant de l'avoir achevé). Simultanément,

Paul Mellon vient donc de « donner au peuple » la nouvelle aile de la National Gallery, qui double la surface du musée bâti par son père (le Monde du 6 juin).

D'une architecture à l'autre, on enjambe un siècle. Dans le premier

hème et d'une œuvre. C'est ce qui donne à l'East Building ce caractère hybride, à la fois contemporain et traditionnel.

« Tout musée doit aujourd'hui, dit J. M. Pei, être pensé en termes d'accueil du grand public ; l'architecture doit attirer les visiteurs. Et en même temps, presque contradictoirement, en termes d'isolement. L'homme et les œuvres. Leur rencontre est une aventure solitaire qu'il faut ménager architecturalement. » C'est cette quadrature du cercle qu'il a tenté de résoudre et a résolu mieux que nul autre avant lui. Une idée « nouvelle » prévalait actuellement chez les conservateurs ; plus le musée est petit, meilleure est l'expérience artistique. J. M. Pei lui a donné son expression architecturale à l'intérieur d'un grand musée. Le hall est grand, les salles petites. « Il

asymétriques, qui est loin d'être commun dans l'architecture contemporaine. De la contrainte d'un terrain triangulaire, M. I. M. Pei a fait une qualité architectonique sans précédent. Architecture moderne, de la seconde génération, comme il aime à le dire, celle qui suit Mies Van der Rohe et La Corbusier, né en Chine, formé aux Etats-Unis, à partir de dix-sept ans. M. I. M. Pei a été inspiré de la perspective chinoise, cet espace vécu qui se réait constamment à mesure qu'il se défait, contrairement à l'architecture fonctionnelle liée à la symétrie et aux lignes parallèles. Ce poème du triangle, en chinois, grand œuvre parfaitement intégré à l'architecture urbaine de Washington, représente ce moment particulier où l'architecture contemporaine tente de briser les barreaux d'un fonctionnalisme desséchant. Ces recherches baroques de volumes linéaires et de formes extérieures, qui vont au-delà des besoins mesurables, c'est déjà un manifeste à l'« après-fonctionnalisme » et aussi une ouverture vers un musée qui fait face aux besoins du plus grand nombre comme à ceux de l'individu.

JACQUES MICHEL.

Vingt ans de réclusion après une fusillade électorale

La cour d'assises des mineurs du Nord a condamné, mardi 20 juin, au terme de deux jours de procès à huis clos, à huit ans d'emprisonnement, deux-vingt ans de réclusion, un jeune homme qui avait participé à l'attaque de la permanence électorale de M. Norbert Segond le 11 février 1957 (le Monde du 12-13 février 1957). L'investigateur de l'agression, Daniel Waroquier, quarante-six ans, a été condamné à vingt ans de réclusion. Daniel Waroquier, qui avait participé à plusieurs campagnes électorales comme responsable des collecteurs d'affiches, ne supportait pas d'être suppléant par Roger Moreau, quarante-cinq ans, ancien coiffeur, marié et père de deux enfants. Il avait donc organisé cette nuit-là une expédition punitive à l'adresse d'un jeune homme qui l'accompagnait, armé d'un long rifle de tir. Roger Moreau avait été grièvement blessé. (Corresp.)

Les Dames condamnées pour perquisitions irrégulières

Le tribunal correctionnel de Orléans a condamné aux dépens, mardi 20 juin, l'administration des douanes pour perquisitions irrégulières dans un industriel, M. Pierre Millet, domicilié à Auxonne (Côte-d'Or), soupçonné de fraude à l'importation. Le tribunal a estimé que les visites domiciliaires effectuées par les douanes étaient « de nature à porter atteinte au droit de la liberté individuelle et au secret des correspondances ». De nouvelles perquisitions ne pourront pas du tout les reliefs douaniers de l'industrie de la soie. Les lettres personnelles, les permis de circulation ayant été détruits, cette nullité a été écartée à la procédure.

Catastrophe de Liévin : le chef de fosse renvoyé en correctionnelle

La chambre d'accusation de la cour d'appel de Douai a condamné, mardi 20 juin, un autre chef de fosse judiciaire à donner satisfaction à l'administration des douanes. Le tribunal a condamné à quatre mois de prison avec sursis, mardi 20 juin, M. Augustin Couquard, chef de fosse de Liévin, qui avait refusé de laisser inspecter les lieux de travail de ses ouvriers. Le rapport des services de la mine, qui a été remis à la chambre d'accusation, est « susceptible d'être révisé ».

Funérailles et « charognards »

Les funérailles de Robert von Hirsch ont été célébrées, mardi 20 juin, à la chapelle de la paroisse de Saint-Thomas à Bâle. Le cercueil était porté par des membres de la famille et des amis. Les funérailles ont été suivies par une foule nombreuse. Le défunt a été inhumé au cimetière de la paroisse.

LA VENTE VON HIRSCH

La collection d'un Européen

ROBERT VON HIRSCH confiait à ses amis qu'il regretterait de ne pouvoir participer au combat févrique que se livraient les amateurs, lors de la dispersion de ses collections. Peut-être se trompait-il sur ses rivaux d'aujourd'hui. Si la vente à Drouot rive gauche de sa bibliothèque (étude Ader, Picard, Tajan), les 12 et 13 juin, avait encore ce caractère d'intimité que donne la présence des livres, la série de ventes à Londres du 20 au 27 juin sera sans doute à l'image des collectionneurs d'aujourd'hui, plus attentifs au cours du marché, plus soucieux de la valeur des objets, plus soucieux de la valeur des objets, plus soucieux de la valeur des objets.

Tant de chefs-d'œuvre rassemblés dans une maison privée, c'est le signe de quelque argent, ont été pensés avec égoïsme certains d'entre eux, et moins fortunés. Il est vrai, Robert von Hirsch eut plusieurs chances : celle de naître dans une riche famille d'industriels de Francfort et d'être lui-même un homme d'affaires avisé. Celle de devenir l'ami de Georg Swarzenski, directeur du musée Städel de Francfort et grand amateur, celle de pouvoir acheter des pièces à deux des plus importantes ventes du

siècle italien. 1933, une seconde mort. Avec l'arrivée de Hitler, l'épanouissement intellectuel de l'Allemagne des années 20 est assésé. Il quitte la maison de Francfort, les réunions amicales avec Bruno Walter, Rilke et d'autres, et se réfugie en Suisse, pour échapper aux persécutions antisémites en échange d'un Cramach laissé à Goering, récupéré au retour de la paix. Il demeurera à Bâle, même au milieu des menaces de la guerre, comme si cette ville, à la fois si européenne et si distante — la Suisse est ainsi — était devenue le symbole de sa propre vie. Il y retrouvera des amis, la famille Burckhardt, une tradition intellectuelle ; Martha Dreifuss-Koch, fille d'un bijoutier de Francfort, qu'il épouse après la guerre, l'aidera à reconnaître la modernité : Modigliani, Matisse, Giacometti. La collection s'agrandit d'œuvres impressionnantes.



Homme tenant un instrument astronomique.

La mort de sa femme oblige le vieux collectionneur à penser à l'avenir. Un moment, il a songé à léguer le grand musée de Francfort, Städel (mort en 1816). Membre du conseil d'administration de la collection Städel jusqu'en 1933, il est entré dans celui du musée de Bâle, peu après son installation dans cette ville. Il donne plusieurs œuvres à la ville de Bâle, pour régler les droits de succession de sa femme. Mais le musée s'achète cher et de Picasso, la modernité se fait envahissante. Le conservateur, Franz Meyer, genre de Chagall, n'entend pas seulement conserver, mais découvrir. Ses découvertes — Beuys — ne sont pas du goût de Robert von Hirsch. Le vieux Européen s'aperçoit que le musée ne ressemble pas à sa maison et, en 1971, il décide que presque toute sa collection sera vendue. Jusqu'à sa mort, il a voulu qu'un jardinier attentif veille sur les plantes rares et éphémères qu'il aimait sa femme. Mais les bons jardiniers sont rares. Il abandonne son parc au lierre, et sa collection au plus offrant.

Il est trop tard. La ville de Bâle, prise de regrets, a voté un crédit de 3 millions de francs suisses, pour acheter des œuvres impressionnistes, dit-on, ce qui n'est pas le meilleur choix. Les musées allemands vont faire assaut de marks, le musée du Louvre guigne une plaque d'émail du Moyen Age, les émirs, les Tezzars et les Calliforniens sont prêts.

JEN-MARIE GUILHAUME.

VENTES. — Mardi 20 juin : dessins anciens et miniatures ; mercredi 21 juin : peintures anciennes ; jeudi 22 juin : objets d'art du Moyen Age et de la Renaissance ; vendredi 23 juin et mardi 27 juin : mobiliers, tapisseries, porcelaines ; samedi 24 juin : peintures et sculptures impressionnistes et modernes.

EXPOSITIONS. — Sothely Parks Bernet, 34-38 New Bond Street, Londres.

CATALOGUES. — 4 volumes, en vente chez Sothely, 3, rue de Valenciennes, 75005 Paris. Tél. 286-40-60.

VIVRE A LA ROCHELLE

Territoires d'enfance

ON cita volontiers Le Rochelle dans les articles sur la qualité de la vie. La municipalité a multiplié les voies piétonnières et les espaces verts. Des bicyclettes jaunes sont dispersées dans les rues à la disposition de tous. La promenade est privilégiée.

Sous l'initiative de Michel Cormier, en janvier dernier, la direction départementale de la jeunesse et des sports a proposé aux Rochelais de « photographier la vie dans leur ville ». La Maison de la culture et les Rencontres Internationales d'art contemporain se sont associées. Un budget de 42 000 F a pu couvrir l'animation sur trois mois, ainsi qu'un an d'exposition. Agfa et Kodak ont apporté leur soutien en donnant du matériel. Kodak a refusé : la noir et blanc, sans doute, n'est pas assez rentable. Assistent départementale d'éducation populaire et animateur d'un photo-club, Michel Cormier attendait des enseignants, des étudiants, des membres de photo-clubs. Ce sont des employés et des ouvriers qui sont arrivés. Certains n'avaient jamais fait de photo. Cent trente personnes se sont inscrites, en n'en trouvant que vingt et une à l'arrivée, les plus assidues, les plus enthousiastes, car il n'y a pas de déduction. La plus jeune avait dix-neuf ans, la plus âgée soixante-deux ans.

Pendant trois mois, deux fois par semaine, un professionnel, Claude Raimond-Ditvyon, est venu entre le travail et les conseils. Chacun développait lui-même ses photos et tirait ses planches-contacts. Cet atelier de conseil à la prise de vue consistait surtout en une « lecture » des planches. Il ne s'agissait pas de dire « c'est bon », ou « c'est mauvais ». Il ne s'agissait pas de juger. « J'ai tenté de percevoir l'œuvre dans sa vision à lui et de ne pas l'influencer par rapport à mes propres démarches », dit Raimond-Ditvyon. On a laissé aux timides, qui regardaient les choses de loin, le droit d'être timides. Un des participants dit : « Ce travail nous a permis de découvrir un nouveau regard sur la ville. Quand on y habite, on ne voit plus rien. » Rôdeur du soir, il a montré le vie à la nuit. Une jeune fille a montré le vie à 7 heures du matin, le vide avant l'occupation des lieux de travail.

Pour raconter la vie dans le

HERVÉ GUIBERT.

Ils seront au Festival d'Avignon

Le Québec est si vaste

Ceux de là-bas nous viennent donc, et ce n'est pas pour nous offrir les cadeaux d'usage, les produits du pays. Ils apportent leur histoire afin qu'on se connaisse mieux. Au début de la vague québécoise, autour des chanteurs, cinéastes, écrivains, hommes de théâtre, s'est fabriquée une légende fleurant le pain de campagne, l'air salubre des forêts, le froid sec des neiges immenses... Les sonorités archaïques de la « parure » ont cabé la violence des questions et des cris. Il y a eu chez les Français de France comme un rêve de retour à une enfance féérique... Et comment résister lorsqu'on vous conte « J'étais du côté de Chicoutimi... ». Lorsqu'on vous raconte qu'à l'école les leçons d'histoire décrivaient la geste des bons Hurons et des méchants Iroquois... Alors, le Canada se situe quelque part entre le Chat botté et le Dernier des Mohicans. Dans la foule, on parle de se ressourcer aux langages de Molière et de Rabelais miraculeusement préservés. Un pas de plus, et on croirait que nos « cousins » ont vécu hors du temps, enfermés par maléfice dans une grotte magique, et que l'appel du général de Gaulle (celui de 1967 : « Vive le Québec libre ! ») a été un « Sésame ouvre-toi ».

Rêve entrecoupé au fil des radios et des reportages, et la télévision canadienne rapporte des images de Normandie et des côtes bretonnes. Nous cherchons ensemble les vestiges d'un passé commun. Des vestiges, rien de plus. Quelle est la réalité québécoise ? « D'abord l'hiver », répond Michel Garneau. La première adaptation au pays fut de mourir. Ceux qui ont survécu l'ont dû aux Indiens. Le long et dur apprentissage aux saisons a formé nos tempéraments, nos caractères. Nous sommes Américains.

Le beau parler des rues

En arrivant à Montréal, sans équivoque, on se trouve en Amérique. Il y a les tours, les interminables rues rectilignes et venteuses, les rues souterraines parce qu'il faut bien, même l'hiver, faire du lèche-vitrine et acheter. Il y a le goût de l'efficacité, du concret, l'absence de hiérarchie et de fioritures dans les rapports quotidiens. La manière d'empoligner le réel. Et traversant ces comportements straight, sans s'y mêler, sans se confondre, la mélodie des voix répéées. Deux siècles de colonisation ont rassemblé un peuple autour de son langage, et c'était le français de France. La bourgeoisie sauvegardait sa dignité et son identité en refusant les métiers d'argent pour lesquels il fallait parler anglais, exercer des professions libérales, importer sa culture comme son champagne.

Pour monter sur scène, parler à la radio, il était indispensable d'oublier jusqu'à son accent. C'était il y a vingt ans, et Michel Tremblay se souvient du temps où il était presque choqué

de l'entendre dans une chanson le mot « Montréal », qui rimait avec « Pigalle », précise Michel Garneau. Les combattants de la révolution tranquille ont mené leur lutte politique à partir de l'affirmation d'une identité nationale définie par la culture : le Québec n'est ni le Canada ni la France.

« Le Canada », dit Jean-Claude Germain (auteur et directeur du Théâtre d'aujourd'hui), a été fabriqué parce qu'il fallait construire une route d'un océan à l'autre. Sa constitution est un manuel de gestion, sans idéologie ni idéal. Quant à la France, avant déjà qu'elle abandonne son territoire américain, elle était loin, si loin. Sa littérature, ses moeurs, expriment une réalité étrangère : « Racine, Molière, Giraudoux, n'appartiennent pas à notre patrimoine. Nous sommes Américains, et jouer chez nous des auteurs comme O'Neill ou Tennessee Williams adaptés à Paris pour des Européens, c'est absurde ».

Mais, en 1966, quand Michel Tremblay propose au Dominion Drama Festival sa pièce en joual les Belles Sœurs, elle est refusée. Il faut une lecture publique organisée par le Centre d'essai des auteurs dramatiques, il faut les mouvements de 1968 pour qu'une scène officielle ose la prendre en charge, et c'est le scandale. « Le joual dans Rideau-Vert », clament des spectateurs indignés. Le critique du quotidien la Presse avoue avoir rejeté violemment le spectacle, s'être précipité tant le choc était fort. Un choc qui dépassait le domaine esthétique. « Les professeurs de morale se sont comoullés en pseudo-linguistes », dit Michel Garneau.

Aujourd'hui, dix ans après, alors que le cahier des charges de toute compagnie subventionnée comporte l'obligation d'une création québécoise, les autobus de Montréal sont tapissés de slogans

« Bien parler, c'est se respecter ». On rencontre, devant les rues parées, une réelle souffrance chez certains intellectuels qui consacrent leur existence à lutter contre l'anglophonie. Pour eux, seul le « français universel » permettrait d'atteindre un niveau international et d'échapper au ghetto nationaliste qui étouffe l'économie. « Ils cherchent », dit Jean-Claude Germain, un art national portant bien dans le grand monde, avec un côté housse dans le salon. La culture s'est accrochée à un patriotisme « dévotiste » dont nous subissons les reliquats. On continue à se sentir « fier d'être Français », et ce n'est pas une attitude créatrice, surtout quand on arrive en deuxième main. En face, on trouve ceux qui, comme Michel Tremblay, disent : « Nous voulons être reconnus pour nos différences, c'est l'orgueil des humbles. Je veux un pays à moi ».

Les échos amplifiés du peuple

On peut parler de lutte de classes à condition de ne pas appliquer à la formule nos grilles habituelles, que toute la politique tourne autour des conceptions contradictoires de l'autonomie et du nationalisme — qui ne fait pas partie des revendications marxistes, y compris au théâtre. Dans leur ensemble, artistes et intellectuels ont soutenu le Parti québécois. Ils ont contribué à l'éveil de la conscience nationale en tendant au peuple un miroir dans lequel enfin il pouvait se reconnaître. Ils officialisent des visages, des langages jusque-là exclus de la « culture » par péché de vulgarité et de laidure.

Mais le temps de l'autoposition n'était plus. Le scandale porte les Belles Sœurs au triomphe. Les spectateurs, heureux de se retrouver, dépassent largement en nombre et en enthousiasme ceux qui refusent l'image offerte. Déjà, grâce aux disques et à la télévision, les Gilles Vigneault, les Charlebois ont porté leurs paroles aux quatre coins de ce pays vaste comme cinq fois la France et dix fois moins peuplé. Ce pays où l'isolement n'est pas une figure de style. Et ce fut un éclatement prodigieux. On découvre et redécouvre les Jean Barbeau, Robert Giguère, Paul Merceny, Rejean Ducharme, Marcel Dubé, François Laranger, Raoul Dugas, Gratien Gellinas, Roland LePage, André Ricard.

On peut parler d'un renouveau du théâtre populaire à condition de ne pas appliquer à la formule nos grilles habituelles, venues de Brecht et attachées à l'esthétique et à la morale de Villal, qui n'a jamais traversé l'océan. Rien de moins distant que le jeu fortement émotionnel, très physique de comédiens qui s'identifient aux spectateurs, et s'étonnent parfois de la cérébralité des Français. La représentation s'articule autour de l'adhésion scène-salle, même lorsqu'il s'agit de « recherche ». Au Théâtre expérimental de Montréal, trois comédiennes ont présenté un travail collectif : à ma mère, à ma mère, à ma mère, exploration de leur vécu, de leurs chimères, de leurs révoltes. Un cri du corps, l'affirmation violente de leur existence à travers des images symboliques, mais charnelles, mais jamais abstraites, jamais rhétoriques malgré le lyrisme des mots qui éclatent, comme des décharges de vitalité.

« Nous n'avons pas de tradition » : c'est la phrase la plus souvent entendue. Pas de tradition à contredire, pas de classiques à déposséder, à interroger ? Seulement les farces paysannes, les carnavals, les « pageants » ?

« Le problème », dit Jean-Claude Germain, « est la présence du théâtre au vingtième siècle. Jusqu'à récemment il a eu de mauvais amis. Les gens aiment dans les salles paroissiales, étroitement contrôlées par l'Eglise, qui a perdu sa puissance vers les années 60. Les activités théâtrales étaient réduites à l'imitation du français. » « Et, dit Paul Merceny, il y a trente ans, le Québec était encore en grande partie rural. Il s'est urbanisé avec cent ans de retard sur les Etats-Unis, mais à grande vitesse », les parades de carnaval, les fêtes ont laissé peu de traces. Il y a toujours le théâtre d'été très actif qui se joue à la campagne dans les granges, mois à l'ombre du Boulevard français. Il y a aussi les variétés dont les spectacles ressemblent aux burlesques américains, avec de gigantesques danseuses aux cuisses de bûcheron — car ce sont des travestis claquant de santé — avec des sketches comiques grivois pour faire valoir La Poutine, sensationnelle dame de soixante-seize ans, qui montre ses jambes bronzées au fond de l'eau, et improvise, vraie reine des camelots, dans un vocabulaire très loin du français, pour les corps de sa génération qui emplissent chaque soir la salle (la seule de Montréal à ne pas être subventionnée), gloussent, « bidonnent » et se pâment.

Séquelle de traditions qui se survivent. Les chanteurs et certains hommes de théâtre tentent de faire entrer dans ses formes anciennes le monde contemporain. « La pensée populaire », dit Jean-Pierre Ronfard (directeur du Théâtre expérimental de Montréal) fonctionne par axiomes, il s'agit d'y insérer nos idées. Notre « challenge » n'est pas de reproduire Rabelais... Nous nous trouvons dans une situation semblable à celle de Shakespeare, nous sommes amenés à traiter la problématique du pouvoir à travers des querelles de clans ».

A vrai dire, devant leurs spectacles, on ne pense ni aux élisabéthains ni aux farces médiévales, on se croirait plutôt sur Broadway à cause de l'efficacité immédiate des mises en scène. Le public se saisit des images-clichés et leur redonne tous leurs degrés de signification, à condition qu'elles en appellent à leur quotidien.

Il y a deux ans, André Brassard montait Sainte-Carmen de la mort, de Michel Tremblay, histoire d'une Antigone de la Grand-Rue, sainte des paumés et qui meurt pour leur liberté. La pièce est construite sur le modèle de Sophocle, chœurs, monologues, affrontement de deux protagonistes. Elle était jouée sur un plateau ou par des acteurs portant des masques, que les spectateurs n'ont pas su ou pas voulu traverser. Après trois représentations, Sainte-Carmen est partie de l'affiche. Tel comme à New-York, on ne prolonge pas les échecs. André Brassard vient de la reprendre au Théâtre du Nouveau Monde, dans des décors de néon, et des costumes réalistes. C'est un triomphe. On ne trouve d'ailleurs aucune complaisance chez les acteurs qui ne cèdent pas au pittoresque canaille, et gardent la noblesse, la musicalité tragique du texte.

Le théâtre populaire, expression poétique d'un peuple, n'a rien de populiste. Les auteurs ne sont pas des porte-parole, mais des échos amplifiés, subtilisés. En France, quand on fait monter sur scène les « classes défavorisées », c'est pour démontrer et l'adhésion à la culture dominante, aux clichés normalisateurs véhiculés par les médias, la déperdition du langage. Au Québec on exalte les classes défavorisées et l'inquiétude de leurs richesses jusqu'alors méprisées, cachées. Le vil plomb s'est transformé en pluie d'or, en ouragan étincelant... C'était le temps des vibrations unanimes et de l'utopie.

Quand ils parleront les mots des poètes

M AIS l'or n'est pas impuissable. Les auteurs-dispensateurs qui « se font consumer vite et raide » sont condamnés à la surproduction pour vivre de leur métier. Ils n'ont vécu que grâce aux traductions anglaises... La

FORMATION DES COMÉDIENS

Il existe deux conservatoires nationaux, à Québec et à Montréal. L'enseignement y est gratuit. Les élèves sont admis par concours. Leur nombre est limité à seize. Les études durent trois ans. Les conservatoires ont la réputation d'offrir un enseignement assez académique. L'École nationale de Montréal est considérée comme plus moderne.

L'école est un organisme privé, subventionné par le gouvernement fédéral, celui du Québec et par la ville. Elle est bilingue, c'est-à-dire qu'elle comporte des cours d'anglais et de français, mais les élèves ne travaillent pas ensemble. Ils paient 30 dollars (80 francs) pour s'inscrire. Le nombre d'élèves et le cycle d'études est semblable à celui des conservatoires. A partir de la seconde année, les exercices d'interprétation sont des spectacles dirigés par des metteurs en scène professionnels. Les textes sont commandés à des auteurs. Ainsi, Roland LePage a écrit le Temps d'une vie pour répondre à la demande de l'école en fonction du cycle d'exercices en cours : mécanismes de l'émotion et unité de langage. Aux conservatoires, les élèves de troisième

année sont tenus à une création collective dont ils seront entièrement responsables. Il n'y a pas d'enseignement prévu pour la mise en scène. Des sections de scénographie et de technique existent à Montréal et, au conservatoire, un cours de post-synchronisation. Celui de Québec n'en possède pas et puisque pour exercer ce métier il faudrait déménager à Montréal. Les élèves « apprennent à gagner leur vie ».

A la fin de leurs études, ils deviennent atoutiers à l'Union des artistes, syndicat organisé sur le modèle américain. Des sections théâtre existent dans les universités, fondées essentiellement sur un enseignement théorique. Dans les collèges on peut suivre des cours d'interprétation. Le ministère envisage, en fin d'études, de favoriser l'entrée des élèves à l'École nationale ou aux conservatoires et afin de ne pas encombrer la profession de gens trop jeunes et encore inexpérimentés. La plupart des comédiens appartenant aux jeunes compagnies ne suivent pas la filière « légale » et obtiennent des accords avec le syndicat.

Une "Histoire de l'Art" qui se refait tous les jours.



« La critique de Pierre Mazars est peut-être celle qui répond le mieux à la définition d'Anatole France : « Le bon critique est celui qui raconte l'aventure de son âme au milieu des chefs-d'œuvre. »

Germain Bazin, de l'Institut.



CENTRE D'ART RIVE GAUCHE

8, rue de Nesle - PARIS (6^e) - Tél. : 325-39-50

OUVERTURE LE 1^{er} OCTOBRE 1978

ATELIERS D'EXPRESSION ARTISTIQUE

Recherche graphique, décoration, stylisme, dessin, peinture, aquarelle

Inscriptions closes le 23 juillet

SALON D'EXPOSITION DE L'UNION DES BANQUES A PARIS

22, boulevard Malesherbes, PARIS (8^e)

Pierre MANOLI et Michel LACOSTE

Forme et lumière, œuvre de Chine

Du 29 juin au 12 juillet 1978

Salon ouvert de 8 h. 30 à 17 h. 30, sauf samedi et dimanche.

Galeries CAILLEUX

136, Fg Saint-Honoré - PARIS (8^e) - Tél. : 359-25-24

SANGUINES

Dessins de WATTEAU à FRAGONARD

Du 30 mai au 8 juillet

ROUVE

94, rue de Rennes, 75006 Paris

Tél. : 548-43-88 - 548-56-38

BRUI

Tailles récentes

dans un environnement contemporain

6 juin - 31 août

AMBASSADE D'AUSTRALIE

SIDNEY NOLAN

PEINTRE

du 16 juin au 28 juillet

4, rue Jean-Bay - PARIS (15^e)

Métro : St-Roch. - Entrée libre.

ASPECTS DE LA PEINTURE FRANÇAISE

XIX^e - XX^e SIECLES

10 MAI - 30 JUIN

SCHMIT

396, RUE SAINT-HONORÉ

75001 PARIS

Tél. : 260.36.36

LA HUNE

Friedlaender

Les meilleures gravures

14, rue de l'Abbaye

Jack Chambrin

2 juin - 15 juillet 1978

ARTCURIAL

9 avenue Malguen - PARIS 8^e - 358.29.80

فكرنا من الأصل

هكذا من الأصل

si vaste

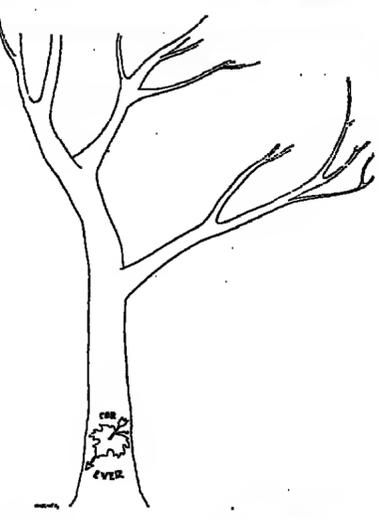
et l'hiver est si long

« Nous n'avons pas de tradition » : c'est la plus souvent entendue. Pas de tradition, pas de classiques à déposséder, à...

diffusion en France n'est pas automatique. Dans le pays même, les six millions d'habitants ne sont pas tous des lecteurs. « Quand fente dans une librairie, dit Michel Garneau, j'ai toujours un moment de colère en voyant une section « livres québécois ». Je trouverais plus normal de voir une section « livres français ».

français, « les polémiques autour de la langue sont enterrées », entend-on souvent. Ce n'est pas si sûr. Les journaux, les revues ne cessent d'analyser le phénomène. Pour en retrouver les versants mobilisateurs ? Pour se convaincre ? Pour se rassurer ? Le langage a été le symbole d'un combat, celui qui a amené le parti québécois au pouvoir. L'exercice du pouvoir ne va pas sans ambiguïtés. Les auteurs se disent à gauche, et certains ajoutent que la gauche reste à inventer. Seulement, ils ne s'adonnent pas à la politique-fiction. Ils attendent le référendum sur l'autonomie, qui décidera du futur, en vivant le présent, sans inventer l'avenir. Ils ramènent à la lumière une mémoire collective longtemps interdite. Bien qu'ils soient tous bilingues franco-anglais (et même trilingues, puisque Québécois), leurs ancêtres ne sont ni gaulois ni saxons. Leur histoire naît sous les pas de Jacques Cartier, avant d'être un autre monde. « On n'explique pas où l'on va, mais où l'on était », dit Michel Tremblay.

Antonine MAILLET : Les Acadiens ? Ils sont debout et ils parlent



ANTONINE MAILLET a des yeux bleus qui crachotent de la gaieté, sourit chaleureux et s'agit de quelqu'un qui ne s'en laisse pas conter. Elle est fleur de Cordes du bois, qui a écrit le Concours d'une voix et de la Sagouine, qui est devenue un drapau. « Mais la Sagouine n'est pas toute l'Acadie, elle est un visage de notre lutte. Elle est là debout, et elle parle. Nous n'avons pas de Jeanne d'Arc », dit Antonine Maillet, qui, petite fille dominatrice aurait voulu à quatorze ans être le sainte libératrice. Elle ajoute en s'amusant qu'aujourd'hui elle se contente d'être Balzac. « Parler, dit-elle, est notre façon de gagner du terrain. Le Québec est un Etat où les anglophones sont minoritaires. L'Acadie sur le côté d'après la New-Brunswick, mais les Acadiens sont là, debout, et ils parlent, petits groupes dans comme des rocs, cramponnés à leur langage, à leurs manières de vivre, et qui ne se laissent pas noyer.

Dessin de CHEFNEZ.

Nous sommes le nouveau monde

VOICI venu le temps des divergences. Des nuances, corrigé Roland Leppage, nous sommes pas nés dans une poule, au coin d'une rue de Montréal. Je nous rattache au tronc français. Pour François Lorange, à qui « le fait français tient au centre », le théâtre politique est celui qui fait vivre la vie. « Mais, dit André Ricard, c'est « leur » milieu que tu leur fait avaler, ça ne se passe pas sur la Lune ce que tu racontes... »

Les recous au passé ne sont pas nostalgiques. Le théâtre traditionnel n'est plus le perdant ou l'homme qui fait, il est l'homme qui résiste. Mais les hasards de l'histoire ont fait que le théâtre français, survivant d'une société qui a opéré un virage à 90 degrés, ne se contentent pas d'attendre leur Godot, ils se l'inventent. L'incommunicabilité apparaît, sinon comme un faux problème, du moins comme un problème mal posé dans ce pays d'éloignement si réel, dans ce pays d'interminables hivers, où mars est le mois des suicides. L'expression du moi n'est pas retournée sur elle-même. Narquoise dans son reflet, cherche ceux qui lui ressemblent. Le théâtre est né pour briser l'isolement : « Il y avait les québécois, les québécois, qui vivaient en village pour porter les nouvelles. Et nous cherchons à faire de même, avec une tendance à donner dans le barde... », dit Michel Tremblay.

Le théâtre québécois est épique, traversé d'angoisses, mais de désespoir, non. « Nous sommes jeunes, nous sommes le nouveau monde », les Québécois ne sont pas des Français vivant en Amérique, ce sont des Américains qui parlent leur français.

COLETTE GODARD.

« Ma formation m'amène à me situer par rapport au passé. Les étudiants, aujourd'hui, veulent que l'histoire commencent avec eux. Si on le détruit, on s'empêche, on se prive. Résultat : on écrit des pièces nulles parce qu'elles ne sont qu'écrites. »

Les jeunes troupes, on en compte entre cent et cent cinquante nées au cours de ces dix dernières années. La plupart adhèrent à l'A.Q.T.F. (Action québécoise pour le jeune théâtre), que plusieurs ont quittée, il y a deux ans, lui reprochant ses ambiguïtés politiques. Au Québec, vivre ses contradictions est plus complexe qu'en France, puisqu'il y a deux gouvernements. Le budget culturel fédéral, réparti par un organisme neutre, le Conseil des arts, est beaucoup plus important que celui de la Province, et celui-ci compensé par une volonté d'organisation et de contrôle proche du dirigisme. Bien entendu, rares sont les artistes — on dit les « artisans », — même indépendantistes, qui refusent l'argent d'Ottawa.

Mais la vie est dure dans Montréal saturé. A Québec, autour du Trident, troupe institutionnelle, se sont développés une dizaine de cafés-théâtres. Le théâtre pour jeunes est en train d'envahir les écoles. Une troupe naît tous les jours. Beaucoup de groupes souhaitent prendre en main les centres culturels construits dans les villes moyennes. Mais une ville de quinze mille habitants au plus peut-elle entretenir une troupe, accepterait-elle des gens venus d'une autre région ? L'identité québécoise est faite d'une multiplicité d'identités, que la distance empêche de communiquer. On parle au Québec vingt langages et le « français universel ». Un jour, peut-être, la langue des poètes sera celle du peuple entier. Pour l'instant, elle se parle sur scène, à Montréal et à Québec surtout. Dans le reste du pays, les longs hivers, les vastes espaces déserts rendent les voyages difficiles, et les tournées sont rares. Seul le Théâtre populaire québécois a vocation itinérante.

La loi 101 rend obligatoire l'enseignement du

tous les services en français. Un droit qui ne s'est pas traduit dans les faits, et nous avons voulu que cela change. Seulement, nous n'avons aucun pouvoir, ni économique ni politique.

« Un jour, un professeur attrape une convention rédigée en anglais. Il prend ne pas comprendre. Le policier embarrassé lui dit de ne pas s'en faire et de circuler. Mais le professeur insiste, exige de comprendre avant de payer ou d'aller en prison. Il veut respecter la loi. Il se voit obligé de finir par copier le contrat en français. Le lendemain, tous ses étudiants stationnent partout jusque sur les marches de l'hôtel de ville. Et l'an prochain, dans la nouvelle faculté de droit de Moncton, on enseignera le code britannique — puisque nous n'en avons pas — traduit en français.

« Notre histoire est un défi à l'impossible. Qu'est-ce que veut dire le bilinguisme dans une région où l'anglais est omniprésent et le français chaque année ? Est-ce que nous allons être absorbés par l'évolution américaine ? Depuis que je suis née, la question est la même, la question de la mort prochaine. Logiquement, nous sommes voués. Et pourtant nous vivons. Nous fabriquons une enlucide immédiate au poison. Nous sommes d'autant plus nous-mêmes que nous avons à nous défendre.

« Aujourd'hui, l'homme de la rue se demande lui aussi qu'il est, et il est obligé de répondre, c'est son geste politique, plus roué que violent. Nous ne sommes pas des vaincus, mais des romards. Un exemple : le bilinguisme a été officiellement proclamé dans le Nouveau-Brunswick, et nous avons eu droit à

en éloignons nous mêmes. Lorsque les conditions sont poussées jusqu'au fanatisme, le pire est proche. Je veux être libre de mes objectifs, de mes buts, de l'Acadie, de mon histoire, et ça ne m'empêche pas d'être patriote de mon pays. Je lui appartiens et je le choisis. Je le choisis tout entier, ses racines sont les miennes.

« Ma formation m'amène à me situer par rapport au passé. Les étudiants, aujourd'hui, veulent que l'histoire commencent avec eux. Si on le détruit, on s'empêche, on se prive. Résultat : on écrit des pièces nulles parce qu'elles ne sont qu'écrites.

« Quand le public, même le plus avancé, refuse nos spectacles, c'est peut-être nous, auteurs, qui ne sommes pas à point. Peut-être est-il prêt le public, et depuis longtemps. Et si c'était nous qui étions en retard ? Actuellement, nous sommes ex-cieux de la vague. Nous ne pouvons pas nous permettre d'aller trop au creux, parce que nous sommes trop jeunes pour avoir des réserves. Il existe des époques bénies, heureuses, des grands moments, des heures de grâce et puis des trous Et, déjà, il nous pouvons les voir, c'est énorme. Et puis, dans ces trous, parfois naissent des anges : François Villon en plein quinzième siècle.

« Je ne suis pas pessimiste. Les forces vives existent, et la poésie. Elles se cachent, mais vous vivez un art en Acadie et vous les trouvez. Elles sont là, en puissance. La preuve, je les ai prises. »

C. G.

SUBVENTIONS ET DÉCENTRALISATION

Le budget du ministère des affaires culturelles du Québec a été, pour 1977-1978, de 2 387 000 dollars (environ 11 548 000 francs) dont 62 % ont été attribués aux théâtres institutionnels. A cette somme il faut ajouter 1 200 000 dollars comme l'aide à la création québécoise contemporaine. Quatre théâtres d'été ont été subventionnés, dix-neuf troupes pour enfants et quarante-huit compagnies de « jeune théâtre » dont treize nouvelles. A titre d'exemple, le Rideau vert de Montréal a touché 165 000 dollars dont 7 500 dollars pour ses activités enfants. Une jeune compagnie louche aux environs de 10 000 dollars (40 000 francs). Les sommes paraissent faibles, mais la plupart des troupes et des institutions en reçoivent de plus importantes du gouvernement fédéral. En 1977 a été créée la direction des arts et lettres, chargée de planifier, de coordonner, de promouvoir l'élaboration des politiques et

FERNAND DEPAS 21, rue de Miromesnil IMPORTANTS TABLEAUX DE MAITRES

PARIS, PATRIE DES PEINTRES 150 CHEFS-D'OEUVRE DE RENAISSANCE A NOS JOURS

GRAND PALAIS SALON DE DESSIN

GALERIE YVES BRUN ELYSABETH SOUCHON Peintures Exposition jusqu'au 21 juillet

GALERIE ARIEL 140 bd Haussmann Paris 8^e 227 13 09

PARIS LES ANNEES "50" 22 juin - 22 juillet 4 septembre - 4 octobre

ENCADREMENT INSTANTANÉ Cadres METRA (Alu et Bois), RALUX, MINIRA, LA TORTUE

GALERIE DU BOST 18, rue Pierre-Lescot - PARIS (1^{er}) HOMMAGE à DESPIAU et WLERICK

GALERIE MERMOZ ART PRECOLOMBIEN 6 rue Jean-Mermoz 8^e 359.62.44

GALERIE ANNE COLIN 58, rue Mazarine, PARIS-6^e, du 7 au 24 juin gouaches et aquarelles

CLAUDE ROPION Une œuvre poétique et sincère qui chante le charme secret de la Bretagne. Georges HENRI.

Centre Culturel A.L.F.A. « LA FERME » 51 Boulevard Saint-Antoine TEL. 500-56-37 - 53-63

MANET du 7 juin au 13 juillet HUGUETTE BERES 25, quai Voltaire PARIS VII^e Tél. 261 27 91

Grand Palais Cézanne les dernières années (1895-1906) jusqu'au 23 juillet

Grand Palais Jules Romain l'Histoire de Scipion jusqu'au 2 octobre

Grand Palais L'homme et son corps dans la société traditionnelle jusqu'au 2 octobre

ARMAN dessins jusqu'au 20 juillet Galerie Verbeke 7, place Furstenberg 325.73.92

Réunion des musées nationaux

Grand Palais Cézanne les dernières années (1895-1906) jusqu'au 23 juillet

Grand Palais Jules Romain l'Histoire de Scipion jusqu'au 2 octobre

Musée national des arts et traditions populaires L'homme et son corps dans la société traditionnelle jusqu'au 2 octobre

Grand Palais L'homme et son corps dans la société traditionnelle jusqu'au 2 octobre

Quand il parlera les mots des poètes

ASPECTS DE LA PEINTURE FRANÇAISE

SCHEVITZ 10 MAI

Friedlaender

ck Chambrin 15 juin - 15 juillet 1978

ARTCURIAL

cinéma

SEMAINE DU CINÉMA AFRICAIN Du 21 au 27 juin, au cinéma Ranelagh, quelques films réalisés en Afrique grâce au ministère de la coopération. En ouverture, Bako, de Jacques Champreux (coproduction France/Sénégal) ; prix Jean-Vigo 1978 sur les émigrants clandestins maliens. Puis le Nouveau Venin, de Richard de Medeiros (Benin) ; Paula ou la grande eau, de Mustapha Alassane (Niger) ; N'Janqam, de Johnson Mahama Traore (Sénégal) ; Bana, de Souleymane Ciss (Mali) ; le Destin, de Diambéré Sèga Coulibaly (Mali) ; T'nyabu-Biru, de Moussa Bathily (Sénégal). Problèmes économiques et sociaux, condition de la femme, poids des traditions. Chaque jour, un court métrage avant le film.

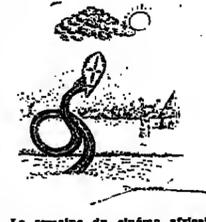
VDYAGE AU PAYS DE LA VIEILLESE de Marinanna Arhns Parce que Simone de Beauvoir, dans son livre sur la vieillesse, applaudit ses lecteurs à rompre l'isolement des personnes âgées, une jeune réalisatrice suédoise est venue lui proposer de collaborer à un film. Produit par la télévision suédoise en 1974, ce documentaire sur le troisième âge en France est une œuvre d'art, remarquablement par des témoignages de bonheur.

LE JEU DE LA POMME de Vera Chytilova En Tchécoslovaquie, dans son pays, le talent de Vera Chytilova ne laisse personne indifférent, surtout pas les autorités. L'auteur des Petites Marguerites (films d'après les contes de Hans Christian Andersen) est une matronne, réquisitoire féministe, est aussi une subtile étude psychologique.

HITLER, UN FILM D'ALLEMAGNE de Hans-Jürgen Syberberg Un film de sept heures en quatre parties, une tétralogie dit « rétro-historique » de Hitler. Spectacle épique, philosophique, ésotérique, plongeant au cœur des fantasmes d'une civilisation. Pour Syberberg, c'est l'aboutissement d'un siècle d'histoire allemande dominé par des visionnaires.

LES BÂTISSEURS de Philippe Haudiquet Précédé d'un reportage de contre-information réalisé en 1975, à La Blaquière, village du Larzac, à la suite d'un attentat contre un fermier, ce très beau

une sélection



La semaine de cinéma africain vue par Bonnaté.

film fait connaître et respecter, avec les films, l'humanité du cinéma de John Ford, un monde paysan qui ne refuse pas le progrès, mais veut conserver ses outils de travail, sa terre, ses coutumes, son cadre de vie.

L'ILE NUE, de Kaneto Shindo Poème sur la vie paysanne, ce film sans dialogue, réalisé en 1960 et sorti en France l'année suivante, est le récit d'une lutte silencieuse et sans cesse recommencée avec la terre et la nature. Le lyrisme déposé de Kaneto Shindo rend sensible, au-delà de la mort d'un enfant, le poids des saisons et des jours.

ET AUSSI : Violette Nozière, de Claude Chabrol (une parente de Gérard Desqueyroux dans un grand spectacle) ; Réves de singe, de Marco Ferreri (vaste méditation sur l'humanité transitoire) ; la Femme libre, de Paul Mazursky (les pièges de l'Amérique moyenne) ; la Petite, de Louis Malle (l'existence de la provocation) ; Retour, d'Hal Ashby (une bourgeoisie et le Vietnam) ; Pharaon, de Jerzy Kawalerowicz (reprise en Kinopanorama d'une fresque historico-politique) ; le Bal des ouvriers, de John Cassavetes (le prétexte du policier pour des glissements progressifs et mystérieux de l'action) ; Comme ça va, d'Anne-Marie Miéville et Jean-Luc Godard (une réflexion sur l'information, des questions po-

sées à la gauche) ; la Chambre verte, de François Truffaut (tromper l'absence, sauver nos morts).

théâtre

JEAN-JACQUES ROUSSEAU ou Biothéâtre Un chien enragé à Belleville, un Nèzoué sur la rue de Neuilly, une empoisonnée détrepe avec l'auteur de l'Antigone, du côté du Palais-Royal : tout un monde défile sur la scène, et l'auteur Gérard Desrèthes suscite gaieté et émotion.

LES CHAISES ou Théâtre du Marais Quand cette grande pièce fut créée, il y a vingt-cinq ans, une actrice inconnue, Tella Chelton, joua le rôle principal, et elle engagea son mûtre manteau de fourrure au clou pour payer la note d'électricité du théâtre. Ionosca était inconnu lui aussi. Tella Chelton est toujours là, la pièce a résisté au temps, c'est très beau.

LEGENDES A VENIR ou Théâtre Adyar Les enfants sont un public exigeant, très critique : ils attendent beaucoup, comme leurs parents, ces Légendes à venir, parce que c'est un spectacle à la fois merveilleux et simple.

LES MILLE ET UNE NUITS ou Théâtre d'Orsay C'est peut-être le spectacle-champère du Magic Circus, qui jette les derniers confettis de la fête sur la rue Médina où les petits tailleurs et les marchands de fleurs rêvent d'un Orient féerique, devant la porte d'un hôtel de passe.

TROIS PETITES VIEILLES ou Marie-Stuart Trois jeunes comédiennes sous les masques blancs de la vieillesse racontent avec gaieté et beaucoup de pudeur l'espérance malgré tout. D'ur et étonnant sans mépris.

ET AUSSI : Gotcha, à l'Ébène (de désespoir et la violence) ; Jean-Pierre Derék à la Vieille Grille (un doux amar) ; Les Peines de cœur d'une chatte anglaise, au Montparnasse (les merveilles enchantées du Groupe T.S.E.) ; les Dames du jeudi, au Studio des Champs Élysées (le goût des dames bien) ; la Cigale et les Lettres d'une religieuse portugaise, à Essalon (petite musique et chant de la passion) ; Jeanne d'Arc et ses copies, au Théâtre du Marais (au temps de qui vous savez).

musique

FESTIVAL D'ANJOU Au corréjou depuis quatre ans, des diverses disciplines artistiques, le Festival d'Anjou s'en est remis cette fois à Fernand Vandenberghe pour la programmation musicale : les Leçons de ténors de M.-A. Charpentier à l'abbaye de Fontevraud (22 juin), par la Grande Scurie et la Chambre du Roy, puis, dans le même cadre mégalitique, le Requiem de Verdi avec l'O.P.P.L. et le chœur de l'Opéra de Nantes (30 juin), tandis que, aux Greniers Saint-Jean, le vingtième siècle sera à l'honneur : soirée non-stop Satie le 27 juin, deux récitals par Roger Woodward les 4 et 6 juillet, Pierrot lunaire de Cage par G. Frey en juin, le 11. (Rens. 41 - 83-44-74.)

CONCERTS SUR L'HERBE Ni tente de soirée ni place non délimitée, on s'assied à même le sol : à quatre kilomètres de Langeais, quelques hectares de bois et de prés sous le ciel de Touraine, au Domaine de Vernou, résidence habituelle de l'Ensemble André Colson, un chapiteau est dressé en plein champ où, de 11 h. à 18 h., pour deux week-ends (24 et 25 juin, 1^{er} et 2 juillet), de jeunes interprètes viennent, après audition, jouer seulement ce qui leur fait plaisir, et tout le monde y trouve son compte. (Rens. 47-55-80-59.)

A L'OMBRE DU XX^e SIECLE Pour son dernier concert de la saison, l'Ensemble Intercontemporain propose un tour d'horizon dans les forêts du vingtième siècle, au Weber (op. 6, version de chambre) à Stockhausen (Kreuzspiel, Kontrapunkt), du Souvenir de Donatoni à l'aria di Mara de Bussotti sous la direction d'un jeune compositeur italien, Giuseppe Sinopoli, dont le talent de chef d'orchestre se confirme depuis plusieurs années. (Théâtre de la Ville, lundi 26 juin, à 20 h. 30.)

BALI AUX CHAMPS-ÉLYSÉES Le Gong Sawa de Bali s'installera, à partir du 27 juin et jusqu'au 19 juillet, au Théâtre des Champs-Élysées. Cet ensemble d'instrumentistes et de danseurs amateurs, mais sérieusement entraînés, venus du village de Sawa au nord de l'île de Bali, présente un programme de danses de temple et de palais, de chorégraphies maquées, de démonstrations d'artisans sans attirer les amateurs de ballets. C'est qu'il est mu-

que et la gestir sont indiscussibles.

ET AUSSI : l'Orchestre philharmonique de Berlin et Herbert von Karajan (Champs-Élysées, les 22 et 23 juin) ; au Festival du Marais le Quatuor Parrenin (Joue Daillieux, Beethoven, le vendredi 23 juin à l'hôtel Carnavalet. Première à l'Opéra de Madame Butterfly (vendredi 23 juin, à 19 h. 30, puis le 27 juin et huit représentations en juillet), venu de la Scala de Milan, dans une mise en scène de Laverne Bestien et Bastienne pour les enfants les 24 et 25 juin à 15 heures et 17 heures dans les jardins du Luxembourg ; le Quatuor Vagh retrouve Haydn, Schubert et Beethoven (mardi 27 juin, Schubert et Beethoven (mardi 27 juin, salle Gaveau, à 21 heures). Trois Requiem de Verdi, par l'Orchestre de Paris, les 28, 29 et 30 juin, à 20 h. 30, au Palais des congrès. Siegfried, enfin salle Pleyel, avec J. Cox, R. Knie et P. Mazura, le jeudi 29 juin à 19 heures.

danse

LE BALLET DE L'OPÉRA DE STUTTGART au Théâtre de la Ville Orpheline de son animateur John Cranko — décédé accidentellement en 1973 — le ballet de l'Opéra de Stuttgart continue dans la voie royale qu'il lui avait tracée. Marcia Haydée, danseuse étoile, assume vaillamment l'héritage. Soucieuse de l'avenir, elle a cherché des jeunes chorégraphes au sein même de la troupe et leur a fait une place dans cette tournée parisienne.

ET AUSSI : Marc Mottot au Théâtre de la Cité internationale (une démonstration de danse-jazz d'une haute qualité professionnelle).

expositions

JULES ROMAINE ET L'HISTOIRE DE SCIPION au Grand Palais Une très belle confrontation de tapisseries et de dessins pour évoquer une œuvre prestigieuse de la Renaissance, la grande tenture de Scipion, commandée par François 1^{er} à Bruxelles en 1532, brûlée en 1597 pour en récupérer l'or. Une exposition qui réussit à rendre présente une absence, à l'aide de pièces tissées plus d'un siècle après, et qui en reprennent les thèmes ou les motifs, attribués en partie à Jules Romain.

PIERO DELLA FRANCESCA : LE PORTRAIT DE MALATESTA

au Louvre Un dossier du département des peintures sur le tableau récemment acquis par le Louvre, l'unique Piero des collections publiques françaises. Il évoque aussi la personnalité du Condottiere, héros de la pièce de Molière. Avec les documents originaux, tableaux, manuscrits, médailles sculptures.

EDOUARD MANET

à la galerie Huguette Berès Consacrée à l'œuvre grand de Manet, enrichie de documents et de quelques pièces d'une importance exceptionnelle (dont l'œuvre du Déjeuner sur l'herbe), une exposition qui joint au charme de la présentation très suggestive et sensible la solidité d'un travail scientifique dont témoigne un catalogue ajoutant quantité de précisions et d'éléments nouveaux à la connaissance de Manet graveur et lithographe. Les plus belles œuvres, les plus beaux noirs que l'on puisse voir actuellement à Paris (25, quai Voltaire).

TABLEAUX MÉDUNUS DES RÉSERVES DU MUSÉE

aux Arts décoratifs Un accrochage qui profite de l'été et de travaux pour adorer des œuvres (de Bernard, Maurice Denis, Aman-Jean, Forain, Béraud) qui ne sont pas des chefs-d'œuvre, mais qui, soustraits aux regards en vertu de choix souvent anciens, peuvent piquer la curiosité des amateurs.

SANGUINES DU XVIII^e SIECLE FRANÇAIS

à la galerie Cailloux Une exposition de classe qui réunit 136. Faubourg-Saint-Honoré, une soixantaine de dessins à la sanguine des plus grands artistes du dix-huitième siècle : Watteau, Fragonard, Boucher, Netter, Greuze, Hubert Robert... ET AUSSI : Céanne (les dix dernières années, à Aix) et Chefs-d'œuvre des musées soultiques et français (vingt-deux tableaux impressionnistes et néo-impressionnistes confrontés), au Grand Palais ; la Donation Pissarro, au Louvre (Renard, Cézanne, Roussau, Braque ; Matisse, Miró, des aînés, des amis) ; Direr, au Centre culturel du Marais (dessins et gravures originales souvent venus de loin) ; l'Homme et son corps, au Musée des arts et traditions populaires (présence du corps dans la société traditionnelle française).

6^{es} rencontres internationales d'art contemporain

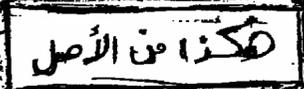
La Rochelle du 28 juin au 9 juillet 1978

- THÈME 78 L'INDE Danse de Manipuri Kalyani Roy (sitar) Pandit Jasraj (chant) Les Frères Dagar)
THÉÂTRE TROIS CRÉATIONS La Sombra de Venceslao (Argentine aller-retour) Texte de Copi Mise en scène de Jérôme Savary Des petits cailloux dans les poches par les Athévains Le moment opportun par la Compagnie Granier-Ranth
DANSE Groupe Solaris Carolyn Carlson et le G.R.T.O.P. Théâtre du Silence
CINÉMA Hommages à Satyajit Ray John Boorman Istvan Gaal Franco Giraldi au Studio Action

- CINÉMARGE Courts, moyens et longs métrages réalisés en super-8, 16 et 35 mm
MUSIQUE Carte Blanche à Jean-Claude Eloy Concours de flûte pour la musique contemporaine Ateliers Claude Heiffer Créations par l'Orchestre Philharmonique de Lorraine l'Ensemble Inter-Contemporain et le Groupe Unit
TÉLÉVISION Carte Blanche à Jean-Christophe Averty
COLLOQUES Rencontres de France-Culture
EXPOSITIONS

Jeudi 29 juin à 20 h 30 EN AVANT-PREMIÈRE PUBLIQUE SLAVA un film de François Reichenbach et Mstislav Rostropovitch

Renseignements : R.I.A.C. La Rochelle, 11, rue Chef-de-Ville. — 17025 La Rochelle Cedex. — Tél. : (46). Paris, 104, rue de la Tour. — 75016 Paris. — Tél. : 504-08-51.



مركز من الأصل

NDE DES ARTS

PIERO DELLA FRANCESCA : LE PORTRAIT DE MALATESTA au Louvre
Un dossier du département des peintures sur le tableau récemment acquis par le Louvre, l'unique Piero des collections publiques françaises. Il évoque aussi la personnalité du Condottiere, héros de la pièce de Molière, avec les documents originaux, tableaux, manuscrits, médailles sculptées.

ET DES SPECTACLES

Expositions

CENTRE POMPIDOU
Entrée principale rue Saint-Martin (212-23). Informations téléphoniques : 277-11-11.
Sauf mardi, de 12 h. à 22 h.; sans frais dim. de 10 h. à 23 h. Entrée libre dimanche.
SAM FRANCIS. Jusqu'au 4 septembre.

LE PARIS - IMPÉRIAL PATHÉ - CLICHY PATHÉ - MONTPARNASSE-83 GAUMONT CONVENTION - QUINTETTE - LES NATIONS

la fille
LINO VENTURA - ANNIE GIRARDOT
ISABELLE ADJANI
PRIX LOUIS-DELLUC
un film de CLAUDE PINOTEAU

CONCORDE PATHÉ - GAUMONT LUMIÈRE - CLICHY PATHÉ - ST-LAZARE PASQUIER FAUVETTE - MONTPARNASSE 83 - GAUMONT SUD - CAMBRONNE PATHÉ - ATHÉNA

VIOLETTE NOZIÈRE
UN FILM DE CLAUDE CHABROL
ISABELLE HUPPERT
Prix d'Interprétation Féminine CANNES 78

MERCURY - PARAMOUNT MAILLOT - PARAMOUNT OPÉRA - CAPH GRANDS BOULEVARDS - MOULIN ROUGE

ROBERT MITCHUM
dans une nouvelle enquête fracassante...
DE LA NEIGE SUR LES TULIPES...
RICHARD EGAN - LESLIE NIELSON - BRADFORD DILLMAN
KEYE LUKE - GEORGE CHEUNG

temporain
moyens et longs métrages
à super-8, 16 et 35 mm
dirigé par Jean-Claude Eloy
de flûte pour la musique
dirigé par Claude Helffer
par l'Orchestre symphonique de Lorraine
dupe Unit
dirigé par Jean-Christophe Averty
de France-Culture
29 juin à 20 h 30
PREMIÈRE PUBLIQUE
SLAVA
dirigé par François Reichenbach
et Mstislav Rostropovitch

Le Monde
Service des Abonnements
5 rue de Valenciennes
75277 PARIS - CEDEX 03
C.C.P. 4267-23
ABONNEMENTS
3 mois 8 mois 12 mois
FRANCE - DOM. - T.O.M.
115 F 210 F 305 F 400 F
TOUTS PAYS FRANÇAIS
PAR VOIE NORMALE
205 F 300 F 375 F 460 F
XERANGER
(par messageries)
I - BELGIQUE-LUXEMBOURG
PAYS-BAS - SUISSE
143 F 205 F 285 F 310 F
II - TONIAIE
130 F 240 F 300 F 360 F
Per voir dernière
Taxe sur demande
Les abonnés qui paient par
chèque postal (ou virement)
verront leur journal en plus de
leur demande.

Cinéma

Les séances spéciales

AMERICAN CRAPPIE (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (533-97-77), 10 h, 12 h et 24 h.
LAITRE (A. v.o.) : Daumesnil, 12 (543-52-97), soir.
CASANDVA DE PELLIOT (A. v.o.) : Cinéchoix Saint-Germain, 6 (83-82-20), soir.
LA COLLECTIFIONNEUSE (Fr.) : Olympia, 14 (543-67-42), 18 h (cf. S. D.).
LES CLOWNS (A. v.o.) : Olympia, 14 (543-67-42), 18 h.
LA DERNIERE FEMME (A. v.o.) : Olympia, 14 (543-67-42), 18 h.
LUZEMBOURG (A. v.o.) : Olympia, 14 (543-67-42), 18 h.
EL TOPO (Mex., v.o.) : Olympia, 14 (543-67-42), 18 h.
L'ESPION DES SIGES (Jap., v.o.) : Olympia, 14 (543-67-42), 18 h.
STUDDI GALANDE (v.o.) : Olympia, 14 (543-67-42), 18 h.
DES ENFANTS GAYES (Fr.) : Tourelles, 20 (533-51-58), sam. 17 h.
HAROLD ET MAUDE (A. v.o.) : Olympia, 14 (543-67-42), 18 h.
KELZAPOPPIN (A. v.o.) : La Cite, 9 (537-90-30), 12 h, 24 h.
INDE SONG (Fr.) : La Seine, 5 (533-95-59), 12 h 20 (cf. D.).
JE TU, IL, ELLE (Fr.) : La Seine, 5 (533-95-59), 12 h 20 (cf. D.).
JEREMIAH JOHNSON (A. v.o.) : La Cite, 9 (537-90-30), 12 h, 24 h.
KENNETH ANGER (A. v.o.) : Olympia, 14 (543-67-42), 18 h.
PHANTOM OF THE PARADISE (A. v.o.) : Luxembourg, 6 (533-97-77), 10 h, 12 h, 24 h.
PIERROT LE FOD (Fr.) : Saint-André-des-Arts, 3 (574-07-23), 18 h.
LE SOUS-MARIN JAUNE (A. v.o.) : Olympia, 14 (543-67-42), 18 h.
THE ROCKY HORROR PICTURE SHOW (Ang., v.o.) : Acadia, 17 (754-97-85), 7 h, 9 h, 24 h.
UNE ETOUTE EST NEE (A. v.o.) : Saint-André-des-Arts, 3 (574-07-23), 18 h.

Les festivals

CINEMA AFRICAINE (v.o.) : Le Ranelagh, 18 (228-64-41), Mer. : 19 h.
VENU : V. 12 h ; Toula ou la Génie des eaux ; S. et D. 18 h ; N'Ankara ; L. 18 h ; Baara ; L. Mar. 18 h ; Le Oestil ; Mar. 18 h 45 ; Tiyabu-Biru.
REGARD DES FEMMES SUR : Palais des Arts, 3 (574-07-23), films et débats. Mer. : Maladie d'amour ; Anatomie d'un rapport ; Les Enlambées ; Formidables ; J. ; Je, Tu, Il, Elle ; Nérolia ; Caméra en tête ; Soma ; V. ; Alice Constant ; L'Arche ; Les deux nees ; Epouze comme celle qui a épousé papa ; Strip-tease ; Fuses ; S. ; Les Flots bleus ; An-déjà du bien et du mal ; Un rêve plus long que la nuit ; O. ; Legacy ; What mazing you ? ; Un rêve plus long que la nuit ; le Martyr de Marilyn Monroe ; Strip-tease ; Mar. ; Je, Tu, Il, Elle ; What mazing you ? ; Boxing match ; la Vie parisienne ; Soma ; la Subantillique.
G. PHILIPPE : La Pagode, 7 (705-12-15), Mer. 19 h ; L'Idiot ; L. ; Le Névro monte à St-Pao ; Mar. ; les Grands Manoeuvres.
LA CHAÏE, LA MORT, LE OIABLE (v.o.) : La Pagode, 7 (705-12-15), Mar. ; la Grande Bouffe ; J. ; Le Dernier Homme ; V. ; la Paloma ; S. ; Aguire, la colère de Oia ; D. ; les Ombres ; L. ; Tristana ; Mar. ; les Dandies.
NUIT BLANCHE DO CINEMA, du 24 au 26, à partir de 24 h : La Pagode, 7.
R. REDFORD-D. HOFFMAN (v.o.) : Acadia, 17 (754-97-85), 18 h. 30 ; Gatsby le Magnifique ; 18 h. ; Nos Plus Belles Années ; 18 h. ; Les Hommes du président ; 20 h. ; Votes McKay ; 22 h. ; Lenny.
CRIME, VIOLENCE ET POLITIQUE (v.o.) : Olympia, 14 (543-67-42), Mer. ; les Vitailleurs ; J. ; Confession d'un commissaire de police au procureur de la République ; V. ; Cadavres exotiques ; S. ; Network ; O. ; Punishment Park ; L. ; Adam ; M. ; Votes McKay.
HOMMAGE A (v.o.) : Olympia, 14 (543-67-42), Mer. ; le Léon hui ; J. ; 49 Parallèle ; V. ; Gipsy ; S. ; Une question de vie ou de mort ; O. ; Brève rencontre ; L. ; l'Homme fatal ; Mar. ; le Cavalier noir.
R. KEATON, Studio Gif-le-Cour, 6 (328-30-25), Mer. ; L. ; Buster s'en

va-t-en guerre ; J. D. ; la Cameraman ; V. ; Campus ; Bam. Mar. ; Buster Keaton Short.
CRATELET-VICTORIA (v.o.) : Olympia, 14 (543-67-42), 18 h.
MAINES, Domingo (192-94-05) ; les Survivants de la fin du monde ; Goodbye Emmanuelle ; Robert et Robert ; Normandic ; Il était une fois dans l'Ouest ; D. ; 21 h ; Easy Rider.
POISSY, U.G.C. (885-07-12) ; la Femme libre ; la Petite ; Un été 42 ; le Ravanche du dragon ; l'Incognita.
ST-GERMAIN-EN-LAYE C 2 L (883-01-08) ; Goodbye Emmanuelle ; le Boiteux ; Violetta Nozière ; la Femme libre ; Club (55-17-61) ; la Petite ; 21 h.
STUDDI GALANDE (v.o.) : Olympia, 14 (543-67-42), 18 h.
LES INDICIA SONT MOURE : 14 h. ; Frankenstein Jr. ; 15 h. 30 ; Mort à Venise ; 18 h. ; le Privé ; 20 h. ; On connaît la chanson ; 22 h. 10 ; l'Homme qui venait d'ailleurs.
CHARDIER MUSICALS AMERICAINES (v.o.) : Mac-Mahon, 17 (230-24-81), Mer. ; L. ; la Belle de Mosson ; J. ; Mar. ; Tunc en scène ; V. ; Chantons sous la pluie ; S. ; Du Américain à Paris ; D. ; Beau sur New-York.
BOITE A FILMS, v.o. : 17 (754-51-50) ; 13 h ; Easy Rider ; 14 h. 45 ; 17 h ; S. ; Bossy and Clyde ; V. ; 24 h ; Délivrance.
RETROSPLECTIVE P. VECCHIALLI, v.o. Action République, 11 (803-21-20), Mer. ; D. ; Une femme est une femme ; J. ; les Russes du diable ; V. ; Mar. ; la Machine à S. ; l'Étranger ; L. ; Chances n'est de main.
HOMMAGE A J. GREMILLON ET D. D. BARRER, Action République, 11 ; Mer. ; la Vérité sur Bébé ; Dorez ; J. ; Lumière d'été ; V. ; Coupes d'Amélie ; S. ; Le ciel est à nous ; D. ; Remorque ; Mar. ; Garden de phare.
A. HITCHCOCK, v.o. Action La Fayette, 9 (874-50-50), Mer. ; J. ; Life hoat ; V. ; S. ; Mr and Mrs Smith ; O. ; L. ; Mar. ; The Skin Game.
LES GRANDES FILMS FANTASTIQUES DE LA R.E.D., v.o. Action Chrétien, 8 (325-86-78), Mer. ; King Kong ; J. ; Vaudon ; V. ; l'île de la mort ; S. ; la Pélopie ; D. ; les Dérangés ; V. ; le Démon ; L. ; la Malédiction des hommes-chiens ; Mar. ; Bedlam.
M. MARX, v.o. Action La Fayette, 9 (874-50-50), Mer. ; Les Marx aux grands magasins ; J. ; L. ; la Soupe aux choux ; V. ; Le key Business ; S. ; Une nuit à l'Opéra.
DECOUPE, v.o. La Seine, 5 (325-86-78), 15 h. 30 ; l'Étranger du Triangle d'Or ; 17 h. ; Skazap ; 18 h. 30 ; Hallucinations ; 20 h. ; le Manège ; 22 h. 30 ; French Connection - II, perm. ; More.
PAUL MAZURSKY, v.o. Saint-Germain-Village, 9 (833-87-50), Mer. ; Mar. ; Harry et Tonto ; J. ; V. ; B. ; D. ; Next Stop Greenwich Village.
Un vendredi dingue, dingue, dingue ; Woodstock (v.o.).
LE VESINET, Média (308-18-15) ; l'État sauvage.
MANVES, Domingo (192-94-05) ; les Survivants de la fin du monde ; Goodbye Emmanuelle ; Robert et Robert ; Normandic ; Il était une fois dans l'Ouest ; D. ; 21 h ; Easy Rider.
POISSY, U.G.C. (885-07-12) ; la Femme libre ; la Petite ; Un été 42 ; le Ravanche du dragon ; l'Incognita.
ST-GERMAIN-EN-LAYE C 2 L (883-01-08) ; Goodbye Emmanuelle ; le Boiteux ; Violetta Nozière ; la Femme libre ; Club (55-17-61) ; la Petite ; 21 h.
STUDDI GALANDE (v.o.) : Olympia, 14 (543-67-42), 18 h.
LES INDICIA SONT MOURE : 14 h. ; Frankenstein Jr. ; 15 h. 30 ; Mort à Venise ; 18 h. ; le Privé ; 20 h. ; On connaît la chanson ; 22 h. 10 ; l'Homme qui venait d'ailleurs.
CHARDIER MUSICALS AMERICAINES (v.o.) : Mac-Mahon, 17 (230-24-81), Mer. ; L. ; la Belle de Mosson ; J. ; Mar. ; Tunc en scène ; V. ; Chantons sous la pluie ; S. ; Du Américain à Paris ; D. ; Beau sur New-York.
BOITE A FILMS, v.o. : 17 (754-51-50) ; 13 h ; Easy Rider ; 14 h. 45 ; 17 h ; S. ; Bossy and Clyde ; V. ; 24 h ; Délivrance.
RETROSPLECTIVE P. VECCHIALLI, v.o. Action République, 11 (803-21-20), Mer. ; D. ; Une femme est une femme ; J. ; les Russes du diable ; V. ; Mar. ; la Machine à S. ; l'Étranger ; L. ; Chances n'est de main.
HOMMAGE A J. GREMILLON ET D. D. BARRER, Action République, 11 ; Mer. ; la Vérité sur Bébé ; Dorez ; J. ; Lumière d'été ; V. ; Coupes d'Amélie ; S. ; Le ciel est à nous ; D. ; Remorque ; Mar. ; Garden de phare.
A. HITCHCOCK, v.o. Action La Fayette, 9 (874-50-50), Mer. ; J. ; Life hoat ; V. ; S. ; Mr and Mrs Smith ; O. ; L. ; Mar. ; The Skin Game.
LES GRANDES FILMS FANTASTIQUES DE LA R.E.D., v.o. Action Chrétien, 8 (325-86-78), Mer. ; King Kong ; J. ; Vaudon ; V. ; l'île de la mort ; S. ; la Pélopie ; D. ; les Dérangés ; V. ; le Démon ; L. ; la Malédiction des hommes-chiens ; Mar. ; Bedlam.
M. MARX, v.o. Action La Fayette, 9 (874-50-50), Mer. ; Les Marx aux grands magasins ; J. ; L. ; la Soupe aux choux ; V. ; Le key Business ; S. ; Une nuit à l'Opéra.
DECOUPE, v.o. La Seine, 5 (325-86-78), 15 h. 30 ; l'Étranger du Triangle d'Or ; 17 h. ; Skazap ; 18 h. 30 ; Hallucinations ; 20 h. ; le Manège ; 22 h. 30 ; French Connection - II, perm. ; More.
PAUL MAZURSKY, v.o. Saint-Germain-Village, 9 (833-87-50), Mer. ; Mar. ; Harry et Tonto ; J. ; V. ; B. ; D. ; Next Stop Greenwich Village.

ITALIEN DES ROSES ; le Crabe-tambour ; les Liaisons dangereuses ; Farewell 451 ; Contes immoraux (**).
SAINT-GENEVIEVE-DES-BOIS, Perray (018-07-38) ; la Grande Battaille ; le Touhin du régime (**).
HAUTS-DE-SEINE (92)
ASNIERES, Tricycle (793-02-13) ; Robert et Robert ; les Nouveaux Mœurs ; l'Espion aux pattes de velours.
BAGNEUX, Lux (884-02-43) ; les Bidasses au pensionnat ; CAC (194-10-54) ; 1900 (11 et 21).
BOULOGNE, Royal (605-96-27) ; la Femme libre ; les Bidasses au pensionnat.
LA GARENNE, Voltaire (342-22-27) ; Jésus de Nazareth (2).
GENEVILLIERS, Maison pour tous (793-21-63) ; le Tournoi de la vie ; le Bois de bouleaux (v.o.).
MILAROFF, Palace (233-12-89) ; la Femme libre ; l'Espion aux pattes de velours.
VERSAILLES, Cyrano (850-58-58) ; la Petite (**).
RUEIL, Studio (749-19-47) ; l'Horrible invasion (**).
SCEAUX, Tyranon (811-20-52) ; l'Horrible invasion (**).
VAUGHANSSON, Normandie (970-28-00) ; Bobby Deerfield (v.o.) ; l'Assaut de la vieille (v.o.) ; Le Beaujolais nouveau est arrivé ; Un papillon sur l'épaule.
SEINE-SAINT-DENIS (93)
ATBERVILLIERS, Studio (623-18-16) ; les Marx Brothers aux grands magasins (v.o.) ; A la recherche de M. Goodbar (v.o.).
AULNAY, Parador (831-90-05) ; les Bidasses au pensionnat ; Pharaon ; Chaussette surprise ; Mon nom est Personne ; Prado ; la Petite (**).
BAGNOLLE (93) ; l'Horrible invasion (**).
BIBRYON, Centre commercial (830-58-00) ; l'Horrible invasion (**).
GRIGNY, France (805-49-63) ; l'État sauvage ; Va voir maman travailler ; la Planète des monstres.
PALAISEAU, Casino (814-28-80) ; le Grand Escarpin ; Attention, les enfants regardent (**).
RIS-DRANGIS, Cinéchoix (908-72-72) ;

DRILY, Paramount (1728-21-80) ; De la neige sur les tulipes ; Goodbye Emmanuelle.
THIAIS, Bois-Eglise (698-97-90) ; la Femme libre ; Violetta Nozière (**).
LE RAINCY, Casino (527-11-58) ; la Petite (**).
PANTIN, Carrefour (843-23-02) ; les Survivants de la fin du monde ; Chaussette surprise ; l'Horoscope ; De la neige sur les tulipes ; les Bidasses au pensionnat.
ROSDNY, Arta (528-30-00) ; les Survivants de la fin du monde ; la Petite (**).
SAINT-OZEN, Abbatiale (754-02-07) ; Sale respect ; le Beaujolais nouveau est arrivé.
VAL-DE-MARNE (94)
CACHAN, Phéas (233-12-58) ; les Nouveaux Mœurs ; mar. ; Les Indiens sont encore loin.
CHAMPIGNY, Pêche (860-32-97) ; Robert et Robert ; Ce espion de trop ; la Femme libre ; Chaussette surprise ; l'Espion aux pattes de velours.
CRETEIL, Arta (879-82-34) ; les Bidasses au pensionnat ; l'Horoscope ; la Petite (**).
LA FARENNE, Phéas (328-22-58) ; l'État sauvage.
VAL-D'ORSE (95)
ARGENTEUIL, Alpha (881-00-07) ; les Bidasses au pensionnat ; la Conscience (**).
CERGY, Bourvil (620-46-80) ; Violetta Nozière (**).
ENGIEN, France (417-00-44) ; la Femme libre ; la Petite (**).
SAINT-GERMAIN, Toiles (583-21-89) ; le Cercle infernal ; Laïsez-vous jouer ; l'État sauvage ; Black Sunday.
SARCELLES, Planéas (990-14-33) ; les Survivants de la fin du monde ; Violetta Nozière (**).
CENTRE MANDAPA (589-01-80), le 21 et 22 à 21 h. ; Kabakall, répétition dérogatoire.
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES (33-44-36), à partir du 21, 20 h 30 ; Musique de chambre de Ball.
THEATRE DE LA CITE INTERNATIONALE (589-07-87), jusqu'au 24, 21 h. ; Nata Matlox.

Danse

BALZAC ELYSEES - SAINT-LAZARE PASQUIER
STUDIO SAINT-ANDRE-DES-ARTS - OLYMPIC ENTREPOT
L'LENUE
un film de KANETO SHINDO
musique de HIKARU HAYASHI
nef diffusion

U.G.C. MARBEUF - STUDIO CUIJAS
un film de MARTIN SCORSESE
mean streets
avec ROBERT DE NIRO

PUBLICIS ELYSEES - PUBLICIS MATHIGNON - PARAMOUNT OPERA - PUBLICIS SAINT-GERMAIN - PARAMOUNT MONTMARTRE
PARAMOUNT MONTPARNASSE - MAX LINDER - BOUL'NICH - PARAMOUNT GAITE - PARAMOUNT MAILLOT - PASSY
CONVENTION ST-CHARLES - PARAMOUNT GOBELINS - PARAMOUNT GALAXIE - PARAMOUNT BASTILLE - PARAMOUNT ORLEANS
Périphérie : PARAMOUNT ELYSEES B La Cite St-Cloud - PARAMOUNT LA VARENNE - PARAMOUNT GRIVY - BUXY Boussy St-Antoine
CYRANO Versailles - MELES Montreuil - ARTEL Rosny - CARREFOUR Pantin - ARTEL Villejuive St-Georges - ALPHA Argenteuil
FRANCOIS Enghien - C2L St-Germain - ULLS Orsay - FLANADES Sarcelles

Elle est toujours belle
Elle est toujours riche et
Elle aime encore plus ça
Enfin Emmanuelle 3
Goodbye Emmanuelle
SYLVIA KRISTEL
UMBERTO ORSINI
FRANCOIS LETERRIER
ALEXANDRA STEWART - OLGA GEORGES-PICOT - JEAN-PIERRE BOUVIER
SYLVIE FENNIC - RADIAH FRYE - CAROLINE LAURENCE - JACK ALLEN
BRK COLIN - JACQUES DONIOL-VALCROZE - CHARLOTTE ALEXANDRA
Interdit aux moins de 18 ans.

Pour tous renseignements concernant l'ensemble des programmes ou des salles
LE MONDE INFORMATIONS SPECTACLES - 704.70.20 (lignes groupées) et 727.42.34
(de 11 heures à 21 heures, sauf les dimanches et jours fériés)

REVE DE SINGE
un film de MARCO FERRERI
GRAND PRIX SPECIAL DU JURY CANNES 78
LE FILM DE MARCO FERRERI PASSE DANS 14 SALLES PARIS-PERIPHERIE - VOIR LIGNES PROGRAMMES

هكذا من الأصل

CARAVAN
LES FLEURS SOMBRES DE
VOTRE CE SO
DINERS AVANT LE
DINERS DANS
DINERS

مگنا من الاصل

RADIO-TÉLÉVISION

MERCREDI 21 JUIN

CHAINE I : TF 1
18 h. 35, Coupe du monde de football : Italie-Hollande (en direct) ; 20 h. 30, Journal.
21 h. Série : Les amours sous la Révolution, de J. Chabannes, réal. J.-P. Carrère. (Les amants de Thermidor.)

JEUDI 22 JUIN

CHAINE I : TF 1
12 h. 15, Jeu : Réponse à tout ; 12 h. 30, Midi première ; 13 h. Journal ; 13 h. 50, Obéissant santé (les causes des brûlures) ; 14 h., Coupe du monde de football : Argentine-Pérou (différé) ; 18 h. A la bonne heure ; 18 h. 25, Pour les jeunes ; 18 h. 30, L'île aux enfants ; 18 h. 55, Ces animaux qu'on appelle des bêtes (les grands chasseurs) ; 19 h. 15, Une minute pour les femmes (vous et votre caravane) ; 19 h. 40, Eh bien... racontez ; 20 h., Journal.

TRIBUNES ET DÉBATS
JEUDI 22 JUIN
M. Henri Coët, conseiller-membre à la Cour des comptes, est nommé président de la commission de répartition du produit de la redévance, en remplacement de M. Bernard Sécot, premier président de la Cour des comptes, qui occupait cette fonction depuis janvier 1975.

A VENDRE
PÉNICHES
pour habitat
(avec moteur)
Tél. 972-41-48

1660E
MINI 850 ESSENCE ORDINAIRE
376 F
Rix dès en main à 3.378 ou 3.760 F par mois. Location-vente sur 5 ans, dépôt de garantie 3.338 F (réductible en fin de location) ou à l'achat 25.870 F en fin de contrat. Chez votre concessionnaire Austin Leyland.

CABARETS

LES 2 MEILLEURES SOIRES DE PARIS
LIDO
NOUVELLE SUPER REVUE
"Allez Lido"
BAL DU MOULIN ROUGE
LISSETTE MALODR
FETE ALCAZAR

VOTRE TABLE CE SOIR

DINERS AVANT LE SPECTACLE
L'ALSACE AUX HALLES
CHEZ HANZI
AUR DE RIQUEWIERE

DINERS... DANS UN JARDIN
LA CREMAILLIERE 1900
15, place du Tertre, 19.

DINERS

RIVE DROITE
RELAIS BELLMAN
MONSIEUR BEGUF

RIVE GAUCHE
LE PROCOPE
RESTO DE LA GARE

ENVIRONS DE PARIS
CHATEAU DE LA CORNICHE
Rollebois, avt. Ouest à Bonnefais

SOUPEURS APRES MINUIT

GUY
NAVY CLUB
LA CLOSERIE DES LILAS

LE PETIT ZINC
LE MUNICHE
WEPLER

DES SPECTACLES

ORLY, Paramount (756-21-80)
la neige sur les tulipes ; De Emmanuelle

VAL-D'OISE (93)
ARGENTELIL, Alpha (981-00-07)
les salades au paradis ; la Conscience (93) ; Conscience

Danse

CENTRE MANDAPA
THEATRE DES CHAMPS-ELYSEES

LZARE PASQUIER OLYMPIC ENTREPOT

SHINDO WASHI

EMMANUELLE

EMMANUELLE
PARAMOUNT MONTMARTRE
PARAMOUNT MAILLOT - PASSY
NY BASTILLE - PARAMOUNT ORLEANS

e 3

Emmanuelle avec l'amour

le

le
SON BANC D'HUITRES
Frites gras frais - Poissons

TÉLÉVISION PRESSE

VU

LA GLOIRE ET LA HONTE

La temps passe vite. Dire qu'on s'interrogeait mardi soir sur l'appel du 18 juin 1940, comme s'il se fût agi d'un obscur palmé d'histoire. La fuite à Vercennes...

Bref, l'entourage du grand complet, flanqué de deux historiens, de deux journalistes et de deux journalistes...

Ce qui est surprenant, ce n'est pas le fait qu'un membre du cabinet Paul Reynaud, un sous-secrétaire d'Etat à la guerre...

Il avait beau s'évertuer, apalut par Churchill dont on admirait l'empressement — il eut fait deux fois le voyage en trois jours...

La délégation parlementaire pour la radio-télévision a décidé mardi 20 juin à la majorité de retirer le recours pour excès de pouvoir...

LE 25 JUIN A VINCENNES

La fête des correcteurs d'imprimerie

Le Syndicat des correcteurs organisa, le dimanche 25 juin, de midi à minuit, à la Cartoucherie de Vincennes, une grande fête populaire. Outre les correcteurs, leurs familles et leurs amis...

Tout texte imprimé, depuis le plus modeste tract jusqu'à l'ouvrage technique le plus savant, est corrigé par les correcteurs...

Il doit veiller à chaque détail de forme : l'utilisation à bon escient des majuscules, des différents types de caractères, etc.

Le correcteur doit également traquer et déceler les erreurs de fond. Les erreurs, surtout dans la presse, n'ont pas toujours le temps de rattraper et de disparaître dans le détail des textes qu'il fournit...

La grande difficulté de ce métier réside sans doute en ceci : il faut monter une garde vigilante autour des règles de l'orthographe, de la grammaire et de la syntaxe...

l'end, un des principaux animateurs de la Révolution prolétarienne, d'André Devriendt, administrateur du Monde libertaire. Ni si, parmi les membres du comité syndical de la profession, ont figuré Louis Lecoin, militant pacifiste et antimilitariste, Pierre Monetta, fondateur de la Vie Ouvrière et de la Révolution prolétarienne, tendu qu'Alfred Rosmer, historien du mouvement ouvrier, cofondateur avec Trotsky de la IV^e Internationale, le surréaliste Benjamin Péret, Victor Serge, anarchiste rallié à la révolution russe puis amantonné par elle, furent correcteurs. Tous étaient des militants anarchistes ou libertaires, des syndicalistes révolutionnaires, qui ont marqué la profession.

C'est de ces influences qu'est né au 1881 le Syndicat des correcteurs, qui s'est installé à Paris, rattaché à la Fédération des travailleurs du Livre, qui elle-même appartenait à la C.G.T. Cette petite organisation ne compte guère que sept cents adhérents ; mais elle occupe une place à part et fait preuve d'une indépendance partielle fort incommode au sein du Livre et de la Conscience. Sa force et sa cohésion viennent en particulier du monopole de l'embouche du Syndicat, entre autres, dispose : nul ne peut exercer ce métier dans la presse s'il n'est pas syndiqué. Et la formation dispensée aux débutants n'est pas exotote, par-delà l'enseignement technique, d'une forte empreinte syndicaliste.

On apprend ainsi tout un vocabulaire particulier, parfois pittoresque, toujours précis, et tout un langage de signes conventionnels consacrés par l'usage qui donnent à la correction un caractère hermétique. Du « boudon » (lignes qui manquent) au « mastic » (lignes interverties) et de « coquille » ou « douze » ou « céro » (taux de caractère qui vaut douze « points »), le correcteur, transporté en marge des épreuves des figures de ce qui signifie est mystérieuse pour le profane, semble appartenir à une société secrète, participer d'un monde clos d'infinité. Et il en est bien ainsi à certains égards.

Car, par-delà son rôle technique, le correcteur est membre d'une corporation fermée, fière de ses traditions et attachée à des coutumes idéologiques originales. Ce n'est pas un hasard si dans la liste des exécutés du Syndicat des correcteurs on relève des noms comme ceux d'Alzir Meite, traducteur de Remarque et de Zweig, de Maurice Chambel-

LETTRES

Colette, notre contemporaine

(Suite de la première page.)

Vous pouvez chercher, vous ne trouverez pas une idée générale, pas une théorie, tout au plus quelques réflexions solidement enracinées dans l'expérience et qui constituent une sorte de vaticane, sans aucune prétention morale. « Une enfance heureuse est une mauvaise préparation aux contacts humains », constate-t-elle. Ou encore : « Le premier homme, on ne meurt que de celui-là. » Elle se souvient de sa cicatrice. Que d'autres inventant, elle garde le nez collé sur la réalité, la sienne, et certains critiques l'accuseront toujours de manquer d'âme. C'est un reproche dont les femmes ont l'habitude, à croire qu'elles ignorent le mode d'emploi de cette âme dont les hommes ont bien voulu les doter au Moyen Âge. Convoitons-en, le royaume de Colette se situe ici-bas, mais allez donc en recenser les richesses, en épouser les mystères ! Durant quatre-vingt-cinq années, elle obéit au mot d'ordre maternel : « Regarde ! », y trouvant sa raison d'être, s'acharnant ensuite à concilier sur la parole le son et le nombre, à qui capterait la vie. Et parce qu'elle y est parvenue, nous voyons par ses yeux, nous découvrons notre propre reflet sur la page qu'elle nous tend.

Bouder, pleurer et filer deux

Comme le souligne avec pertinence sa biographe, elle est d'autant plus universelle qu'elle sort des rangs, ambassadrice d'une piété vouée au silence. De Mme de La Fayette à Simone de Beauvoir, de George Sand à la comtesse de Noailles, la littérature française recense la plupart de ses auteurs féminins dans « la haute », à une altitude que traversent les grands courants de pensée. Colette les ignore. Elle sort de la commune, à regret d'ailleurs, et perdant la secrète certitude d'être une enfant précieuse... pour ne devenir qu'une femme. Et qui pis est, une femme pauvre qui a le choix entre le métier d'institutrice à 75 francs par mois (autant qu'une blanchisseuse) ou le mariage. En quelques chiffres, Michèle Sordet nous explique pourquoi et comment une jeune fille « coincée » tombe toute rôtie dans les bras du premier Willy venu.

Dira-t-on qu'elle fait de l'époux terrible on pourrait trop dire ? Encore une fois, solide de Colette, sa biographe enroge de la voir initiée ou à plaisir dégradant de souffrir. Elle l'appelle à la révolte, écrivit de l'entendre soupirer, et le dégoût n'est pas une

délicatesse féminine » et dénonce l'implicite pouvoir du desser. Comment expliquer l'emprise de ce boulevardier, dont les facettes alimentent une centaine de journaux parmi les trois mille quatre cent quarante-deux qui paraissent en ce début de siècle, de ce pluriel qui signe à tour de bras les articles et les romans fabriqués dans ses « ateliers de nègres », de ce pur produit de la Belle Époque, nocur, hâbler, tricheur ? La réponse est toute bête : c'est un homme. Il a pour lui la force et la loi, la tradition et « la sacro-sainte souveraineté et ignoble opinion publique ». Contre une telle coalition que peut une Lolita de dix-huit ans, fraîchement arrachée à sa Bourgogne ? Rien, sinon boudier, pleurer et filer deux.

Certes, d'autres passent le boudier, et Michèle Sordet nous cite les héroïques suffragettes qui jetèrent leur corset 1900 par-dessus les moulins. Colette n'est pas du nombre et n'en sera jamais. Soumise aux caprices du maître, elle rédige des souvenirs scolaires qu'elle pimente de grivoiseries et publie sans son nom. Il en ira de même (à l'exception des « Dialogues de bêtes »), pour les dix livres écrits au bague conjugal et, jusqu'en 1923, Colette, antiquaire, divorcée, remariée, auteur unique de plus de vingt romans, portera en littérature le nom de Willy. Sans elle, qui s'en souviendrait aujourd'hui ? Encore, s'il avait conscience de ces excès, elle n'aurait pas écrit à l'ère de la « haute » et se serait contentée de son métier de femme de ménage. Peut-être lui aurait-on d'offrir conjointement à l'exploite à l'aveuglette, la congédie ou premier signe de fatigue et charge une remplaçante, Meg Villars, de poursuivre les « Claudine », avec la sérénité de « Peggy ». Et, dès que Colette montre les dents pour défendre son gagne-pain, il est de ses règles de la couvrir de boue dans un pamphlet dont la biographe nous offre un aperçu extrême.

Femelle je suis, femelle je reste

Où se réfugia l'ex-provinciale de trente-trois ans, sans fortune ni appui ? Chez une femme... comme jadis ou temps bant de la chaude complexité maternelle, lorsque nous nous dilations d'aise loin des hommes. Le sophisme est à la mode, Willy et ses semblables le traitent en peccodille et les grandes cocottes oublient volontiers, dans les bras les unes des autres, les ennuis du métier. Malheureusement, Colette n'est pas une cocotte, mais une déclassée. Elle attire les coups bas qui égareront sa protectrice, Missy, duchesse de Morny, onéisme séductrice de la princesse Panlatowska, descendante de Louis XV. Si, toutes classes confondues, les amonçons affrontent parfois les feux de la rampe, à l'occasion de quelques miodrame, seules les plus pauvres d'entre elles découvrent en coulisses « l'envers du music-hall ». Appareillage exemplaire, la condition féminine dont Colette aura subi toutes les épreuves, toutes les humiliations, jusqu'à devenir cette « petite commerçante harnée et dure » qui « fait des livres comme on fait des sabots », et qui, pour sauver la face, veille « à cocher ses pensées et à sa railler les cils au mascara ».

D'un mari à l'autre, de la mouise à la dèche, elle écrit, impasse son génie, sans pour autant désarmer ses censeurs. Comment lui pardonneraient-ils de dire la vérité, rien que la vérité, celle qu'elle a touché du doigt ou prix de quelles brûlures et dont elle célèbre « les merveilleux saccages » ? D'accepter, d'innocenter la dictature des sens, « seigneurs intraitables, plus ignorants que les princes d'autrefois, qui n'enseignent que l'indispensable : dissimuler, haïr, commander » ? De définir le vice comme « un mal qu'on fait sans plaisir » et de clomer : « Femelle je suis, femelle je reste, pour en souffrir, pour en jouir ! » Ni l'âge ni la gloire tardive ne la contraignent à « se ranger », à jouer le rôle que la société lui désigne. Aux approches de la soixantaine, elle se lance dans le commerce des produits de beauté, et imagine-t-on, nous demande Michèle Sordet, qu'elle, Gide ou Voltaire convertis à la culture ? Malheur lui-même, l'aventurier par excellence, se contenta de devenir ministre ».

Par son ardeur à vivre et son art de vieillir, son indépendance et sa suite, son irrésistible naturel, Colette, l'unique, incarne la Femme majeure, c'est-à-dire celle qui a chassé derrière elle, et qui se perfectionne d'entrer en littérature sous le seul nom de La Châta.

GABRIELLE ROLIN.

17.700 F

c'est l'apport suffisant pour acheter un

3 pièces à Clichy

habitable immédiatement

L'apport personnel habituellement demandé pour accéder à la propriété représente bien souvent un capital difficile à réunir.

C'est pourquoi Hampton & Sons a décidé de faciliter l'achat de votre appartement à l'Olympe en vous permettant d'emménager tout de suite* après le versement de 5% seulement de la valeur totale de votre appartement, soit :

- 14.600 F pour un 2 pièces de 51 m²
17.700 F pour un 3 pièces de 67 m²
22.400 F pour un 4 pièces de 86 m²
26.800 F pour un 5 pièces de 100 m²

Puis, vous payez votre caution et votre loyer, comme vous le feriez pour tout appartement en location, et, au bout de 24 mois, votre versement initial, votre caution, et 90% du montant total des loyers que vous avez versés, sont réunis pour former votre apport personnel.

Vous constituez vous-même votre capital-pierre tout en jouissant de votre appartement.

Important : si vous avez souscrit un plan épargne logement, vous n'êtes plus obligé d'en attendre la clôture pour habiter chez vous : vous anticipez votre accession à la propriété et vous cessez de payer des loyers à fond perdu.

Une chose encore : si vous êtes déjà propriétaire d'un appartement que vous souhaitez revendre, la formule Hampton & Sons, appliquée à l'Olympe, vous permet de vivre immédiatement dans votre nouvel appartement sans brader votre patrimoine. Vous avez tout le temps devant vous pour en lier le meilleur prix.

Enfin, à l'Olympe, vous pouvez bénéficier du nouveau prêt conventionné du Crédit Agricole qui vous permet de mensualités très abordables pour un appartement plus grand.

Venez visiter l'Olympe, tous les renseignements vous seront donnés sur place, tous les jours de 11 h à 19 h sauf le mardi et le mercredi, 8, rue des Cailloux à Clichy 92110, ou par téléphone au 737.33.60.

l'Olympe

8, rue des Cailloux - 92110 Clichy

Un immeuble préconisé par : Hampton & Sons

Conseil International en Immobilier

Pour recevoir une documentation gratuite sur l'Olympe, retournez ce bon à : Hampton & Sons

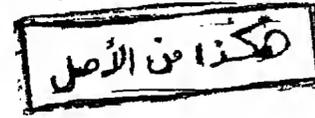
19, av. F. Roosevelt 75008 Paris

Nom :

Prénom :

Adresse :

Code postal :



مكتبة الأصل

CARNET

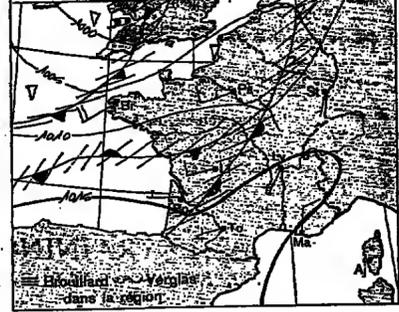
AUJOURD'HUI

MÉTÉOROLOGIE

SITUATION LE 21-06-78 A 0 h G.M.T.



PRÉVISIONS POUR LE 22 JUIN DÉBUT DE MATINÉE



Evolution probable du temps en France entre le mercredi 21 juin à 6 heures et le jeudi 22 juin à 24 heures :

Températures du premier chiffre Indique le maximum enregistré au cours de la journée du 20 juin ; le second, le minimum de la nuit du 20 au 21 ; Aléas, 25 et 18 degrés ; Biarritz, 18 et 10 ; Bordeaux, 22 et 10 ; Brest, 19 et 12 ; Caen, 22 et 11 ; Cherbourg, 18 et 11 ; Clermont-Ferrand, 23 et 9 ; Dijon, 21 et 9 ; Grenoble, 25 et 13 ; Lille, 24 et 11 ; Lyon, 23 et 13 ; Marseille, 28 et 18 ; Nancy, 21 et 8 ; Nantes, 24 et 10 ; Nice, 24 et 18 ; Paris-La Bourget, 20 et 11 ; Tours, 24 et 9 ; Toulouse, 22 et 13 ; Poitiers-Pierre, 20 et 23.

Dirigés par les basses pressions du nord de l'Atlantique, des perturbations circulant du sud du Groenland à l'Europe traverseront la plus grande partie de la France dans un flux de secteur ouest qui se renforcera.

Sur l'ensemble de la France, les températures seront relativement basses pour cette époque de l'année. Mercredi 21 juin, à 8 heures, la pression atmosphérique réduite au niveau de la mer était à Paris, de 1012,2 millibars, soit 752,2 millibars de mercure.

Jeudi 22 juin un temps très nuageux avec pluies éparsees ou averses concernera dès le matin la moitié nord-ouest du pays. Cette aggravation gagnera ensuite la moitié sud-est, les précipitations prenant parfois un caractère orageux.

Températures relevées à l'étranger : Alger, 22 et 13 degrés ; Amsterdam, 22 et 13 ; Athènes, 24 et 21 ; Berlin, 23 et 13 ; Bonn, 22 et 11 ; Bruxelles, 23 et 12 ; Casablanca, 22 et 17 ; Coppenhague, 19 et 11 ; Genève, 22 et 10 ; Lisbonne, 23 et 12 ; Londres, 22 et 12 ; Madrid, 21 et 8 ; Moscou, 22 et 10 ; New-York, 22 et 18 ; Palma-de-Majorque, 25 et 11 ; Rome, 27 et 19 ; Stockholm, 23 et 11.

Assurances

La Fédération française des sociétés d'assurances vient de mettre au point deux brochures pour répondre aux besoins d'assurances des opérateurs du commerce international. La première est un guide pratique pour les polices d'assurances et les démarches nécessaires à la couverture de l'ensemble des risques liés aux activités à l'étranger. La deuxième est un annuaire des trois cent quatre-vingt-dix implantations des assurances françaises disposées dans soixante pays (1). Les sociétés françaises d'assurances ont réalisé en 1977 un chiffre d'affaires international de plus de 9 milliards de francs, soit 12 % de leur chiffre d'affaires total, ce qui classe la France au troisième rang des exportateurs d'assurances, après la Grande-Bretagne et la Suisse.

Presse

« Décoloniser l'information », c'est le sujet du dossier présenté par le numéro 4 de Trimestre, la revue trimestrielle des sciences de l'information, éditée par l'Ecole supérieure de journalisme de Lille et le Centre de recherche sur l'information et la communication (CRIC) (I.E.S.J., 97, boulevard Vauban, 59045 LILLE — le numéro : 25 F.).

Éducation

Comment préparer Sciences-Po ? Sous ce titre une brochure de 143 pages destinée aux candidats à l'année préparatoire ou à l'entrée en deuxième année de l'Institut d'études politiques de Paris.

Le Centre Sigma, 18, rue du Cloître-Notre-Dame, 75004 Paris, 15 F.

« Pour obtenir ces deux brochures, s'adresser à la Fédération française des sociétés d'assurances, 60, avenue de la Grande-Armée, 75009 Paris. Tél. : 770-89-39 ou 824-96-12.

Assurances

Si vous organisez votre prochaine réception au 56^e étage de la Tour Montparnasse Le Ciel de Paris 538.52.35 De 40 à 300 personnes. Buffets, cocktails, banquets avec Paris à vos pieds. Parking sous la Tour. Documentation sur demande.

JACQUES MARAUT SOLDES

collection Été les 22-23-24 juin 175, bd Péreire 80, avenue de Suffren 20, rue St-Benoît

MOTS CROISÉS

PROBLEME N° 2105. Grid for crossword puzzle with clues in French.

SOLUTION

Solution of the crossword puzzle, listing words horizontally and vertically.

Naissances

— Philippe et Françoise JURGENSKEN, Tristan et Odette ont la joie de faire part de la naissance de Axel, le 16 juin 1978, à Paris.

— Jacques-Benoît BOUX et Agnès, née Klier, laissent à Jean-Baptiste la joie d'annoncer la naissance de Emmanuel, le 30 mai 1978, à Paris.

Mariages

— M. et Mme Michel BERTHIAUD, M. et Mme Serge LEFÈVRE, ont la joie de faire part du mariage de Marie-Alice et Xavier, qui a été célébré dans l'intimité en l'église d'Arcy, le 10 juin.

— On nous prie d'annoncer le mariage de Mlle Hélène LYON, fille de M. et Mme Maurice Lyon, avec M. Gérard BLOHORN, fils de M. et Mme André Blohorn, qui sera célébré le 24 juin 1978.

— Mme FÉLIX BARRETRAU a la joie de faire part du mariage de sa fille, Monique, avec M. Erik REMBAUD. La cérémonie a été célébrée le 20 mai 1978 dans la chapelle de Saint-Lambert-des-Bois (Yvelines), 12 bis, rue de Fontainebleau, 92110 Sèvres.

Décès

— On nous prie d'annoncer le décès de M. Lucien Jean BRULE, combattant 1914-1918, ancien directeur de l'École Supérieure de l'Équipement au Tonquet et de grands hôtels internationaux, maître-chef de arts culinaires, officier du Mérite social, survenu le 20 juin 1978, dans sa quatre-vingt-douzième année. Les obsèques auront lieu le jeudi 22 courant, à 15 heures, au Tonquet, où l'on se réunira à l'église. Villa Roseville, Avenue J.-Dunot, 62520 Le Touquet.

— Mme Henri CURTIL, Mlle Françoise CURTIL, M. et Mme Michel CURTIL et leurs enfants, M. et Mme Jean-Claude CURTIL et leurs enfants, Secrétaire Marie-Curtil, font part du rappel à Dieu, le 20 juin 1978, dans sa quatre-vingt-troisième année, de leur père, M. Henri CURTIL, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, chevalier des Arts et Lettres, et vous conviant à la messe de communion qui sera célébrée en l'église Saint-Martin d'Armentières (69), le vendredi 23 juin, à 11 heures, avant l'Inhumation.

— M. et Mme Jean-Claude CURTIL, M. et Mme Marie-Curtil, font part du rappel à Dieu, le 20 juin 1978, dans sa quatre-vingt-troisième année, de leur père, M. Henri CURTIL, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, chevalier des Arts et Lettres, et vous conviant à la messe de communion qui sera célébrée en l'église Saint-Martin d'Armentières (69), le vendredi 23 juin, à 11 heures, avant l'Inhumation.

— M. et Mme Jean-Claude CURTIL, M. et Mme Marie-Curtil, font part du rappel à Dieu, le 20 juin 1978, dans sa quatre-vingt-troisième année, de leur père, M. Henri CURTIL, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, chevalier des Arts et Lettres, et vous conviant à la messe de communion qui sera célébrée en l'église Saint-Martin d'Armentières (69), le vendredi 23 juin, à 11 heures, avant l'Inhumation.

— M. et Mme Jean-Claude CURTIL, M. et Mme Marie-Curtil, font part du rappel à Dieu, le 20 juin 1978, dans sa quatre-vingt-troisième année, de leur père, M. Henri CURTIL, officier de la Légion d'honneur, croix de guerre 1914-1918, chevalier des Arts et Lettres, et vous conviant à la messe de communion qui sera célébrée en l'église Saint-Martin d'Armentières (69), le vendredi 23 juin, à 11 heures, avant l'Inhumation.

Remerciements

— Mme H. Ledent-Garene et sa famille, les proches, les amis, les voisins, les collègues de travail, les amis de la paroisse, les amis de la commune, les amis de la région, les amis de la province, les amis de la France, les amis du monde, remercient tous ceux qui se sont associés à leur peine.

Anniversaires

— La messe en souvenir de Benoît AUBENCHÈRE est reportée au dimanche 1 juillet, à 11 h. 30, à la chapelle du cimetière du Père-Lachaise.

Soutenances de thèses

— Doctorat d'État Université de Paris-III, vendredi 23 juin 1978, à 10 heures, suite Grand, escalier (dixième étage) ; M. Abbe Wendell Mac Intyre ; M. George Craibie : classique ou romantisme ?

Communications diverses

— « Zola et l'affaire Dreyfus », soirée-débat organisée par le Cercle Bernard-Lazare et le Centre Rachi, le jeudi 22 juin, à 20 h. 30, au Centre Rachi, 30, boulevard de Port-Royal, Paris (6^e), avec la participation de MM. Lanoux, V. Rabi, L. Polakoff, M. Agullion et J.-P. Pater.

— Une plaque commémorative en souvenir du chef de mission François Cloude, exécuté à Cologne, en service, peu avant la Libération, vient d'être apposée sur sa demeure, 17, rue de Courcelles, à Paris (17^e).

— La cérémonie d'inauguration qui célébrera cet événement se déroulera le samedi 24 juin, à 11 heures, en présence de tous ses amis.

— Le groupe des Catalans exilés à Paris organise le 24 juin, à 19 h., 8, rue Villé-du-Parc-Montsouris, Paris (14^e), une soirée culturelle catalane.

Visites et conférences

JEUDI 22 JUIN VISITES GUIDÉES ET PROMENADES, 15 h., métro Sully-Morland ; « Au Marais » (à travers Paris).

14 h. 30, dans la cour du Petit Trianon, à Versailles, M. Mazon ; « Le hameau de la reine à Trianon » ; 14 h. 30, sortie de la gare d'Igny ; « L'école Saint-Nicolas à Igny » (l'Art pour tous).

15 h., métro Monge ; « Moutferrat et ses secrets » (Connaissance d'Izid et d'ailleurs).

15 h., Pantillon ; « L'œuvre de Soufflot et de ses élèves » (Histoire et Archéologie).

15 h. 30, porche ; « La Sainte-Chapelle » (M. de la Roche).

15 h., entrée du musée du Jeu-de-Paume ; « Le post-impressionnisme » (Paris et son histoire).

20 h. 30, métro Saint-Paul, M. Ch. Guasco ; « Crime et sorcellerie au Marais » (Temple).

14 h. 45, porte Denon ; « La peinture hollandaise du dix-septième siècle au Louvre » (Tourisme culturel).

CONFÉRENCE, — 21 h., 147, avenue de Malakoff, M. Eric Weil ; « Astrologie horaire appliquée au témoignage d'un astrologue » (Nouveaux horizons).

CONFÉRENCE, — 21 h., 147, avenue de Malakoff, M. Eric Weil ; « Astrologie horaire appliquée au témoignage d'un astrologue » (Nouveaux horizons).

CONFÉRENCE, — 21 h., 147, avenue de Malakoff, M. Eric Weil ; « Astrologie horaire appliquée au témoignage d'un astrologue » (Nouveaux horizons).

CONFÉRENCE, — 21 h., 147, avenue de Malakoff, M. Eric Weil ; « Astrologie horaire appliquée au témoignage d'un astrologue » (Nouveaux horizons).

GENÈVE HOTEL D'ANGLETERRE

Nouvelles suites luxueuses face au lac Tél. : 1941/22/32 81 80 Tlx 22.668

VENTE A FONTAINEBLEAU

14, rue des Pins - 422-27-02 DIMANCHE 25 JUIN à 14 h 15 CHEFS D'ŒUVRE ET D'ARTS DÉCORÉS, CÉRAMIQUES, CRISTALS EN IVOIRE Pendules en bronze doré BRONZES XVIII^e TABLEAUX ANG. J. W. MILLET ; Dessins 33x25 et Le Berger ; Ecole Hollandaise du 17^e Ecole Française du 18^e argent, bijoux MEUBLES ANCIENS et de STYLE Commodes, buffets, corps, bureaux, armoires, BIEDRES 18^e Tapisseries des Plâtres à décor de bataille 18^e M^{me} H. PASTOR et J. OSEKAT, Commissaires-Priseurs.

VENTE A VERSAILLES

M^{me} P. et J. MARTIN, C.-Pr. ass. 3, imp. Cheval-Légers - 93-86-08 DIMANCHE 25 JUIN 1978 Gal. Cheval-Légers, 10 h 30-14 h TABLEAUX MODERNES Hôtel Cheval-Légers, 14 b ART D'ASIE Exposition vendredi et samedi

A L'HOTEL DROUOT

VENTE Jeudi 8. 1. - Tableaux, bijoux. 8. 4. - Tapis d'Orient, br. meubles. 8. 9. - Art. Nouveau, Art Déco, petites coupées anciennes. 8. 12. - Objets d'art et d'ameublement 18^e et 19^e.

EXPOSITION

Jeudi 8. 1. - Dessins, tableaux anciens. 8. 2. - Curiosités. 8. 3. - Décor, objets de marine. 8. 4. - Coll. amateur : 300 tableaux chinois. 8. 5. - Obj. art et ameub. 18^e et 19^e. 8. 6. - Céramiques, objets d'art. 8. 15. - Objets de Haute Époque.

PALAIS D'ORSAY

EXPOSITION Jeudi Import. tableaux anciens, meubles, objets d'art 18^e, tapis, tapisseries.

SOLDES chez François Villon

57 RUE PIERRE CHARRON - 8 55 RUE BONAPARTE - 6 14 AVENUE VICTOR HUGO - 16 8 RUE ROYALE - 8 le 21 juin et jours suivants, de 10 à 19 h.

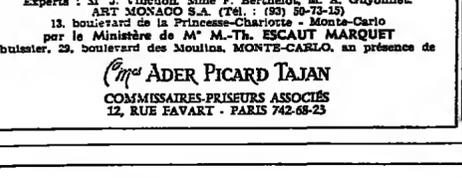
A MONACO - MONTE-CARLO

Spécial d'Été Vente : VENDREDI 23 JUIN à 9 h 30 et 14 h 30 Exposition : JEUDI 22 JUIN de 10 à 18 h COLLECTION DE MONNAIES Antiquité, Royaumes Français - Étrangers en or et en argent Experts : M. J. Vichon, Mme F. Berthelot, M. A. Guyonnet. ART MONACO S.A. (Tél. : 53) 50-73-15 13, boulevard de la Princesse-Charlotte - Monte-Carlo par le Ministère de M^{me} M.-Th. ESCAUT MARQUET buteler, 29, boulevard des Moulins, MONTE-CARLO, en présence de

ADER PICARD TAJAN

COMMISSAIRES-PRISEURS ASSOCIÉS 12, RUE FAVART - PARIS 742-68-23

Jeunier c'est fou!



ECOPLAN

LOCATION LONGUE DURÉE. VOULEZ-VOUS BRONZER AVEC MOI?



La moins chère des décapotables Pour 428 F par mois (48 mensualités fixes). Sans aucun dépôt de garantie, jusqu'au 30 juin 1978.

80 sous réserve d'acceptation de votre dossier « Carte grise en sus » Tarif n° 132 du 13.2.78.

CITROËN TOTAL CITROËN Modèles 78.

	La ligne	La ligne T.C.
OFFRES D'EMPLOI	43,00	46,19
DEMANDES D'EMPLOI	10,00	11,44
IMMOBILIER	30,00	34,32
AUTOMOBILES	30,00	34,32
AGENDA	30,00	34,32
PROP. COMM. CAPITAUX	80,00	91,52

ANNONCES CLASSEES

	La min col.	T.C.
ANNONCES CLASSEES	24,00	27,45
DEMANDES D'EMPLOI	5,00	5,72
IMMOBILIER	20,00	22,88
AUTOMOBILES	20,00	22,88
AGENDA	20,00	22,88

REPRODUCTION INTERDITE



emplois internationaux emplois internationaux emplois internationaux

Have you been a success at selling medium sized computers? Would you enjoy the challenge of passing on your skills and experience to others? Would you like to join a fast growing Company that offers exceptional opportunities for personal growth? If so, read on... We are looking for someone to be the next

SALES TRAINING MANAGER FOR OUR SOUTH-WEST EUROPEAN REGION (SWER)

The job involves:
Administration: Scheduling and implementing all skills, product and market training courses in the Region.
There is a European administrative group including a SWER Regional secretary to help with this function.
Teaching: Teaching and updating sales skills courses, with assistance from local sales management.
Development: Developing new methods or courses to satisfy the changing needs of Regional and European sales staff.
Management: The successful applicant must be able to make a substantial and creative contribution to sales efficiency in SWER, through the relevant regional committees and through direct consulting to the field force.

Experience required:
Candidates should be reasonably proficient in English, and some experience of training people would be useful (but is not essential).
We are more concerned to find someone who can earn the respect of all levels of the sales force and who has an enthusiastic and professional contribution to make to the training of our highly experienced and busy sales force. The successful applicant should clearly be able to take on other senior jobs in sales or marketing in around three years time.
Salary: For the right person, we are willing to negotiate a salary commensurate with the seniority of this post.
If you are interested, please send full C.V. to

Claude TISSOT, SWER Personnel Manager
Digital Equipment Corporation
12, avenue des Morgines 1213 GENEVA - SWITZERLAND.
All your answers will be treated confidentially.

OFFRES D'EMPLOIS outre-mer étranger par répartition hebdomadaire. Ecr. Outre-Mer Méditerranée, 47, rue Richer, Paris-9^e.

GESTION JOUR POUR MOYEN-ORIENT
INGENIEURS pour mise en route installations pompage
INGENIEURS responsable maintenance unité traitement eaux traitement effluents
SUPERVISEURS travaux montage charpente métallique
Envoyer C.V. à GESTION 2000, 102, rue La Fayette, 75010 Paris. Téléphone : 246-42-01.

ANNONCES CLASSEES TELEPHONEES
296-15-01

AFRIQUE OCCIDENTALE Importante Société Minière recherche

INGENIEUR - CHEF SERVICE ENIGNS

Missions :
— Assurer la maintenance du parc des engins de terrassement (150 unités : Dumpers, Bulas, Chargeuses, etc.);
— Gérer le personnel (300 agents, dont 15 expatriés);
Il sera responsable de la disponibilité des engins en relation avec les autres services (carrières, machines-outils, appro...).
Profil du candidat :
Ingénieur diplômé ayant une expérience d'au moins 5 ans de l'entretien du matériel de terrassement. Connaissance anglais technique et matériel CATERS/PILAR souhaitée.
La rémunération sera fonction du niveau du candidat et assortie des avantages de l'expatriation.
Adressez dossier de candidature à J.-P. MARCHELLI (référence 2025/78) 75, rue Dabot, 75015 Paris, qui transmettra.

Un organisme français de coopération recherche pour un Institut de Formation financier et comptable en ALGERIE :

SPECIALISTE D'ASSURANCE

Titulaire d'un diplôme de l'ISFA de Lyon (ou équivalent), il possède une expérience de l'assurance. Il assurera des enseignements préparatoires au brevet professionnel.

SPECIALISTES de COMPTABILITE

Titulaires d'un diplôme d'une école commerciale (HEC - ESSEC - SUP de Co... ou équivalent) et d'un D.E.C.S., ils possèdent une expérience en entreprise. La connaissance du plan comptable OCAM serait appréciée. Ils assureront les enseignements préparatoires aux diplômes de comptabilité.

CADRES de BANQUES

Titulaires d'un diplôme d'études supérieures, ils possèdent une expérience de l'organisation et de la gestion bancaires qu'ils devront enseigner à de futurs techniciens et cadres bancaires.

AGRONOMES

Titulaires d'un diplôme d'ingénieur et possédant une expérience professionnelle et/ou d'enseignement, ils seront chargés de l'enseignement de techniques agricoles auprès d'agents de banque (techniciens et cadres) travaillant dans le secteur agricole.

Ces quatre postes sont à pourvoir à Alger pour le 15 Septembre 1978.
LE CONTRAT, ETABLI PAR LE MINISTERE FRANCAIS DES AFFAIRES ETRANGERES EST DE 2 ANS RENOUVELABLE.

Les candidatures, accompagnées d'un C.V. et d'une photo, doivent être adressées, avec mention de la référence du poste à

quaternaire éducation
34 rue de Liège - 75008 PARIS
qui est chargé de la sélection des candidats.

secteur investissements immobiliers et industriels recherche pour sa Direction Générale

UN SENIOR ASSISTANT DU DIRECTEUR GENERAL UN CONTROLLER ACQUISITIONS

Age : 27 ans minimum.
Expérience dans le domaine administratif, contrôle budgétaire et audit.
Parfaite connaissance de la langue anglaise. Déplacements fréquents. Lieu de travail : France (Côte d'Azur) et Suisse (Tessin).
Conditions intéressantes, réelles possibilités de carrière.
Ecrire avec C.V. sous le chiffre 24-8 900626 à : Publicitas 680 Lugano CH.

Groupe Français de renommée internationale recherche pour SUD-EST ASIATIQUE

INGENIEUR ELECTRONICIEN

possédant sérieuses connaissances des équipements de télécommunications
Dont le rôle sera d'analyser localement dans cette région l'usage prospectation intensive.
Niveau ingénieur
Très bonne connaissance de l'anglais expérience de quelques années dans la présentation d'équipements télécoms, aptitudes à résider en ASIE du SUD-EST (BANGKOK ou KOALA-LUMPUR) ainsi qu'une certaine connaissance de ces marchés et de leurs habitudes.
Adr. C.V., photo, prêt, en la n° 68.597 à CONTEXSE Publicité, 30, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, qui transmettra.

POUR IMPORTANT COMPLEXE AGRO-INDUSTRIEL
AFRIQUE NOIRE FRANCOPHONE
recherchons
TROIS JEUNES INGENIEURS
ENSA, ENITA, ESAT ou EQUIVALENT
avec si possible deux ou trois années expérience (pas nécessairement dans culture canne à sucre) pour occuper postes à responsabilité secteurs culture et recherches.
Avantages sociaux, voyages, logement, congés, garantis par contrat expatrié.
Ecrire avec C.V., référence, photo (mont. et présent. sous référence 6.288 à : P. LICHAU S.A. B.P. 230 - 75008 PARIS CEDEX 02, qui transmettra.

IMPORTANTE SOCIETE FRANCAISE DE DISTRIBUTION DE MEXIQUE
DIRECTEUR DE MAGASIN
— Il aura à assurer la direction d'un magasin situé dans un aéroport et offrant des produits de luxe : parfums, tabac, alcool, cadeaux.
— Il devra embaucher et gérer le Personnel (30 à 40 personnes), définir les approvisionnements, organiser le magasin et en contrôler la rentabilité.
Ce poste s'adresse à un Candidat de formation commerciale supérieure, ayant l'expérience de la vente au détail, maîtrisant bien l'Anglais et l'Espagnol.
Env. C.V. et présentations s/réf. 1320 à SWEERTS, B.P. 369, 75244 PARIS CEDEX 09, qui transmettra.



emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux emplois régionaux

AUCHAN

Pour faire face à son expansion recherche

CADRES

ou

FUTURS CADRES COMMERCIAUX

Vous êtes :

- diplômé d'Etudes Supérieures
- vous possédez l'esprit commerçant
- vous avez le courage de vos ambitions
- vous savez entreprendre et décider
- vous êtes capable de diriger et d'animer des hommes de bons niveaux.

Nous vous offrons :

- une entreprise performante dans le secteur du libre-service
- une école enrichissante sur le plan humain, et sur le plan professionnel
- une large délégation :
 - la responsabilité d'une partie du magasin
 - la définition de votre politique, de votre gamme et de vos objectifs
 - la responsabilité de votre personnel
- l'évolution de la rémunération est liée aux résultats économiques et humains
- une évolution de carrière grâce à une politique active de promotions internes et d'expansion.

Ecrivez-moi en joignant C.V., photo et prétentions
François LECLERCQ AUCHAN - Rue de la Mouchetière 45140 ST JEAN DE LA RUELLE

Etablissement public recrute
Jeune Ingénieur Hydroélectricien, 3 à 5 ans d'exp. en distrib. publique d'eau. Adr. C.V. à ASPEE, 2, rue Bégand - 10000 TROYES.
Organisme Prévoyance Militaire recherche
OFFICIER SUPERIEUR RETRAITE pour région. P.F.A. Nord, Nord - Alsace, Lyon, Grenoble, Bordeaux, Pau, Toulouse. Envoyer C.V. à S. ASPEE, 20, rue Scheuchem, 75002 Paris. Sit. études et d'équipements industriels et de réseaux électriques, activités internationales à Mulhouse, recherche pour son département électrique :
INGENIEUR D'AFFAIRES
ESE - IEG - ENSI option électrotechnique ou similaire, anglais courant, indispensable, 5 ans d'expérience de conception d'installations en BE, châtiments, des réalisations et chantiers ; transformation, montages de tous équipements électriques industriels. Mission : il devra concevoir, vendre et réaliser des installations très diverses avec l'assistance d'une équipe. Ses clients : dans de nombreux pays étrangers et en France, industries, administration diverses, équipements, collectivités, etc. Poste d'avenir, évolutif et large autonomie.
Adressez C.V. détaillé à :
Conseil en Recrutement, 6709 STRASBOURG Cedex, sous référence 808.
Impartie SOCIETE INDUSTRIELLE DE METALIZ (SI) en expansion continue recherche pour son service commercial :
INGENIEUR ELECTRICIEN
Débutant ou avec expérience en construction électrique. Bonne connaissance de l'anglais indispensable. Voyages à l'étranger occasionnels et de courte durée.
Ecrire à 4076, PUBLICITE REUNIES, 172, boulevard Voltaire, 75011 PARIS, qui transmettra.

licence? maîtrise? jouez gagnant.

Une formation économique, du dynamisme à revendre, le sens commercial... à l'orée de votre carrière vous recherchez l'entreprise où vous pourrez vous exprimer. Le G.I.E. PRELO - société de traitement du Loto crée un poste d'ADJOINT AU RESPONSABLE DU DEPARTEMENT COMMERCIAL à son centre de Vitrolles (entre Aix et Marseille). La mission, vaste et variée, s'accompagne de déplacements de courte durée. La rémunération est fonction de l'envergure du candidat retenu. Toujours prêt à jouer gagnant ?
Adressez votre curriculum vitae et prétentions à
LOTO
G.I.E. PRELO
Service du Personnel
B.P. 119 - 13743 VITROLLES.

Constructeur Franco-Comtois spécialisé et affilié à un Groupe de classe internationale recherche
INGENIEUR MECANICIEN
E.N.S.I., E.N.I. ou équivalent
La fonction comprend entre autres :
— la conception et l'introduction d'outillage et de méthodes de travail ;
— la mise au point d'un système d'administration technique ;
— l'adaptation possible de la conception de nos fabrications afin de répondre aux besoins de la clientèle en fonction des normes techniques.
Préférence sera donnée à un candidat pouvant justifier une fonction analogue de plusieurs années. Anglais parlé et écrit indispensable ; Allemand parlé souhaité.
Adressez candidature avec C.V., photo et prétentions au journal, sous le numéro 7496, 5, rue des Italiens - 75247 PARIS-9^e.

recherche pour ses exploitations de sulfate minéral et usine de traitement)
INGENIEUR MECANICIEN CONFIRME
ayant au moins dix ans d'expérience pour assurer le MAINTENANCE du parc et des installations fixes.
Formation souhaitée : INGENIEUR MECANICIEN MARINE ou ARTS ET MET.
Avantages ou statut minier.
Ecrire à n° 68.597, CONTEXSE PUBLICITE, 30, av. de l'Opéra, Paris-1^{er}, et.

Secrétaire Général

GFC

SOPRA

chefs de projet

ingénieur d'étude développement

ALEXANDRI

S.A. Burroughs

Hemeken

ALCOOLIE DE BRASSERIE

CHEF DE SERVICES MARAISERS MANUTENTIONS

مكتبة من الأصل

مركزنا من الاصل

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

POUR UNE ENTREPRISE DE MATERIAUX DE CONSTRUCTION 100 PERSONNES

Secrétaire Général
110/140.000 F an

33 ans environ, de formation supérieure, il dispose d'une bonne expérience en droit des affaires. Il sera complètement responsable auprès de la Direction Générale de l'ensemble des fonctions juridiques et techniques (non comptables) de l'entreprise. Une voiture de fonction lui sera attribuée.

Siège Paris. réf 603 M

Envoyer CV en précisant la ou les références qui peuvent vous intéresser. Les consultants de GFC vous garantiront une réponse et une discrétion absolue. Prière de préciser les noms de sociétés auprès desquelles vous ne souhaitez pas postuler.

POUR UN GRAND DE L'INDUSTRIE DU FROMAGE

Directeur Technique
130/160.000 F an

35 ans environ, son expérience a été essentiellement acquise dans l'industrie laitière. Dispositif d'une bonne connaissance des problèmes d'aménagement d'usines, sa responsabilité couvre 17 unités de production, dans les domaines suivants :

- problèmes technologiques
- coordinations industrielles
- entretien et travaux neufs.

Siège Centre Ouest. réf 613 M

POUR LA FILIALE FRANCAISE D'UN GROUPE INTERNATIONAL EN TRES FORTE EXPANSION

Chef du Service Informatique IBM 3
130/160.000 F an

30 ans environ, c'est bien sûr un informaticien confirmé mais aussi un homme de gestion. Rattaché à la direction générale, il anime une équipe de 6 personnes et devra analyser, comprendre et assurer les besoins des différents services de l'entreprise (finances, comptabilité, facturation, ventes, service technique, gestion des stocks).

Siège Paris. réf 614 M

Envoyer CV en précisant la ou les références qui peuvent vous intéresser. Les consultants de GFC vous garantiront une réponse et une discrétion absolue. Prière de préciser les noms de sociétés auprès desquelles vous ne souhaitez pas postuler.

LogAbax
informatique recherche

Premier Constructeur Français de Terminaux et Mini-ordinateurs de Gestion

pour son département maintenance

Ingénieurs ou Agents techniques confirmés

- spécialistes d'équipements de tests et de dépannages de sous-ensembles électroniques pilotés par mini-ordinateurs.
- susceptibles de prendre ultérieurement la responsabilité du service.

Référence 253 A

Ingénieurs Systèmes

ayant bonne pratique des systèmes informatiques (systèmes transactionnels, concentrateurs). Aptitudes et goût pour la formation technique. Emploi de l'Anglais courant indispensable.

Référence 253 B

Lieu de travail : GIF-SUR-YVETTE (91) Ultimeurément EVRY (91)

Adresser C.V. et présentations à la Direction du Personnel 17, avenue Aristide-Briand, 91100 ARDREUIL en précisant la référence du poste choisi.

SOPRA
Société d'ingénierie et de services en INFORMATIQUE recherche

pour PARIS et région RHONE ALPES

chefs de projet

pouvant justifier de 5 à 10 ans d'expérience, ayant le goût et l'aptitude à mener une équipe d'une dizaine d'hommes.

Postes à pourvoir immédiatement. Adresser CV manuscrit, sous réf. 1287, à MEDIA SYSTEM 104 rue Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANT GROUPE INDUSTRIEL
de dimension internationale C.A. : 2 500 millions recherche

CHEF DU SERVICE FISCAL

Diplômé Ecole Nationale des Impôts ou formation supérieure équivalente (DECS)

- Connaissance de l'anglais nécessaire.
- Minimum 5 ans d'expériences professionnelles.
- Capable de traiter l'ensemble des questions fiscales du Groupe.

Lieu de travail : proche banlieue parisiennne.

Adresser cur. vitae détaillé et présent. à n° 68.969, CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra, PARIS (1^{er}).

Hôpital privé Paris (9^e) recrute

CHEF DU SERVICE LINGE

chargé gestion et organisation buanderie, lingerie et circuit linge.

Expérience dans fonction similaire indispensable. Poste à pourvoir rapidement. FONDATION CURIE, Secteur médecine, 20, rue d'Ulm, 75231 PARIS CEDEX 05.

IMPORTANTE SOCIETE BANQUIERE 5000 recherches

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour étude de système et RECHERCHE appliquée en THERMIQUE, en vue d'économiser l'énergie nécessaire au CHAUFFAGE DE L'HABITAT.

Connaissances en régulation et quelques années d'expérience appréciées.

Adres. candidature manuscrite, C.V. détaillé, présentations, en sous référence 618 sous n° 68.961, à ConTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS CEDEX 02.

EXPERT COMPTABLE
Paris

Commissariat aux Comptes Révision Comptable

Une société française d'expertise comptable spécialisée en commissariat aux comptes et en révision recherche un expert comptable. Sous l'autorité des associés, avec lesquels il travaillera en liaison directe, il lui sera confié des missions dans des sociétés et groupes industriels français dont certains sont cotés en Bourse et exercent leurs activités au niveau international. Il devra contrôler les différents comptes et veiller au respect des normes, procédures et principes comptables. Il établira des recommandations en vue d'améliorer leur contrôle interne. Il sera aidé par une équipe de collaborateurs qu'il dirigera, contrôlera et animera. Il participera à l'animation du cabinet. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure HEC, ESSISC, ESC, Doctorat en Droit, complétée par l'expertise comptable possédant plusieurs années d'expérience professionnelle acquise concurrentement au cabinet anglo-saxon et français. A terme, une association pourrait être envisagée. La rémunération élevée, tiendra compte de l'âge, de la formation et de l'expérience. Ecrire sous réf. 152/4 à

GRH Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 Paris.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

emploi régionaux

ingénieur d'études et de développement - Lyon

Notre société (100 MF de CA) conçoit, fabrique et distribue, dans le monde entier, des produits destinés aux laboratoires d'analyses médicales.

Nous cherchons l'ingénieur qui concevra et développera l'instrumentation nécessaire à leur utilisation et à leur production. Pour cela il faut, à partir du cahier des charges établi par les services de recherches, définir le produit, réaliser ou faire réaliser des prototypes, effectuer les essais, choisir les procédés de fabrication en tenant compte du moindre coût. Ceci implique une formation d'ingénieur de type AM, Ecole Centrale ou équivalent, une expérience de deux ans minimum d'études et d'industrialisation de pièces mécaniques et plastiques pour des fabrications en séries (électromécanique par exemple). Des notions d'électronique sont utiles. Ecrire à Mme C. DILL, réf. 468 LM.

ALEXANDRE TIC S.A.
10, RUE DE LA REPUBLIQUE - 69001 LYON
PARIS - LILLE - BRUXELLES - GENEVE - LONDRES

SOCIETE EXPERT. COMPT.
région Paris, recherche :

ASSISTANT PRINCIPAL
responsable et direct. techniq. de plusieurs collèges, min. DECS complet, sér. réf. cabin. infopost. cadre, pl. stab. et indép. For. n° 7 46.123 M, Réf. Pr. 81 bis, r. Réaumur, 75002 Paris.

IMPORTANTE SOCIETE
recherche pour son département Informatique de Gestion :

ANALYSTE PROGRAMMEUR
(titulaire MIAGE ou équivalent. Ecrire avec C.V. et présentations, sous référence 619 sous n° 68.961, à ConTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS CEDEX 02.

INGENIEUR GRANDE ECOLE
quelques années d'expérience pour organisme public de promotion de la recherche et de rénovation dans le bâtiment. Adr. C.V. et présentations, en sous référence 620 sous n° 68.961, à ConTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS CEDEX 02.

IMPORTANTE ENTREPRISE TEXTILE EN EXPANSION
recherche

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Rattaché directement au P.-D.G., il sera responsable d'un effectif de 600 personnes.

- Achats • Méthodes • Investissements
- Ordonnancement • Fabrication

Il est demandé :

- Formation Ingénieur (35 ans minimum) • Qualités d'animateur et d'organisateur • Expérience réussie dans une entreprise analogue.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et présentations à n° 68.740, CONTEXTE Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS, CEDEX 02, qui transmettra.

S.A. Burroughs

LE CENTRE D'ETUDES ET DE PRODUCTION DES CALCULATRICES ELECTRONIQUES (à 15 kms de ROUEN)

recherche pour son BUREAU D'ETUDES

des ingénieurs analystes d'études

débutants ou ayant début d'expérience (formation Supélec, IMA, ENSIMAG, ISEN, INSA, etc...) qui seront chargés :

- des études et du développement de machines virtuelles, OS, microprogrammes (types Z80).
- de la définition, la synthèse et le développement d'applications (pays, facturation, calculs financiers).
- du développement de compilateurs et d'assembleurs.

Des connaissances en ANGLAIS et en théorie des langages sont nécessaires pour ces postes et une première expérience ou un stage dans l'un des domaines cités serait appréciée.

Adresser C.V. avec photo et présentations à l'attention du Chargé du Recrutement, B.P. 5, 76360 BARENTIN.

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE LYON
et
L'INSTITUT DE RECHERCHE DE L'ENTREPRISE

désirent renforcer leurs équipes actuelles par :

UN PROFESSEUR DE GESTION FINANCIÈRE
et
UN CHERCHEUR EN MARKETING INDUSTRIEL

souhaitent faire la connaissance de candidats ayant :

- une formation supérieure française ou étrangère niveau doctorat (anglais courant) ;
- quelques années d'expérience professionnelle réussie en entreprise dans un cabinet-conseil ou dans un centre de recherche ;
- un goût prononcé et une aptitude confirmée pour l'enseignement et la conduite de travaux en liaison étroite avec les entreprises.

Ces personnes seront employées à temps dominant à LYON, des interventions comme consultant étant possibles en complément, à titre individuel ou collectif.

Activité très stimulante au sein d'équipes solides et enthousiastes dans un cadre agréable de calme et de verdure.

Adresser lettre de candidature, C.V. et présentations à Mlle COTTIN - ESCI, B.P. 174, 69130 ECULLY.

EUROP ASSISTANCE

chargés d'assistance trilingues italien/anglais

Il s'agit d'un service médical, ils seront chargés de recevoir les appels de nos abonnés en difficulté et de prendre les décisions nécessaires à la mise en œuvre des moyens d'assistance.

Rémunération de départ : 45000 francs annuels bruts (vacances hors saison : septembre à juin).

Adresser votre lettre de candidature - c.v. - photo et rémunération actuelle, sous référence 1024 à EUROP ASSISTANCE - Service du Personnel - 23125 rue Chapelle - 75009 Paris.

AQUITAINE SYSTEMES
filiale informatique dans le cadre de son expansion rapide recherche

deux jeunes ingénieurs commerciaux

- formation Grande Ecole (Centrale, HEC, ESSEC...)
- ayant eu si possible une première expérience informatique études ou constructeur
- bonne présentation et dynamisme personnel
- nationalité française et connaissance de l'anglais (et si possible de l'italien ou de l'espagnol)

Mission :

- assurer les contacts avec les décideurs du niveau Direction et des Chargés Projets
- pérorer les marchés aux clients en France et à l'étranger
- conclure les propositions faites et en assurer le suivi.

Mobilité requise, nombreux déplacements, possibilité de changement d'affectation pour création de nouveaux centres d'activités.

Fixe + intéressement fondés sur résultats après stages (dont l'un aux USA)

Adr. CV détaillé et photo sous réf 32M171 60, rue de Monceau 75008 PARIS Discretion assurée

Heineken
ALSACIENNE DE BRASSERIE recrute

1 CHEF DE SERVICES MAGASINS-MANUTENTIONS

Il a la responsabilité :

- des changements des véhicules ou exécution des commandes
- des stocks marchandises et emballages vides
- du contrôle des entrées et sorties
- de la coordination du Personnel de manutention et magasins en liaison avec les directions distribution et technique.

Nous recherchons UN HOMME DE TERRAIN à l'esprit concret qui a le sens du commandement et du service envers la clientèle.

Il aura acquis une formation spécifique ainsi qu'une solide expérience de quelques années dans une fonction similaire.

Le poste est à pourvoir à Strasbourg.

Candidatures à adresser à M. A. HAUSS
Directeur du Personnel - ALBRA
B.P. 449/R 9
67009 STRASBOURG Cedex

LA CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU DOUBS

recherche pour assurer les fonctions d'assistant technique du commerce extérieur, un

COLLABORATEUR

30 ans minimum, d'un niveau de formation supérieure (sciences économiques, E.S.C.A.E.) ayant le contact facile et le sens du concret, disposant d'une expérience professionnelle de quelques années en entreprise avec compétence dans le commerce extérieur. Une bonne connaissance d'une ou de deux langues étrangères est requise.

Se mission consistera à fournir aux entreprises locales toutes informations et documentations sur les règlements du commerce extérieur et sur les marchés étrangers, à leur apporter un appui spécifique dans l'organisation et le développement de leurs activités tournées vers l'extérieur, de promouvoir des actions de promotion commerciale à l'étranger.

Adresser C.V. manuscrit, photo et présentations, à :
Chambre de Commerce et d'Industrie du Doubs
7, rue Charles-Nodder - 25042 BESANCON, Cedex.

IMPORTANTE IMPRIMERIE REGION NORD

COLLABORATEUR DE FORMATION SUPERIEURE EN GESTION
EN GESTION

pour lui confier, début 1979, la

DIRECTION ADMINISTRATIVE et FINANCIERE

LA FONCTION : Responsabilité de

- la comptabilité générale ;
- la comptabilité analytique et prix de revient ;
- l'étude d'une comptabilité budgétaire ;
- les relations avec les banques et l'administration ;
- le paye ;
- la gestion du personnel.

LE CANDIDAT :

- Ecole Supérieure de Gestion ou de Commerce ;
- avoir eu des responsabilités administratives, comptables et financières ;
- ouverture à l'informatique ;
- désir de faire carrière au sein d'une équipe jeune, dans une entreprise en développement.

Adr. C.V., lettre manuscrite et photo, n° 68.889, CONTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS CEDEX 02, qui transmettra. Réponse et discrétion assurées.

IMPORTANTE SOCIETE BANLIEUS NORD-OUEST
recherche

RÉDACTEURS TECHNIQUES

Electroniciens niveau AT 3 ou INGÉNIEURS

pour rédaction notices techniques sur équipements et services électroniques. Connaissances techniques, analogiques et digitales.

Anglais lu et parlé apprécié.

Avantages sociaux. Restaurant d'entreprise.

Adresser C.V. et présentations avec photo sous n° 38353 B à BLEU, 17, rue Lebel, 93000 VINCENNES, qui transmettra.

RELECTRICE

Langue maternelle anglaise

textes techniques

TÉL. M. SERLINGER
780-73-73 - P. 3531.

REPRODUCTION INTERDITE

INTERNATIONAUX

Supérieure Société Minière recherche

SERVICE ENGINES

pour son département maintenance

INDUSTRIEL

de dimension internationale C.A. : 2 500 millions recherche

CHIEF DU SERVICE FISCAL

Diplômé Ecole Nationale des Impôts ou formation supérieure équivalente (DECS)

Connaissance de l'anglais nécessaire.

Minimum 5 ans d'expériences professionnelles.

Capable de traiter l'ensemble des questions fiscales du Groupe.

Lieu de travail : proche banlieue parisiennne.

Adresser cur. vitae détaillé et présent. à n° 68.969, CONTEXTE Publ., 20, av. de l'Opéra, PARIS (1^{er}).

INGENIEUR GRANDE ECOLE

pour étude de système et RECHERCHE appliquée en THERMIQUE, en vue d'économiser l'énergie nécessaire au CHAUFFAGE DE L'HABITAT.

Connaissances en régulation et quelques années d'expérience appréciées.

Adres. candidature manuscrite, C.V. détaillé, présentations, en sous référence 618 sous n° 68.961, à ConTEXTE Publicité, 20, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS CEDEX 02.

EXPERT COMPTABLE
Paris

Commissariat aux Comptes Révision Comptable

Une société française d'expertise comptable spécialisée en commissariat aux comptes et en révision recherche un expert comptable. Sous l'autorité des associés, avec lesquels il travaillera en liaison directe, il lui sera confié des missions dans des sociétés et groupes industriels français dont certains sont cotés en Bourse et exercent leurs activités au niveau international. Il devra contrôler les différents comptes et veiller au respect des normes, procédures et principes comptables. Il établira des recommandations en vue d'améliorer leur contrôle interne. Il sera aidé par une équipe de collaborateurs qu'il dirigera, contrôlera et animera. Il participera à l'animation du cabinet. Le candidat retenu, âgé d'au moins 30 ans, de formation supérieure HEC, ESSISC, ESC, Doctorat en Droit, complétée par l'expertise comptable possédant plusieurs années d'expérience professionnelle acquise concurrentement au cabinet anglo-saxon et français. A terme, une association pourrait être envisagée. La rémunération élevée, tiendra compte de l'âge, de la formation et de l'expérience. Ecrire sous réf. 152/4 à

GRH Conseils
3, avenue de Ségur, 75007 Paris.

Toutes les candidatures seront traitées confidentiellement.

IMPORTANTE ENTREPRISE TEXTILE EN EXPANSION
recherche

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Rattaché directement au P.-D.G., il sera responsable d'un effectif de 600 personnes.

- Achats • Méthodes • Investissements
- Ordonnancement • Fabrication

Il est demandé :

- Formation Ingénieur (35 ans minimum) • Qualités d'animateur et d'organisateur • Expérience réussie dans une entreprise analogue.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et présentations à n° 68.740, CONTEXTE Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS, CEDEX 02, qui transmettra.

S.A. Burroughs

LE CENTRE D'ETUDES ET DE PRODUCTION DES CALCULATRICES ELECTRONIQUES (à 15 kms de ROUEN)

recherche pour son BUREAU D'ETUDES

des ingénieurs analystes d'études

débutants ou ayant début d'expérience (formation Supélec, IMA, ENSIMAG, ISEN, INSA, etc...) qui seront chargés :

- des études et du développement de machines virtuelles, OS, microprogrammes (types Z80).
- de la définition, la synthèse et le développement d'applications (pays, facturation, calculs financiers).
- du développement de compilateurs et d'assembleurs.

Des connaissances en ANGLAIS et en théorie des langages sont nécessaires pour ces postes et une première expérience ou un stage dans l'un des domaines cités serait appréciée.

Adresser C.V. avec photo et présentations à l'attention du Chargé du Recrutement, B.P. 5, 76360 BARENTIN.

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE LYON
et
L'INSTITUT DE RECHERCHE DE L'ENTREPRISE

désirent renforcer leurs équipes actuelles par :

UN PROFESSEUR DE GESTION FINANCIÈRE
et
UN CHERCHEUR EN MARKETING INDUSTRIEL

souhaitent faire la connaissance de candidats ayant :

- une formation supérieure française ou étrangère niveau doctorat (anglais courant) ;
- quelques années d'expérience professionnelle réussie en entreprise dans un cabinet-conseil ou dans un centre de recherche ;
- un goût prononcé et une aptitude confirmée pour l'enseignement et la conduite de travaux en liaison étroite avec les entreprises.

Ces personnes seront employées à temps dominant à LYON, des interventions comme consultant étant possibles en complément, à titre individuel ou collectif.

Activité très stimulante au sein d'équipes solides et enthousiastes dans un cadre agréable de calme et de verdure.

Adresser lettre de candidature, C.V. et présentations à Mlle COTTIN - ESCI, B.P. 174, 69130 ECULLY.

EUROP ASSISTANCE

chargés d'assistance trilingues italien/anglais

Il s'agit d'un service médical, ils seront chargés de recevoir les appels de nos abonnés en difficulté et de prendre les décisions nécessaires à la mise en œuvre des moyens d'assistance.

Rémunération de départ : 45000 francs annuels bruts (vacances hors saison : septembre à juin).

Adresser votre lettre de candidature - c.v. - photo et rémunération actuelle, sous référence 1024 à EUROP ASSISTANCE - Service du Personnel - 23125 rue Chapelle - 75009 Paris.

AQUITAINE SYSTEMES
filiale informatique dans le cadre de son expansion rapide recherche

deux jeunes ingénieurs commerciaux

- formation Grande Ecole (Centrale, HEC, ESSEC...)
- ayant eu si possible une première expérience informatique études ou constructeur
- bonne présentation et dynamisme personnel
- nationalité française et connaissance de l'anglais (et si possible de l'italien ou de l'espagnol)

Mission :

- assurer les contacts avec les décideurs du niveau Direction et des Chargés Projets
- pérorer les marchés aux clients en France et à l'étranger
- conclure les propositions faites et en assurer le suivi.

Mobilité requise, nombreux déplacements, possibilité de changement d'affectation pour création de nouveaux centres d'activités.

Fixe + intéressement fondés sur résultats après stages (dont l'un aux USA)

Adr. CV détaillé et photo sous réf 32M171 60, rue de Monceau 75008 PARIS Discretion assurée

S.A. Burroughs

LE CENTRE D'ETUDES ET DE PRODUCTION DES CALCULATRICES ELECTRONIQUES (à 15 kms de ROUEN)

recherche pour son BUREAU D'ETUDES

des ingénieurs analystes d'études

débutants ou ayant début d'expérience (formation Supélec, IMA, ENSIMAG, ISEN, INSA, etc...) qui seront chargés :

- des études et du développement de machines virtuelles, OS, microprogrammes (types Z80).
- de la définition, la synthèse et le développement d'applications (pays, facturation, calculs financiers).
- du développement de compilateurs et d'assembleurs.

Des connaissances en ANGLAIS et en théorie des langages sont nécessaires pour ces postes et une première expérience ou un stage dans l'un des domaines cités serait appréciée.

Adresser C.V. avec photo et présentations à l'attention du Chargé du Recrutement, B.P. 5, 76360 BARENTIN.

L'ÉCOLE SUPÉRIEURE DE COMMERCE DE LYON
et
L'INSTITUT DE RECHERCHE DE L'ENTREPRISE

désirent renforcer leurs équipes actuelles par :

UN PROFESSEUR DE GESTION FINANCIÈRE
et
UN CHERCHEUR EN MARKETING INDUSTRIEL

souhaitent faire la connaissance de candidats ayant :

- une formation supérieure française ou étrangère niveau doctorat (anglais courant) ;
- quelques années d'expérience professionnelle réussie en entreprise dans un cabinet-conseil ou dans un centre de recherche ;
- un goût prononcé et une aptitude confirmée pour l'enseignement et la conduite de travaux en liaison étroite avec les entreprises.

Ces personnes seront employées à temps dominant à LYON, des interventions comme consultant étant possibles en complément, à titre individuel ou collectif.

Activité très stimulante au sein d'équipes solides et enthousiastes dans un cadre agréable de calme et de verdure.

Adresser lettre de candidature, C.V. et présentations à Mlle COTTIN - ESCI, B.P. 174, 69130 ECULLY.

EUROP ASSISTANCE

chargés d'assistance trilingues italien/anglais

Il s'agit d'un service médical, ils seront chargés de recevoir les appels de nos abonnés en difficulté et de prendre les décisions nécessaires à la mise en œuvre des moyens d'assistance.

Rémunération de départ : 45000 francs annuels bruts (vacances hors saison : septembre à juin).

Adresser votre lettre de candidature - c.v. - photo et rémunération actuelle, sous référence 1024 à EUROP ASSISTANCE - Service du Personnel - 23125 rue Chapelle - 75009 Paris.

AQUITAINE SYSTEMES
filiale informatique dans le cadre de son expansion rapide recherche

deux jeunes ingénieurs commerciaux

- formation Grande Ecole (Centrale, HEC, ESSEC...)
- ayant eu si possible une première expérience informatique études ou constructeur
- bonne présentation et dynamisme personnel
- nationalité française et connaissance de l'anglais (et si possible de l'italien ou de l'espagnol)

Mission :

- assurer les contacts avec les décideurs du niveau Direction et des Chargés Projets
- pérorer les marchés aux clients en France et à l'étranger
- conclure les propositions faites et en assurer le suivi.

Mobilité requise, nombreux déplacements, possibilité de changement d'affectation pour création de nouveaux centres d'activités.

Fixe + intéressement fondés sur résultats après stages (dont l'un aux USA)

Adr. CV détaillé et photo sous réf 32M171 60, rue de Monceau 75008 PARIS Discretion assurée

IMPORTANTE ENTREPRISE TEXTILE EN EXPANSION
recherche

DIRECTEUR DE PRODUCTION

Rattaché directement au P.-D.G., il sera responsable d'un effectif de 600 personnes.

- Achats • Méthodes • Investissements
- Ordonnancement • Fabrication

Il est demandé :

- Formation Ingénieur (35 ans minimum) • Qualités d'animateur et d'organisateur • Expérience réussie dans une entreprise analogue.

Adresser lettre manuscrite avec C.V., photo et présentations à n° 68.740, CONTEXTE Publ., 20, avenue de l'Opéra, 75002 PARIS, CEDEX 02, qui transmettra.

offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi offres d'emploi

IMPORTANT SOCIÉTÉ DE MÉCANIQUE AUTOMOBILE
(2300 personnes - 600 M. de C.A. - Filiale d'un groupe international de 130.000 personnes - Stable dans son organisation et ses résultats financiers)

Massiot Philips
MATÉRIEL MÉDICAL
Pour développer sa gamme de matériel de radiologie recherche un RESPONSABLE DÉVELOPPEMENT ÉLECTRIQUE

La Compagnie de Construction Mécanique
SULZER PARIS 14°
recherche pour son Département Pompes 3 Agents Technico-Commerciaux

BANQUE INTERNATIONALE PARIS-8°
recherche UN ADJOINT (CLASSE V)
an responsable de son service INSPECTION

IMPTE SOCIÉTÉ MULTINATIONALE DE MACHINISME AGRICOLE
recherche pour son SERVICE FORMATION IMPLANTÉ RÉGION PARISIENNE ANIMATEUR

IMPORTANT SOCIÉTÉ recherche pour son siège social Basieux (92) ANALYSTE FINANCIER

Une grande entreprise française exportatrice de biens d'équipement recherche un RESPONSABLE DES ASSURANCES

DIAMOND SHAMROCK/FRANCE leader sur son marché recherche TECHNO-COMMERCIAL

Société Press Démocratique recherche JEUNES ANALYSTES PROGRAMMEURS

Quel cadre des efforts faits pour l'EXPORTATION en GROS LE TRANSPORT INTERNET, tous un rôle primordial et offre de ce fait des carrières d'avenir

PERSONNEL DE TRANSIT EXPORT TERRESTRE
Tous expérimentés, susceptibles d'être à tout moment chargés de responsabilités.

INGÉNIEURS ELECTRONIQUES
Poste de 2 ou 3 ans d'expérience en électronique industrielle, en particulier en électronique de puissance.

Relations
SALLE DE VENTE ST-HONORE
214, r. du St-Honore, Paris, ACN-VTE excel. cond. meubles anciens, horloges, bronzes, 1890.

à PARIS 5, rue du Cirque (Rond-Point des Champs Elysées)
TEL : 72.02.78/72.02.97

Recherchons urgent
GESTIONNAIRE ECONOMIQUE pour période de 6 à 10 mois et pour juillet et août.

BASIC
recrute pour POSTES IMMEDIATS
ATP ELECTRONIQUES
AT3 - AB ELECTRONIQUE

Ettablissement financier recrute UN DIPLOME (E) ETUDES SUPERIEURES DE GESTION pour analyse de bilan

GENERAL FOODS FRANCE
Service du personnel, 7721 MARNE-VALEES, CEDEX 2.

AFNOR
Association Française de Normalisation recherche INGÉNIEUR

RECRUTE
INGÉNIEURS
CIRCUITEURS CONFIRMES expérience labo d'études circuit ATP 8 m. min. 4 ans d'expérience labo d'études.

UN ANIMATEUR
pour ses sections d'été 3 ans d'expérience exigés.

TECHNO-COMMERCIAL
connaissant bien la profession, pouvant justifier et prouver ses résultats commerciaux antérieurs.

INVESTISSEZ DANS L'ÉTAT DE RHODE-ISLAND, ÉTATS-UNIS
Terrains industriels de premier ordre, desservis par 5 grandes compagnies aériennes, un port de mer au sud profond, d'importantes routes nationales et des chemins de fer, 17 km de Boston, à 288 km de New-York.

conseiller de presse ch. toute urgence 2 investisseurs 120000 F chacun pour projet magazine grand public : Professionnalisme.

demandes d'emploi
Artiste peintre ch. dans galerie d'art PEINTURE ANTIQUAIRE. Temps partiel : 958-19-49.

RECHERCHONS (FRICES) CONSEIL
haut niveau, pour stages :
a) Technicien de recrutement ;
b) Application bilan social ;
c) Droit pratique des affaires.

secrétaires
GROUPE DE PRESSE
Centre de Paris
recherche pour son département général :
SECRÉTAIRE DE RÉDACTION

automobiles
- de 5 CV.
12 à 16 CV.
MERCEDES 280 CE
1978, garantie + crédit.
Téléph. 548-97-49.

l'agenda du monde

Offres de particuliers, Ameublement, Bijoux, Instrument de musique, Institut de beauté Stages, Moquette, VACANCES - TOURISME - LOISIRS Mer - Montagne - Campagne, Relations, SOLITAIRES, Débaras, Rencontres

l'immobilier
appartements vente
PARIS 8ème arrondissement
MUETTE SAINTE
MONTAIGNE
MALLARDE - FOC
FBI
deux pièces
entière
de à louer ou à vendre
Placements de
Télé
Possibilité de vente
intermédiaire
C.F.B.J. Bureau 7

فكنا من الأصل

Le Monde

régions

TÉMOIGNAGE

J'ai vu mourir le Rhône je ne veux pas voir mourir le Doubs

par BERNARD CLAVEL (*)

Je suis sans illusions. Je sais très bien — toute l'histoire de l'humanité est là pour nous l'apprendre — que jamais les peintres, les poètes, les chansonniers, les écrivains ni les emouvez de la nature n'ont triomphé des hommes politiques alliés aux banquiers et aux marchands.

entance. Aussé est-ce moins au nom de la beauté à préserver, de la nature et de l'équilibre écologique à respecter que je m'élève contre ce projet qu'au nom de la raison.

Car nous n'en sommes plus ni aux centrales nucléaires polluantes ni aux barrages destructeurs de rivières ; nous en sommes — nous devions en être — à la géothermie et à l'énergie solaire.

Je sais que ce canal, lorsqu'il fut creusé, a déjà détruit un paysage où, cependant, il a fini par prendre sa place en toute harmonie. Je sais que le grand canal prévu finirait lui aussi par s'intégrer et que nous ne serions que le géométrique sacrifié qui voit, le couer serré, mourir son

Nous payons pour un crime dont nous serons les premières victimes. Et je suis sûr que les milliers de riverains du Doubs ne sentent pas davantage bouillir en eux le vieux sang comtois et ne s'élèvent pas avec plus de lucidité contre un projet qui est une insulte à leur terre et une offense à la raison.

Car il ne s'agit en effet que d'une opération de transvasement. Elle ne consiste point à faire passer du nord au sud et du sud au nord des bateaux et des eaux, elle a pour unique but de puiser dans la bourse des contribuables de l'argent qu'elle versera au compte de quelques promoteurs et de ceux qui les aident à perpéter leur forfait.

Il dénonce les mensonges de l'Etat-nation. Il souhaite un homme libre et heureux parce que responsable.

Ceux de la vallée du Doubs qui se veulent libres et heureux et qui sont responsables de leur avenir trouveront sans doute en la défense de ce bien si précieux qu'on veut leur voler : le berceau de leur race.

(*) Prix Goncourt 1968, né en 1923 à Lens-le-Bois (Jura).

Bretagne

L'enquête sur la marée noire

LE COMMANDANT DE L'« AMOCO-CADIZ » MET EN CAUSE LES MÉTHODES ET LES RÈGLES DE REMORQUAGE

Londres (A.F.P.). — M. Pascale Bordart, commandant du pétrolier Amoco-Cadiz a affirmé mardi 20 juin, à Londres, que le commandant du remorqueur ouest-allemand Pacific a vaillamment lutté pour empêcher le remorquage si l'armateur du pétrolier ne lui consentait pas des conditions plus avantageuses pour l'opération de sauvetage que celles contenues dans le classique contrat prévu en cas d'assistance à navire en danger.

Il a précisé que, douze heures après la panne de gouvernail qui devait provoquer l'échouage du pétrolier de deux cent trente mille tonnes, le commandant du Pacific, appelé au secours par le radio du Captee, avait engagé une négociation d'un contrat de remorquage. L'audition du commandant Bordart est fort intéressante et trop souvent oubliée. Elle a fait préciser qu'il avait changé de cap pour éviter un petit pétrolier, puis affirmé qu'il n'avait pas lâché de S.O.S. lorsque la commande de son gouvernail était tombée en panne.

Ile-de-France

Une nouvelle station d'assainissement des eaux sera construite à Valenton

Le conseil régional d'Ile-de-France qui s'est réuni le mardi 20 juin a étudié notamment un rapport du préfet concernant l'assainissement des eaux dans la région. Le comité économique et social s'était intéressé à cette question le 30 mai. Les deux assemblées ont demandé la création rapide de la station de Valenton (Val-de-Marne).

Il devra investir plus de 10 milliards de francs pour que la totalité des effluents des habitations des communes urbaines de la région soient collectés et évacués avant 1985, a constaté M. Lucien Lardier, préfet de région. Pour sa part, le Comité économique et social remarquait qu'au rythme actuel des investissements il faudrait attendre trente ans pour que les cours d'eau de l'Ile-de-France retrouvent leur propriété.

MARIE-CHRISTINE ROBERT.

FAITS ET PROJETS

Circulation

R.N. 7 : halte aux poids lourds. — Le conseil général du Vaucluse vient d'inviter les maires des communes situées le long de la R.N. 7 à prendre sans tarder des arrêtés d'interdiction de circulation à l'encontre des camions de plus de 19 tonnes. Les élus départementaux demandent que l'Etat prenne en charge les réductions de péage — évaluées à 1,1 million de francs sur la base du trafic 1977 — qui consentiraient aux routiers la Société des autoroutes du Sud de la France. (Corresp.)

26 avril). Dans son allocution, le ministre a demandé aux exploitants aéronavals, et trop souvent oubliés, de leur dépenses et des améliorations possibles à M. Le Theule a d'autre part, indiqué qu'il avait, en matière aéronavale, une double priorité : « Assurer la sécurité du trafic par un effort au profit de la navigation aérienne, permettre le développement des programmes de construction aéronavale européens, autonomes et créatifs. »

Levé du barrage des routiers ou tunnel du Mont-Blanc. — La situation s'est détériorée au tunnel du Mont-Blanc mardi après-midi 20 juin, puisque les transporteurs italiens ont décidé de lever les barrières qui depuis quarante-huit heures, obstruent les voies d'accès au tunnel. Les quelques mille cinq cents véhicules arrêtés de part et d'autre du tunnel ont pu commencer à reprendre la route. Des négociations devaient s'engager, notamment à propos des tarifs de péage et de la manière dont sont délivrées les autorisations de transport (Le Monde du 21 juin).

La compagnie charter SATA interrompt ses vols. — La Société anonyme de transports aériens (SATA), en difficulté financière, vient d'interrompre son exploitation. Les compagnies Swissair, Balair et Finnair ont pris en charge les vols que la société suisse, spécialisée dans les services charter, aurait dû assurer. Les difficultés de la SATA remontent au 18 décembre dernier, lorsqu'une Caravelle de la SATA s'était abîmée au large de l'aéroport de Funchal, dans l'île de Madère. La responsabilité de la compagnie suisse paraissait engagée dans cette catastrophe qui avait causé la mort de trente-trois personnes. D'autre part, la SATA avait été saisie à Paris dans le cours d'une poursuite introduite par la compagnie privée U.T.A. (A.F.P.)

Environnement

Douze mille signatures pour la Neuvieille. — La campagne nationale lancée par le Club alpin français et la Fédération française de montagne pour la protection de la réserve naturelle du Neuvieille (Hautes-Pyrénées) a recueilli déjà plus de douze mille signatures. Elle est à présent appuyée par la Société nationale de protection de la nature. C'est ce qui a été annoncé à Tarbes au cours d'une réunion d'information organisée par le Club alpin français. (Corresp.)

Transports

M. Le Theule : priorité à la sécurité en l'air. — M. JOËL Le Theule, ministre des transports, a inauguré, samedi 17 juin, la nouvelle aérogare de Toulouse-Bagnac, mise en service le 28 avril dernier (Le Monde du

« MASSACRE » DES HALLES : UNE RÉPONSE DE L'ADMINISTRATION

M. Dominique Saglio, directeur de la Société d'économie mixte d'aménagement et de rénovation et de restauration du secteur des Halles (SEMAR), répond dans le dernier bulletin d'information de cette société aux critiques formulées récemment par MM. Jack Lang et Georges Dayan, conseillers socialistes de Paris (Le Monde du 17 juin). Voilà ce qu'il écrit :

« La construction d'une centrale de climatisation et l'émergence de quelques trémies d'escaliers et de gains d'aération ont provoqué une vive émotion... strobore ou feinte. Conscience loyale : certains se sont alors interrogés sur le « massacre » des Halles, sur le « coût du béton » de la SEMAR et ont émis l'ignominie de l'omnégénieur. »

Dès lors que le sous-sol est aménagé — et cela est d'autant plus évident que l'opération des Halles est essentiellement souterraine — il faut l'adapter, le contrôler et le désamorcer. Cela se traduit, en surface, par des émergences dont le nombre et la taille sont déterminés par l'importance des réalisations d'un sous-sol dont on ne peut retarder l'ouverture pour des raisons d'esthétique.

La centrale, les gains et les trémies seront toutes, dans une phase ultime, « intégrées » dans les bâtiments prévus et non encore édifiés. Elles perdront alors leur situation actuelle d'excroissances dont la vue peut choquer certains. Il n'est aucune opération par phases qui permette de construire les superstructures avant les infrastructures. »

Une revue d'information archéologique. — Ouvverte depuis juin 1973, la rotonde de la Vilette abrite le Centre de recherches archéologiques de la Ville de Paris. Ses équipements scientifiques, ses archives (elle renferme les archives archéologiques de Paris depuis 1898, date de la création de la Commission du Vieux Paris) ; ses dépôts en font un instrument unique en France pour la formation des jeunes archéologues et à l'information archéologique sur les fouilles entreprises dans la région parisienne.

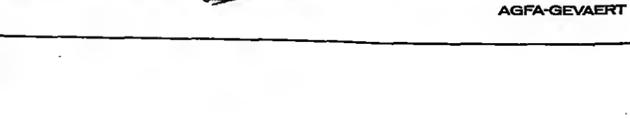
Jusqu'à présent, la rotonde ne disposait pas de moyens pour diffuser les résultats de ses travaux.

C'est maintenant chose faite avec les Cahiers de la rotonde, revue trimestrielle, dont le premier numéro paraîtra le 23 juin et qui est publié sous la responsabilité de M. Michel Fleury, directeur du Centre archéologique de Paris, et Mlle Sylvie Legarret, conservateur de la rotonde de La Vilette. (Disponible à la rotonde de La Vilette. Prix du numéro : 15 F. Abonnement : 30 F.)



Pour le prix d'un excellent 24x36, vous pouvez avoir un excellent 24x36 et une semaine de soleil.

Les vacances approchent. C'est le moment de faire des photos. De préférence réussies. Pour cela, rien ne vaut un appareil 24x36. Voici l'Optima electronic. C'est un 24x36 : il utilise la plus large gamme de films. Il possède un excellent objectif 2,8/40 mm à 4 lentilles et un obturateur électronique qui va de 15 secondes à plus de 1/500ème. Mais il a aussi ce que la plupart des 24x36 n'ont pas : il pèse moins de 300 grammes, il coûte moins de 800 F et surtout, il est extrêmement simple à utiliser. Avec l'Optima electronic, pas besoin de faire tout une série de manoeuvres pour prendre une photo. Une seule manette à bouger pour avancer, armer et même rembobiner le film, le déclencheur "sensor" qui élimine pratiquement tout risque de bougé et surtout un ordinateur qui s'occupe de tout le reste : lorsque le signal placé dans le viseur est vert, vous pouvez prendre votre photo ; lorsqu'il est rouge, vous devez utiliser un flash ou un pied. C'est tout. En fait, l'Optima electronic a vraiment de quoi donner des regrets à tous ceux qui ont payé leur 24x36 bien plus cher. Agfa Optima electronic : la perfection du 24x36 dans son plus simple appareil. Agfa Optima 535 electronic, moins de 800 F.



emprunt Ville de Paris juin 1978. taux de rendement actuariel brut 10,67 % émission à partir du 19 juin - clôture sans préavis

فكزا من الأصل

LES MENACES SUR L'INDUSTRIE FRANÇAISE

L'AVENIR INCERTAIN DE MANUFACTURE

Les difficultés d'une municipalité actionnaire malgré elle

De notre envoyé spécial

Saint-Etienne. — Lorsque M. Etienne Mimerel, l'un des fondateurs, avec M. Pierre Blachon, en 1895, de la Manufacture française d'armes et cycles de Saint-Etienne, plus connue aujourd'hui sous le nom de Manufacture, rendit par legs sa ville natale propriétaire d'environ 60 % de parts de sa société, il ne soupçonnait assurément pas les difficultés que les embarras dans lesquels serait égaré le bénéficiaire de sa donation.

et qui représente la ville au conseil d'administration de Manufacture, aux côtés de M. Nicolas, communiste, doit bien en passer par une triste évidence. « Supposons que nous ayons refusé le plan. C'était le dépôt de bilan, donc trois mille personnes au chômage d'un coup et à cause de nous. En tout cas, c'est ainsi que les choses auraient été présentées et cela aurait fait oublier tout le contexte ».

Et cela on n'est pas tellement tenté de le faire la politique du pire, quand on s'est engagé. Ah, et le rapport des forces était différent... Mais il est évident qu'il n'est pas très bon d'acquiescer à ce qui n'est pas son intérêt.

Un maire populaire

Il reste que M. Sanguedolce est devenu un maire populaire. Certes, le communiste, quand cela paraît nécessaire, parle en communiste et sait étudier les questions ou couper court. Mais l'homme, en fil des jours, a su se faire connaître et même apprécier des Stéphanois, lui qui aime les simples. Cet homme de cinquante-huit ans, qui, au début de 1977, se préparait à la retraite, ayant mis de côté « son petit capital », reste, dans une manière de reconstruire ses administrés et de leur ouvrir sa maison, un homme tranquille. Dans ses discours, dans ses interventions, il sait à la fois se montrer bonhomme et habile. Et beaucoup qui s'en méfient, par principe, ont été heureusement surpris, au point de l'adopter. Evidemment, il y a les irréductibles.

Pour en revenir à Manufacture, F.O. — mais ce syndicat est par conséquent dans l'entreprise — ne se fait pas faute, aujourd'hui que la municipalité accepte le plan, de rappeler l'époque des « non aux licenciements » et des « non eux ».

démembrements », qui perissaient alors devant être à jamais sans appel. Que l'on négocie les parties les plus contraignantes de son plan, M. Gedot-Clet n'y voit aucun inconvénient. Déjà les discussions qui ont eu lieu lors du comité d'entreprise montrent que la discussion a commencé. Mais quels résultats peuvent raisonnablement attendre les syndicats ? Il est fait savoir qu'ils refusent le chômage technique, lequel a été déjà promis trois cent soixante-seize salariés (dont trois cent cinquante et un au seul département des produits manufacturés). La seule consolation est que l'indemnité sera de 83 % du salaire brut, alors que Paris ne voulait consentir que 73 %.

Ainsi on négocie bien tout ce qui est négociable. Cela peut être une tactique. Tant que l'on négocie on dure et tant que l'on dure on n'est pas mort. Mais qu'en sera-t-il s'il faut découvrir — sans doute assez rapidement — que rien n'est négociable, ou si peu ?

JEAN-MARC THÉOLLEYRE.

Ne pas perdre la face

Assurément, Paris n'a pas remis en question le plan de redressement de M. Gedot-Clet. Avant même que le ministre de l'économie ne donne son sentiment, le conseil municipal de Saint-Etienne, s'étant réuni à l'accepter, il consentait par là même à l'éventuelle démission de M. Gedot-Clet, non moins déclinant, du démantèlement de Manufacture, dans l'hypothèse d'une division de l'affaire en trois sociétés d'exploitation, cotées, certes, par une holding mais dans laquelle on ne se voit pas encore clairement si la ville restera l'actionnaire principal et même si, à plus ou moins long terme, elle restera actionnaire tout court.

Ce qu'il faut maintenant, c'est ne pas perdre la face. Ainsi peuvent s'expliquer certaines déclarations jugées ambiguës et aussi des embarras bien visibles. La ville de Saint-Etienne se trouve dans cette affaire être actionnaire mais non patron.

M. Sanguedolce prête le terme de gestionnaire. Et il ajoute : « Ce n'était d'ailleurs pas notre rôle, et l'avais dit dès le début. Nous allons arriver dans une situation pourrie. Ah ! bien sûr, si la gauche l'avait emporté en mars 1978, nous aurions eu un gouvernement qui aurait facilité la relance. L'échec est certainement compliqué les choses, mais on ne nous les a pas facilités non plus. Il aurait pu y avoir des investisseurs, des contrats évitant été pris (...) ».

Fin du panorama. Mais pour l'avenir ?

« Le plan de M. Gedot-Clet ? Il crée les conditions d'une relance. Mais il y a les impératifs de la conjoncture et la remise en cause des avantages acquis, c'est-à-dire des conquêtes sociales. On nous a dit que c'était à prendre ou à laisser, mais il ne faudrait pas qu'on joue trop à ses jeux. Manufacture, ce n'est pas Libé et Saint-Etienne, ce n'est pas Besançon. Alors, oui, nous avons dit que nous acceptions le plan ; mais nous l'acceptons en refusant de cautionner le licenciement et les pertes aux droits sociaux (...) ».

LA PRÉPARATION DU SOMMET DE JUILLET

L'Allemagne fédérale reste opposée à une relance solitaire

De notre correspondant

Bonn. — Les discussions déjà amorcées sur d'éventuelles mesures de relance en R.F.A. paraissent s'intensifier. Dans une interview à l'hebdomadaire américain Business Week, le chancelier Schmidt vient de faire savoir qu'il reste opposé à un programme de relance de la seule Allemagne fédérale.

Jusqu'ici, il convenait pour les autorités fédérales de conseiller l'évitement de l'économie nationale durant le deuxième trimestre, avant de décider si un « coup d'accélérateur » pourrait être utile. Le gouvernement a donc manifesté son désaccord lorsque le conseil des « cinq sages » a décidé de préparer un rapport exceptionnel pour servir de base aux discussions du sommet de juillet.

Le ministre fédéral de l'économie, le comte Lambrecht, a pour sa part, adopté une attitude plus souple, en se rendant lui-même à Francfort pour participer aux débats des « cinq sages ». Cette attitude s'explique aussi par le fait qu'après les défilés électoraux subites à Hambourg et dans la Basse-Saxe, le parti libéral inquiet pour son avenir, voudrait améliorer son image, en proposant...

ÉTRANGER

LA PRÉPARATION DU SOMMET DE JUILLET

L'Allemagne fédérale reste opposée à une relance solitaire

De notre correspondant

Bonn. — Les discussions déjà amorcées sur d'éventuelles mesures de relance en R.F.A. paraissent s'intensifier. Dans une interview à l'hebdomadaire américain Business Week, le chancelier Schmidt vient de faire savoir qu'il reste opposé à un programme de relance de la seule Allemagne fédérale.

Jusqu'ici, il convenait pour les autorités fédérales de conseiller l'évitement de l'économie nationale durant le deuxième trimestre, avant de décider si un « coup d'accélérateur » pourrait être utile. Le gouvernement a donc manifesté son désaccord lorsque le conseil des « cinq sages » a décidé de préparer un rapport exceptionnel pour servir de base aux discussions du sommet de juillet.

LE SORT DU GROUPE BOUSSAC

Les banques confirment leur refus des propositions de M. Boussac

Nouvelle amina décisive pour le groupe Boussac : parviendra-t-il à surmonter ses difficultés financières immédiates ? La situation apparaît complètement bloquée. Une réunion de « pool » bancaire, ce mercredi 21 juin, a confirmé le refus de celui-ci de la proposition de M. Marcel Boussac (voir le Monde du 21 juin). Il reste donc une semaine au tribunal pour tenter de trouver une issue.

« L'ancien « roi du coton » a offert d'abandonner le quasi-totalité de ses fortunes pour faciliter le concordat avec les créanciers et de verser immédiatement 130 millions de francs (provenant de la vente de son groupe de presse et de son cheval vedette Akamas) pour assurer le trésorerie à court terme du groupe. La proposition n'est pas négociable, même si ce n'est pas la première fois que M. Boussac accepte de se défaire d'une partie de ses biens pour sauver son groupe (le Monde du 24 mai). Depuis 1970, il s'est réajusté l'équivalent d'environ 600 millions de francs pour conserver les rênes de son empire. »

Il a ainsi fait preuve d'un sens de l'honneur suffisamment rare pour qu'on n'omette pas de le souligner. Il joue aujourd'hui son dernier quitte ou double. Mais, à la différence des fois précédentes, il n'a plus toutes les cartes en main et se bat, en quelque sorte, pour un loir de consolation. Il n'a, au demeurant guère le choix. L'extension du règlement judiciaire est sa propre fortune, dont le menace la tribune, risque, en effet, de le priver définitivement de celle-ci. Mieux ne vaut-il pas, dans ces conditions, prendre les devants en négociant un compromis ?

M. Boussac propose, les banques disposent. Et celles-ci affirment ne pas vouloir abandonner le caution personnelle que M. Boussac leur a consenti sur un ensemble de crédits, gagés en outre par plusieurs biens, immeubles ou sociétés (notamment Christian Dior). De façon plus générale, les banquiers estiment qu'un nouveau renforcement du groupe ne servirait à rien. Challenges pour obtenir plus, ou position irréductible ? Si les aller jusqu'au bout, la liquidation serait inévitable.

A moins que le gouvernement, qui n'est jusque-là tenu dans le couloir, n'intervienne. Peut-il accepter le licenciement, à la veille des vacances, de quelque onze mille salariés ?

Au sein des ministères concernés on affirme que non. On assure que la solution extrême sera, une fois encore évitée. Le groupe Boussac disposerait alors de quelques semaines supplémentaires de répit. Les difficultés financières immédiates de la firme seraient réglées. Ce n'est pas l'essentiel. Le problème industriel et social resterait en effet entier. Que faire du groupe et de ses onze mille salariés ? La réponse est à la fois très compliquée et très simple.

Très simple, car elle peut se résumer globalement à l'une des deux propositions suivantes : conserver le groupe en entier ou le découper en morceaux. Très compliquée, parce que, à l'heure actuelle, nul ne sait exactement si le groupe est encore sauvable ou non.

Les points d'interrogation restent nombreux : que valent réellement les marques du groupe — plus ou moins dépréciées par le bradage des stocks ? Comment réagit le personnel, jusqu'ici très docile, à l'après-«Arcal» ? Saura-t-il déceper à des conditions modernes de gestion ? Peut-on modifier l'outil, dont une...

UNE ÉNORME FORTUNE DIFFICILE À ÉVALUER

La fortune personnelle de M. Marcel Boussac est énorme, mais particulièrement difficile à évaluer, parce qu'elle comprend des biens d'une nature souvent mal connue et que des hypothèses pèsent parfois sur eux. Cette fortune se compose :

• D'un groupe de presse comprenant « L'ARABIE » et « PARIS-TRAFIC », dont le prix — la vente est quasiment réalisée — atteint 100 millions de francs. M. Boussac remettrait dans le groupe la totalité de cette somme.

• D'un groupe Christian Dior. — St. Marcel Boussac ne détient que 5 % des actions de ce groupe, le reste appartenant à son oncle, M. Jean-Claude Boussac, et un C.I.T.F. (Imaison mère du groupe, mise en règlement judiciaire, laquelle détient également Christian Dior International (ciences Dior à l'étranger) et la plupart des marques Christian Dior S.A. ses parts en quasi-totalité auprès des banques. L'apport de M. Marcel Boussac est donc difficile à évaluer, d'autant que la valeur estimée de l'ensemble Dior varie, selon les évaluations, de 150 millions à 1,5 milliard de francs !

• D'un haras en Normandie et d'une écurie de courses, comprenant notamment le fameux cheval « Akamas », lequel est évalué à 30 millions de francs. M. Marcel Boussac envisagerait le haras, ainsi qu'une vingtaine de chevaux (surtout « Akamas »).

• De 7 000 hectares en Seigne, sur lequel sont situés un château, une église et vingt-cinq métairies. M. Boussac envisagerait seulement la jouissance de cette propriété.

• D'un certain nombre de propriétés à Neuville, au Cap-d'Al, etc., ainsi que d'un dépôt de 600 mètres carrés boulevard Marnette-Barrès à Neuville, dont M. Boussac conserverait la jouissance.

• D'un portefeuille d'actions dans des sociétés dont l'activité est plus ou moins liée au groupe (Établissements Raphaël-Cornille, Ledevich, etc.) et de sociétés immobilières. Ces titres seraient apportés au groupe.

• Des haras de Jardy (25 hectares sur les bords de Paris). Déclarés inconstructibles, ils doivent être achetés par l'administration des domaines au prix de 79 millions de francs. Ils sont totalement gagés auprès des banques et du Trésor.

ÉNERGIE

L'utilisation de la chaleur

UNE LETTRE DE M. GIRAUD

Nous avons reçu de M. André Giraud, ministre de l'Industrie, la lettre suivante :

Dans un article sur le projet de loi sur les économies d'énergie publié par le Monde du 17 juin 1978, M. Bruno Dethomas écrit que c'est « sans plaisir » que j'ai déposé ce texte au Parlement. C'est à l'expression me paraît étonnante.

Je tiens à préciser que c'est en pleine connaissance de cause et sans arrière-pensée que j'ai proposé ce projet de loi. Je ne suis pas un homme qui se laisse impressionner par les déclarations de la commission de la production et des échanges de l'Assemblée nationale, montrant à l'évidence son intérêt.

J'espère que la discussion parlementaire, qui aura lieu à l'automne prochain, permettra d'aboutir à un texte équilibré répondant au souci principal du gouvernement, à savoir l'utilisation directe de la chaleur dans les cas où elle s'avère justifiée.

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE OFFICE NATIONAL DES SUBSTANCES EXPLOSIVES

O. N. E. X.

5, BOULEVARD MUSTAPHA-BEN-BOULAID - ALGER

AVIS D'APPEL D'OFFRES INTERNATIONAL

L'OFFICE NATIONAL DES SUBSTANCES EXPLOSIVES lance un Avis d'Appel d'Offres International pour l'étude, la conception et la fourniture d'équipements de production pour la réalisation d'une unité de fabrication de Cartouches de Scellement. Les offres devront être adressées à M. le Directeur Général de l'OFFICE NATIONAL DES SUBSTANCES EXPLOSIVES (O.N.E.X.), 5, boulevard Mustapha-BEN-BOULAID - ALGER - sous double enveloppe cachetée, celle de l'intérieur portant la mention « Offre pour la réalisation d'une unité de Cartouches de Scellement » à A NE PAS OUVRIR ». Le présent avis reste ouvert pendant soixante (60) jours, délai de rigueur dès la première parution dans la presse. Les soumissionnaires resteront engagés par leurs offres pendant la période de quatre-vingt-dix (90) jours.

LE MARCHÉ INTERBANCAIRE DES DEVICES

Table with columns: COURS DU JOUR, UN MOIS, TROIS MOIS, SIX MOIS, UN AN. Rows: \$ E.O., £ S.U., Yen (100).

TAUX DES EURO-MONNAIES

Table with columns: D.M., S.E.U., Francs, F.S., L.1, F., Fr. Rows: 31/2, 22 1/2, 4 1/2, 7/8, 11 3/4, 12 3/4, 12 3/4, 10 1/8.

Optima 535 electronic, plus de 800 F.



Assainissement des eaux

Truite à Valentigney

« MASSACRE » DES HALLES. UNE RÉPONSE DE L'ADMINISTRATION

M. Dominique...

Assurément, Paris n'a pas remis en question le plan de redressement de M. Gedot-Clet.

Ce qu'il faut maintenant, c'est ne pas perdre la face.

Fin du panorama. Mais pour l'avenir ?

La fortune personnelle de M. Marcel Boussac est énorme.

Optima 535 electronic, plus de 800 F.

SOCIAL

Dans le Calvados, les grèves ne se limitent pas à Moulinox

De notre correspondant

Caen. — Renault, Moulinox, ces conflits font la « une » de l'actualité. Mais il ne faudrait pas que l'arbre cache la forêt. Il y a aussi, et peut-être surtout, de nombreuses entreprises, petites ou moyennes, où des conflits sociaux éclatent.

Ainsi, actuellement, dans le Calvados, en dehors de l'usine Moulinox de Cormelles-le-Royal — où les forces de l'ordre pourraient intervenir en application d'une ordonnance en référé d'évacuation, — deux autres entreprises sont occupées par leur personnel : Barre-Industrie, 300 personnes dans deux usines du pays d'Auge qui travaillent le fil métallique et Nosal-Armatores, 70 salariés, pour la fabrication d'armatures pour béton dans la banlieue caennaise.

La plus grosse société du bâtiment et des travaux publics de la région, RUPA, est aussi perturbée par une grève, suivie par un peu plus de 200 salariés sur 550. Il y a quelques jours, c'étaient 70 % des 280 personnes d'une maison de confection, Edwige-Edwards, à Villers-Bocage, qui s'étaient mises en grève pour obtenir des augmentations de salaires. Au même moment, trois petites imprimeries de la région de Caen, de 10 à 50 personnes, étaient touchées par une série de débrayages. A l'heure où les principales unités de production de Basse-Normandie, la Savèrie et la S.M.N. de Caen, l'arsenal à Cherbourg, connaissent des difficultés économiques certaines, qui entraînent des réductions d'effectifs, voire des réductions d'horaires, d'autres travailleurs n'hésitent pas à réclamer des augmentations de salaires, malgré la crainte du chômage.

L'autre leçon à tirer de cette

situation est la position en pointe de la C.G.T. Elle est partout présente, le plus souvent seule. Les conflits éclatent dans des entreprises où elle vient de s'implanter, devant largement la C.F.T.C. vieille (RUPA), où il n'y avait aucun syndicat (Nosal). Elle crée une section là où il n'y avait rien, à l'occasion des grèves (Edwige-Edwards). Il est vrai qu'elle a toujours eu une assise solide en Basse-Normandie, mais depuis longtemps elle a investi dans les petites usines, y compris celles du milieu rural.

A l'inverse, la C.F.T.C. pâtit des positions de son bureau confédéral lors des élections législatives. Des débats éclatent dans nombre de ses organisations, union locale de Caen, Fédération des fonctionnaires par exemple, qui se traquent parfois par des changements de responsables, même si rien n'affleure au grand jour.

THIERRY BRÉHER.

Plusieurs milliers de personnes ont manifesté à Valenciennes contre les licenciements à Usinor

De notre correspondant

Lille. — « Le Valenciennois doit vivre ! » Ce slogan sur des banderoles brandies le mardi 20 juin dans les rues de Valenciennes, au cours d'une manifestation qui rassemblait des milliers de travailleurs, a trouvé ce jour-là une signification plus forte que jamais. En effet, au comité central d'Usinor réuni à Paris, les délégués syndicaux venant d'apprendre un licenciement de mille ouvriers à Usinor-Denain avant la fin de l'année 1978, qui sera suivi de deux mille autres suppressions d'emplois en 1979. De plus, la direction d'Usinor a fait savoir que l'unité de Trith-Saint-Léger comptait encore quelque six cents salariés de trop. A Denain, sept mille trois cents salariés sont employés ; près de la moitié n'ont pas de travail ; à Trith-Saint-Léger, l'effectif de deux mille trois cents personnes sera fortement réduit au-delà des six cents licenciements prévus, estime les syndicats.

La manifestation organisée mardi à l'initiative de la C.G.T.

et de C.F.D.T., qui avait été précédée de débrayages de quelques heures, avait rassemblé aussi les syndicats C.F.T.C., F.O. (union locale de Valenciennes), la C.G.C. et la F.F.N. Elle était appuyée par les formations de gauche dont les élus avaient lancé un appel à la population. Des milliers avaient fermé leurs guichets et certains commerces leurs volets.

La situation, qui était jugée extrêmement grave dans le Valenciennois et la vallée de la Sambre, devient tout simplement catastrophique.

En trois ans, le Valenciennois a perdu 7 400 emplois, on y dénombre 10 000 chômeurs inscrits, dont 55 % de jeunes de moins de vingt-cinq ans. Au cours de la seule année 1977, cinquante entreprises de toutes tailles ont disparu dans l'arrondissement, et la chambre de commerce elle-même souligne que la dégradation est telle que l'on risque d'aboutir à une situation irréversible.

GEORGES SUEUR.

PRIX

L'essence va augmenter dans les jours qui viennent

La hausse des prix des carburants prévue initialement pour le 1^{er} juin, doit intervenir dans les jours qui viennent. L'Assemblée nationale vient en effet d'adopter le texte de compromis élaboré par la commission mixte paritaire sur le collectif budgétaire, qui relève la fiscalité des produits pétroliers.

L'augmentation du prix du litre d'essence ordinaire de 2,23 francs à 2,49 francs, celle du super de 2,42 francs à 2,68 francs, du gasoil de 1,45 franc à 1,62 franc et du fuel domestique de 0,80 franc à 0,89 franc ne sera pas possible avant le 25 juin et elle sera effective plus vraisemblablement dans les premiers jours de la semaine prochaine.

Cette hausse sera accompagnée d'une diminution des revenus des raffineurs (prix de reprise) de l'ordre de 5 francs par tonne

pour tenir compte de l'évolution du cours du dollar.

L'Union des chambres syndicales de l'industrie du pétrole, qui présentait le 20 juin son rapport pour 1977, a déploré cette attitude alors que « les charges du secteur raffinage - distribution ont dépassé ses recettes d'exploitation » de 25 milliards de francs. M. Bizard, président de l'UICSP, après avoir rapplé le lourdeur des investissements nécessaires non seulement à l'exploration, mais aussi à la conversion des raffineries, la réalisation d'économie d'énergie et la protection de l'environnement, a affirmé :

« Nous attendons cependant toujours, au-delà de décisions au jour le jour qui nous sont

moins défavorables, la définition d'une politique claire et cohérente. »

Sans doute faut-il voir dans une part originaire de ces longs délais dans le suivi de nos positions publiques en fonction de données à juridictions économiques — d'après de concert avec le Communauté économique européenne. Cependant, après tout le temps écoulé, et compte tenu des contraintes qui lui sont propres et qui ne sont pas seulement du domaine de la sécurité énergétique, mais aussi du domaine de la défense de la balance des paiements et de la monnaie, la France semble bien fondée dans l'attente ou en l'absence d'une solution européenne, à déterminer elle-même sa politique. »

A VENDRE
JAGUAR Mk2 1964
bon état
974-51-25 (soir)

BANCA NAZIONALE DELL'AGRICOLTURA
SIEGE SOCIAL ET DIRECTION GENERALE A ROME

ASSEMBLÉE DU 28 AVRIL 1978

L'Assemblée des actionnaires a approuvé les rapports et le bilan au 31-12-77 qui s'est clôturé par un bénéfice de 10 milliards 443 millions de Lires. La politique menée par la banque au cours de l'année dernière s'est concentrée sur l'objectif de rendre les taux d'intérêt actifs et passifs compatibles avec les directives des autorités monétaires et avec les exigences opposées de la clientèle dépositante et de celle utilisatrice, sans compromettre le compte économique d'entreprise, comme on a continué dans l'orientation visant, pour raisons de stabilité et de coût, au fractionnement des sources de provision. Les dites sources résultent pour 73,5 % d'origine du secteur familial, et pour 21,2 et 5,3 % respectivement de préférence vers la clientèle moyenne et petite, pour 93,1 % vers les entreprises et pour 3,7 et 3,2 % respectivement vers les familles et le secteur public.

Les dépôts totaux ont dépassé 5.580 milliards de Lires, dont 4.080 milliards provenant de la clientèle ordinaire. Les crédits consentis ont frôlé les 2.700 milliards. Le nombre des comptes s'élève à 774.000 unités. Les fonds propres, suite à d'importantes provisions imposées par la loi et de réserve, atteignent maintenant environ 126 milliards. Le bénéfice d'exercice permet la distribution d'un dividende de 175 Lires pour chaque action de 500 Lires, payable à partir du 2 mai 1978.

Au cours de l'année, des nouvelles agences ont été inaugurées à Bari, Borzaro Torinese et Carmagnola, ce qui porte maintenant le nombre total des guichets en Italie à 145. En outre, un nouveau bureau de représentation à Téhéran a été inauguré, qui s'ajoute à ceux de Francfort, Londres, New-York, Paris et Tokyo. Ces agrandissements ont aussi amené à une expansion numérique du personnel, qui, au 31 décembre 1977, se composait de 6.385 personnes.

Les postes les plus significatifs du bilan :

TOTAL DES DEPOTS	5.580.337.233.305
DEPOTS DE LA CLIENTELE	4.080.125.607.803
CREDITS CONSENTIS A LA CLIENTELE	2.667.863.936.151
FONDS PROPRES (*)	125.922.455.696
BENEFICE DE L'EXERCICE	10.443.063.823

(*) Après les déclarations de l'Assemblée, auxquels s'ajouteraient le 2 mai les nouveaux dividendes touchés sur les actions sociales de propriété.)

COMMERCE

« La réforme des circuits de distribution est un grand serpent de mer »

déclare M. Barre au cours de sa visite à Rungis

M. Raymond Barre s'est rendu mardi matin 20 juin, au marché d'intérêt national de Rungis pour examiner sur place, avec les dirigeants de la Société d'économie mixte d'aménagement et de gestion (SEMAMARIS) les résultats des mesures prises par le gouvernement en octobre 1977, afin d'améliorer les mécanismes et la transparence du marché (le Monde du 21 juin).

Après avoir visité les installations, le premier ministre a prononcé une allocution dans laquelle il a souligné que, contrairement à ce qu'on a pu croire, il n'y a pas de « mythe laissant de Rungis un symbole de l'exploitation du consommateur », ce qu'il avait vu et entendu au contact des professionnels témoignait d'un « très grand effort d'organisation et de coopération » et offrait « le spectacle d'une grande réalisation contemporaine ».

Le chef du gouvernement a estimé que la réforme des circuits de distribution est « un grand serpent de mer qui réapparaît dès que l'indice des prix est élevé et qui permet d'étaler les vrais problèmes et parfois de masquer la pauvreté de l'analyse » de ceux qui ne cessent de le réclamer.

« Le problème n'a jamais été approprié que les circuits de distribution captent le progrès de productivité et entretiennent l'inflation, a-t-il notamment déclaré. Il est facile de répéter des slogans, il est plus difficile d'observer objectivement une réalité qui change. »

M. Barre a souhaité que les représentants des consommateurs soient associés directement aux activités des organisations professionnelles dans tous les secteurs. Il en sera ainsi, désormais, au sein de la SEMAMARIS.

Pendant la visite du premier ministre, une manifestation, hostile à la politique du gouvernement, a réuni près de la cité administrative à l'appel de l'union des syndicats C.G.T. du Val-de-Marne, plusieurs centaines de personnes.

M. Barre s'est entretenu, d'autre part, avec une délégation communiste conduite par M. Kayser, vice-président du conseil général, venue lui exposer son opposition au projet de taxe supplémentaire sur l'essence dans la région parisienne.

AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

SOCIÉTÉ GÉNÉRALE

LA PROCHAINE ATTRIBUTION GRATUITE D'ACTIONS VA ELARGIR A NOUVEAU LE MARCHÉ DU TITRE

Le collège représentant les actionnaires a approuvé, dans sa séance du 21 mai 1978, les comptes de l'exercice 1977. Il a par ailleurs décidé d'affecter à une augmentation de capital social, par incorporation de réserves, une somme de 89 120 000 francs. En conséquence, le capital de la Société Générale se trouve désormais porté à 833 120 000 francs et les fonds propres à 1 982 251 224 francs.

Il sera prochainement distribué deux actions nouvelles gratuites pour vingt-cinq actions anciennes. Cette attribution, dont la quotité est identique à celle de l'an passé, répond comme la précédente à une politique de renforcement des fonds propres de la Société Générale et d'accroître ainsi son potentiel de croissance.

Après la réalisation de l'attribution gratuite, le capital de la Société Générale se composera de 9 231 200 actions de 100 francs, dont plus de 1,6 %, réparties dans le public. Avec 450 000 actions actuellement détenues par les actionnaires, le marché du titre est sensiblement élargi depuis son introduction en Bourse en 1976. L'acquisition d'actions Société Générale permet de participer au développement d'une entreprise nationale dynamique ; troisième banque française par le total de son bilan, la Société Générale est la première en France par le montant de son capital en action (le SICOMI) — et par le montant de son bénéfice net déclaré consolidé : 662 millions de francs en 1977. Viers ans, son président du conseil d'administration, M. Laurent, fera le point sur les résultats de l'exercice 1977 et les perspectives de la Société Générale.

FONCINA
SOCIÉTÉ IMMOBILIÈRE D'INVESTISSEMENT

L'Assemblée générale ordinaire annuelle du 13 juin, sous la présidence de M. Gérard Desant, a approuvé les comptes de l'exercice 1977, qui ont abouti à un bénéfice net de 17 147 777,53 F (contre 16 549 115,73 F en 1976).

Elle a voté la distribution d'un dividende de 9 F par action (contre 8,50 F) dont 7,18 F assujettis à l'impôt sur le revenu et 1,34 F exonérés.

Ce dividende, représenté par les coupons n° 33 A (de 7,18 F) et 33 B (de 1,34 F), sera mis en paiement le 28 juillet aux guichets des banques ci-après :

- Banque Worms ;
- Banque de gestion privée ;
- Banque de l'union occidentale ;
- Banque de l'Indochine et de Suez ;
- Caisse centrale des banques populaires et banques populaires affiliées.

L'Assemblée a ratifié la nomination de La Foncinère TIARD comme administrateur et le renouvellement des mandats d'administrateurs de M. Gérard Desant, de la Caisse centrale des banques populaires et de la compagnie L'Europe.

Réuni à l'issue de l'Assemblée, le conseil d'administration a confirmé M. Desant dans ses fonctions de président-directeur général.

Société Holding de la Compagnie de l'Est-Asiatique

AUGMENTATION de CAPITAL
de Krd 140 000 000 à Krd 210 000 000

par ATTRIBUTION GRATUITE à concurrence de Krd 35 000 000 sur propriétés des actions actuelles à raison d'UNE action nouvelle pour QUATRE actions possédées, à partir du 15 juin 1978.

et par ÉMISSION EN NUMÉRAIRE à concurrence de Krd 85 000 000

PRIX D'ÉMISSION : 105 K, soit Krd 26,25 par action nouvelle (1 Krd = 0,8 F environ)

SOUSCRIPTION : réservée aux propriétaires des actions actuelles à raison d'UNE action nouvelle pour QUATRE actions possédées.

DURÉE DE LA SOUSCRIPTION : du 15 juin au 4 juillet 1978

JOUISSANCE : les actions nouvelles auront droit au dividende intégral de 1978.

COTATION : admission à la Cote Officielle dès que possible.

BALOT du 5 juin 1978
VISA CDB no 78-48
en date du 20 mai 1978.

Émission de la Compagnie de l'Est-Asiatique
LES BUREAUX
à Paris, rue de Valenciennes, 112

LE MONDE
qui change tout le temps
des lecteurs des publications
d'annonces immobilières
vous intéresseront peut-être
LES BUREAUX
à Paris, rue de Valenciennes, 112

L'INDUSTRIE DE LA BONNETERIE EN EUROPE

Dans le cadre de sa collection « Analyses de secteurs », DAFSA ANALYSE veut publier un ouvrage intitulé « L'INDUSTRIE DE LA BONNETERIE EN EUROPE ».

L'industrie de la bonneterie, qui produit surtout des biens de consommation finale destinés essentiellement à l'habillement, occupe une place variable en sein des industries textiles dans les pays européens : 39 % en Italie, 20,7 % pour la R.F.A., 19,60 % en Grande-Bretagne, 13,70 % aux Pays-Bas et 12,40 % pour la France.

Grâce à la double impulsion de la croissance du marché intérieur et des exportations, l'industrie italienne détient en Europe le premier place (3 186 millions de dollars de chiffre d'affaires).

Par contre, en France, le croissement de la demande intérieure a profité à l'importation, mais a contribué à une certaine stagnation de la production nationale. Ces mêmes phénomènes sont allés jusqu'à la récession en R.F.A.

La Grande-Bretagne, les Pays-Bas et la Belgique ont connu une baisse de la production encore plus importante du fait de la stagnation de leur demande intérieure.

Des actions de restructuration, des aides publiques, voire des fermetures d'entreprises, ont été opérées depuis quatre ans dans tous les pays pour assainir ce secteur économique.

En complément de cette étude sectorielle on rappellera deux analyses publiées en janvier 1978 :

- L'industrie de l'habillement en Europe ;
- L'industrie européenne du matériel textile.

Toutes ces études sont disponibles auprès du bureau de vente DAFSA ANALYSE S.R.L., rue Bergère, 75008 Paris.

Siège social : 125, rue Montmartre, Paris.

LE SEUL PARIS-TÉHÉRAN A LA MÊME HEURE TOUS LES JOURS: 16H15.

Reservation auprès de votre agence de voyages ou chez Iran Air au 225.99.064

IRAN AIR
C'est un Paris-Téhéran simple, rapide, confortable: départ d'Orly-Sud, tous les jours à 16 h 15, vol sans escale et en Boeing 707 ou 747. Bienvenue.

NOUS PROGRESSONS PLUS VITE QUE LES AUTRES.

LES MARCHÉS

PARIS

BOURSE DE PARIS

VALEURS

VALEURS	Clôture	Différence
BOURSE DE PARIS	1 210,00	+ 10,00
INDEX CAC 40	1 210,00	+ 10,00
INDEX CAC 100	1 210,00	+ 10,00
INDEX CAC 200	1 210,00	+ 10,00
INDEX CAC 300	1 210,00	+ 10,00
INDEX CAC 400	1 210,00	+ 10,00
INDEX CAC 500	1 210,00	+ 10,00
INDEX CAC 600	1 210,00	+ 10,00
INDEX CAC 700	1 210,00	+ 10,00
INDEX CAC 800	1 210,00	+ 10,00
INDEX CAC 900	1 210,00	+ 10,00
INDEX CAC 1000	1 210,00	+ 10,00

تکذا من الأصل

Le Monde

UN JOUR DANS LE MONDE

- 2. IDEES — ADIEU A 1968 : « Les insaisissables », par Alain Barrière ; « De 1968 à la non-violence », par Jacques Semella.
- 3. ÉTRANGER — LES TENSIONS AU PROCHE-ORIENT : — M. Weizman est applaudi par les populations arabes de Cisjordanie ; — Au Sud-Liban, les « cosques bleus » s'efforcent de grignoter la résistance des chrétiens.
- 4. EUROPE — UNION SOVIÉTIQUE : plusieurs contestataires vont être jugés.
- 4-5. AFRIQUE — ALGÉRIE : le président Boumediène a inauguré à Tlemcen le second tronçon de la « route de l'unité africaine ».
- 5. DIPLOMATIE
- 6. AMÉRIQUES — PÉROU : plusieurs députés ont été arrêtés en prison.
- CANADA : M. Trudeau a présenté son projet de réforme constitutionnelle.
- 8-12. POLITIQUE — Le débat au sein du P.C.F. : « Ce qui se dit dans les cellules » (II), par M. Ables et D. Kaisergruber.
- 13. SOCIÉTÉ
- 14. ÉDUCATION — « Les étudiants sous le bochia » (II), par Philippe Boglia.
- 15. SCIENCES
- 15-16. JUSTICE — M. Georges Marchais en appel contre deux directeurs de journaux.

LE MONDE DES ARTS ET DES SPECTACLES
PAGES 17 à 24

VENTES : La collection de Robert von Eltisch.

MUSÉES : Le National Gallery de Washington.

DOSSIER : Avant le Festival d'Avignon ; Le théâtre au Québec.

32. RÉGIONS — TÉMOIGNAGE : « J'ai vu mourir le Rhône, je ne veux pas voir mourir le Doubs », par Bernard Clavel.

33-34. ÉCONOMIE — Les menaces sur l'industrie française.

LIRE ÉGÉMENT

RADIO-TELEVISION (28 et 30) : Annonces électorales (28 à 31) ; Aujourd'hui (27) ; Carnet (27) ; Journal officiel et (27) ; Méthodologie (27) ; Mots croisés (27) ; Bource (28).

PRÉPARATION GRANDES ÉCOLES ANGLAIS en Angleterre ALLEMAND à Munich LOGOS international

4, villa Orano, 75018 PARIS
Tél. : 255-09-05.

Réty
HOMMES FEMMES
Solde
50% sur toute sa collection
jusqu'au 24 Juin
10 h - 19 h
54, Faubourg Saint-Honoré, Paris 8^e

Le numéro du Monde daté 21 juin 1978 a été tiré à 522 033 exemplaires.

A B C D E F G

APRÈS L'ÉVACUATION DES ATELIERS DES PRESSES A FLINS

La régie Renault et les syndicats devraient reprendre les discussions

Parallèlement à l'intervention de la menace d'intervention de la police, des essais de compromis sont annoncés dans plusieurs entreprises touchées par des conflits sociaux : dans les arsenaux, chez Renault à Flins, chez Moulinex, dans plusieurs usines, etc.

La situation dans les arsenaux devait évoluer dans la journée de ce mercredi 21 juin, indique-t-on, sans plus de précision, un ministre de la défense. Dans la plupart des établissements d'Etat, les mouvements de grève ont été reconduits mardi, pour appuyer des revendications portant sur les salaires et sur l'emploi, et on a même noté un durcissement en Aquitaine, où le conflit a gagné plusieurs autres établissements. Des manifestations ont eu lieu, notamment à Lorient, où la police est intervenue, sans incident, et à Brest. Une rencontre des fédérations C.G.T., C.F.D.T., F.O. et C.F.T.C. est prévue ce mercredi après-midi.

Flins. — Malgré l'appel à la grève lancé par les syndicats C.G.T. et C.F.D.T. après l'évacuation, mercredi matin par la police, des grévistes des presses à l'usine Renault de Flins, une grande partie des salariés qui n'étaient pas mis en chômage technique — soit environ dix mille personnes — ont regagné leur poste de travail. Toutefois plusieurs dizaines d'agents d'entretien et des ouvriers professionnels envoyés à l'atelier des presses pour le réglage et la remise en marche des machines ont fait la grève sur le tas, refusant d'accomplir leur tâche en présence des forces de l'ordre. Ces derniers stationnaient en armes devant l'usine, et dans la matinée ont manifesté en cortège autour de l'usine de presses. A l'extérieur de l'usine c'était le calme plat, mais une manifestation s'est tenue dans la région. La recherche d'un compromis n'est pourtant pas exclue puisque les négociations entre les syndicats C.G.T., la C.F.D.T., la direction, l'expert désigné par le tribunal de Versailles...

En Italie

Ancien responsable local de la lutte anti-terroriste UN COMMISSAIRE DE POLICE EST ASSASSINÉ A GÈNES

Gènes (A.F.P.). — M. Antonio Esposito, ancien chef des services anti-terroristes de Gènes, et commissaire de police à Nervi, dans la banlieue de cette ville, a été assassiné, ce mercredi 21 juin, dans la matinée. Il a été atteint par plusieurs balles, tirées par deux personnes alors qu'il se rendait à son bureau.

Agé de trente-cinq ans et père de deux enfants, M. Esposito avait été muté au commissariat de Nervi à la suite d'une restructuration des services de police spécialisée dans la lutte contre le terrorisme. Il y a trois mois...

En Seine-Saint-Denis

TROIS GARDIENS DE LA PAIX SONT ÉCROUÉS POUR LE VIOL D'UNE FILLETTE

Trois gardiens de la paix ont été inculpés pour viol et placés sous mandat de dépôt lundi 19 juin par M. Claude Brunet, juge d'instruction au tribunal de Bobigny (Seine-Saint-Denis). Les faits reprochés aux trois inculpés se sont déroulés dans la nuit du 16 au 17 juin, près de la Courneuve. Les trois hommes — qui étaient hors service et se promenaient en état d'ivresse, semble-t-il — ont emmené de force une mineure âgée de treize ans d'origine nord-africaine qui cherchait à rejoindre sa sœur. Après l'avoir violée, les gardiens de la paix abandonnèrent la jeune fille.

C'est la perte d'un portefeuille par l'un des gardiens de la paix qui a permis aux enquêteurs, le 17 juin, de procéder à son arrestation à son domicile. Les deux autres auteurs du viol ont été arrêtés dimanche 18 juin.

Séisme en Grèce

UNE VINGTAINE DE MORTS A SALONIQUE

Salonique (A.F.P., Reuters, U.P.I.). — Un violent tremblement de terre de magnitude légèrement supérieure à 6, s'est produit dans la région de Salonique (Grèce septentrionale), mardi 20 juin, à 20 h. 3 (heure locale), soit 22 h. 3 (heure de Paris). Au début de la matinée de ce 21 juin, on avait dénombré une vingtaine de morts et plusieurs centaines de blessés.

Deux grands immeubles du centre de Salonique se seraient effondrés, une trentaine de maisons seraient endommagées au point d'être inhabitables et une centaine d'autres auraient subi divers dégâts. L'électricité et le téléphone ont été coupés dans de nombreux quartiers de l'agglomération, qui compte sept cent mille habitants, dont une partie se sont enfuie vers la campagne après avoir trouvé un premier refuge sur les places ou dans les parcs de la ville.

L'état d'urgence a été décrété dans la région touchée.

La Société des chanteurs et spectacles Jean Richard a déposé lundi 19 juin son bilan. L'affaire devrait être examinée par le tribunal de commerce de Paris le 28 juin.

Le comédien a confirmé que des « difficultés économiques » l'ont finalement obligé à déposer le bilan de la société qui groupe Medrano, les cirques Pinder et Jean Richard : « Cependant, affirme-t-il, la situation n'est nullement désespérée. Il faut que les cirques ne meurent pas et, pour ce faire, une nouvelle société sera constituée. »

FABRICANT - VENTE DIRECTE

COUVERTS ARGENT ET INOX OREEVRE

Garantie 25 ans si couverts argentés

FRANOR 70 R. AMELOT 75017 PARIS
TÉL. 700.87.94 - Fermé le samedi

M. JACQUES WAHL EST NOMMÉ SECRÉTAIRE GÉNÉRAL ADJOINT DE L'ÉLYSÉE

M. Jacques Wahl, conseiller financier à l'ambassade de France à Washington, a été nommé, par arrêté du président de la République publié au Journal officiel du mercredi 21 juin, secrétaire général adjoint de la présidence de la République. M. Wahl remplace M. Yves Carnaud, nommé, par décret du 16 juin, représentant de l'Etat au conseil d'administration de l'agence Havas, dont il est appelé à devenir le président-directeur général (le Monde du 18 juin).

Dné le 18 janvier 1932 à Lille, M. Jacques Wahl est diplômé d'études supérieures de droit public, d'économie politique et de sciences économiques. Entré à l'ENSA en janvier 1952, il est, de juin 1951 à avril 1952, membre de la mission de l'inspection générale des finances en Algérie. De janvier 1957 à décembre 1959, il est chargé de mission à la direction du Trésor, sous-direction des relations financières avec l'étranger et les pays étrangers. Il occupe parallèlement, et jusqu'en juin 1971, la fonction de secrétaire du conseil de direction du Fonds de développement économique et social (F.D.E.S.). Conseiller technique au cabinet de M. François Ortoli, ministre de l'économie et des finances, de juillet 1968 à juin 1969, il occupe les mêmes fonctions au cabinet de M. Giscard d'Estaing, de juin 1969 à juin 1971. A cette date, il est nommé sous-directeur des affaires multilatérales à la direction du Trésor.

En juillet 1972, M. Wahl est nommé conseiller financier à l'ambassade de France à Washington, puis, en septembre de la même année, administrateur du Fonds monétaire international et de la Banque internationale pour la reconstruction et le développement.

M. GISCARD D'ESTAING SE RENDRA EN ROUMANIE AU DÉBUT DE 1979

M. Stefan Andrei, ministre des affaires étrangères, a terminé, mercredi matin 21 juin, sa visite officielle en France. Une communication à la presse, diffusée à la suite de cette visite, affirme que les entretiens de M. Andrei avec MM. Giscard d'Estaing et de Guiringaud se sont déroulés dans une atmosphère d'estime et de confiance réciproque qui caractérise traditionnellement les relations entre les deux pays et qu'elles ont permis de constater « la convergence en la proximité de vues sur de nombreuses questions ». Parmi les sujets cités, en outre le détente, qui implique l'application par tous les Etats signataires de l'Acte final d'Helsinki et le désarmement.

Un contrat d'entre part, ce côté français que M. Giscard d'Estaing se rendra en visite officielle en Roumanie, très probablement dans les premiers mois de l'année prochaine, et que ce voyage sera précédé d'une série de visites de ministres des deux pays dans chaque capitale. C'est ainsi que le ministre des affaires étrangères, M. Louis de Brogier, pourrait se rendre à Bucarest avant le fin de l'année.

M. PIERRE DESSAUX AMBASSADEUR A OSLO

M. Pierre Dessaux, chef de service au ministère des affaires étrangères, a été nommé ambassadeur à Oslo en remplacement de M. Philippe Koenig.

Dné en 1923, M. Dessaux est un ancien élève de l'ENSA de 1941 à 1942. Il a été mis à la disposition de la résidence générale du Maroc, puis, jusqu'en 1957, à la disposition du ministère de l'intérieur marocain, avant d'être chargé des affaires marocaines et tunisiennes à l'administration centrale (1957-1960). M. Dessaux a ensuite occupé les postes suivants : deuxième secrétaire à Madrid (1960-1962) ; conseiller général adjoint à Alger (1962-1964) ; directeur consulaire Rome (1964-1969) ; premier conseiller à Rio-de-Janeiro (1969-1971) ; chef de service et directeur adjoint à Paris.

PARIS MEXICO 2200F

(Aller le 11-7 Retour le 31-7)

Départ Paris A-R

TANGER	595 F
TUNIS	610 F
ATHÈNES à partir de	700 F
CASABLANCA	710 F
MONTREAL	1 485 F
NEW YORK	1 485 F
SANAA	1 900 F
NAIROBI	1 950 F
BOMBAY	2 250 F
LOS ANGELES	2 350 F

Départ Amsterdam A-R

CALCUTTA	1 850 F
----------	---------

A vols V.A.R.A. VOLS A DATES FIXES

TURQUIE 1950F

Circuit 3 semaines du 6-7 au 27-7 du 13-7 au 3-8 du 27-7 au 17-8 du 3-8 au 24-8 du 10-8 au 31-8

NOUVELLES FRONTIÈRES TOURAGURE

166, bd du Montparnasse 75014 PARIS
Tél. 329.12.34
112, rue Solferino 75000 LILLE
Tél. 34.24.94 et 34.38.06
31, allée de Tourny 33000 BORDEAUX
Tél. 44.60.38

BMW POZZI

CONCESSIONNAIRE OFFICIEL

10, bd Gouvion-St-Cyr, 75017 Paris

essais de la nouvelle gamme

754.91.64
754.91.65
755.62.29

IMPORTANTS ATELIERS SPÉCIALISÉS

C.C.B. Club du Samedi

17, rue d'Aboukir, 75002 PARIS
(Métro Sentier). Tél. : 233-42-59

PRÊT-A-PORTER
HOMMES - DAMES - JUNIORS

Place nette Super soldes

Promotions exceptionnelles :

IMPERMÉABLES FEMME (grand choix de coloris, modèles et matières) 165 F

2 COSTUMES 3 pièces HOMME 990 F

RETOUCHES GRATUITES

Du lundi au samedi de 9 heures à 19 heures
nocturne mardi jusqu'à 21 heures

RAPPEL ! LE C.C.B. RESTE OUVERT EN JUILLET ET EN AOUT

IDME

Établissement secondaire privé SECONDE TERMINALE RENNES à NIVERNY

RÉSULTATS BAC

MOYENNE 1975-76-77	
A : 81 %	B : 89 %
C : 88 %	D : 81 %

70, rue Chardon-Lagache 75016 PARIS
Tél. : 330-61-12 et 288-45-34

Accès aux Paris - Saint-Cloud - Versailles (Bus - Métro - S.N.C.F.)

COURS DE VACANCES : 21 AOUT

Time is money

Les stages d'été accélérés Pigier Formation et Entreprise de 4 semaines correspondent à 10 semaines normales de stages.

Venez vous inscrire aux stages d'été accélérés Pigier Formation et Entreprise.

Pigier Formation et Entreprise
22 rue Tiphaine, 75015 Paris Tél. : 979.81.56
29 quai St-Michel, 75005 Paris
Tél. 49.34.06